

**Washington
lève l'embargo
sur les ventes
à l'U.R.S.S.
de matériel pétrolier**

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 50 p. ; Irlande, 60 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 F. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Meurtre à Manille

A qui profite le crime...

L'assassinat de Benigno Aquino à l'instant même où il arrivait à Manille, son meurtrier présumé abattu sur-le-champ et soustrait, ainsi, à toute enquête éventuelle, tout cela ne peut que faire penser aux pires actes de violence politique commis ces dernières années. Comment ne pas évoquer, en particulier, le souvenir de la mort de John Kennedy et de celle, quarante-huit heures plus tard, de son propre assassin ? La suppression immédiate de l'homme qui, s'il avait pu parler, aurait peut-être permis de dévoiler les véritables instigateurs du crime jette inévitablement la suspicion sur les forces de sécurité elles-mêmes, dont la conduite paraît pour le moins étrange.

Dire que la violence fait partie de la vie politique aux Philippines n'explique pas tout. Une telle observation ne peut que conduire à s'interroger, au contraire, sur les complexités dont a pu bénéficier l'assassinat pour déjouer des services de sécurité, pourtant dûment avertis des dangers courus par l'ancien chef du parti libéral.

La question est évidemment de savoir à qui profite le crime. Que le président Marcos l'ait dénoncé et qu'il ait même cru pouvoir dire son « chagrin » devant la mort d'un rival qu'il n'avait pourtant cessé de traquer pendant plus de dix ans n'empêche pas qu'il se trouve ainsi débarrassé d'un homme dont le retour dans sa patrie constituait un défi direct au pouvoir qu'il incarne.

Si le discrédit qui retombe sur le régime — et que toute « enquête » aura bien du mal à dissiper — peut faire douter que le président lui-même ait inspiré cet assassinat, on inclinera naturellement à penser qu'il s'est trouvé autour de lui, et vraisemblablement dans les forces armées, des hommes pour lesquels l'élimination physique de l'adversaire était préférable aux risques, si mesurés soient-ils, d'une quelconque confrontation politique.

Le résultat est en tout cas que les chances du rétablissement d'une vie politique plus démocratique semblent désormais plus réduites que jamais aux Philippines. D'abord parce que Benigno Aquino apparaissait de loin comme l'homme le plus apte à unir et à tenir en main une opposition capable de défier M. Marcos au jeu ouvert du suffrage universel. Ensuite parce que son assassinat ne peut que pousser des forces extrémistes, à droite comme à gauche, à s'affronter avec une violence accrue. La militarisation croissante de la société — dénoncée avec constance par l'Eglise catholique des Philippines — et les heurts qui opposent l'armée aux différents mouvements de guérilla ont fortement préparé le terrain à cette évolution.

Les échéances électorales seront-elles tenues, en particulier celle des élections législatives prévues pour 1984 et pour lesquelles Benigno Aquino avait voulu regagner Manille ? Il faudrait un miracle, dans les circonstances actuelles, pour qu'un climat propice à une réelle consultation populaire puisse s'établir dans le pays. Plus encore pour que puisse se préparer, autrement qu'à coups de revolver et par le jeu des conspirations, la succession de M. Marcos.

L'assassinat du principal opposant Benigno Aquino de retour d'exil secoue fortement les Philippines

De notre envoyé spécial

Manille. — Ecrasé de chaleur, assommé par la nouvelle de l'assassinat de « Ninoy » Aquino, et affecté par une panne de courant mystérieuse et générale, Manille offre, ce lundi 22 août, le spectacle d'une vieille ville repliée sur elle-même, sans les embouteillages et l'animation habituellement. Du fait de l'absence d'électricité dans les maisons, dans les immeubles et dans les galeries marchandes, des milliers de chandeliers brûlent, comme si la population avait commencé à veiller l'homme et le politicien que tout le monde ici, ou à peu près, aimait et respectait. On veille, un peu inquiet, derrière ses volets et l'on s'interroge. Servé de nouvelles du fait d'une censure très stricte de la presse et de la télévision, qui se bornent à l'essentiel et à la version officielle, on interroge évidemment l'étranger venant de Tokyo, pour savoir ce qui s'est passé ici même il y a vingt-quatre heures.

Et l'on se pose beaucoup de questions. Qui a assassiné Aquino dans la seconde même où il reposait pied sur le sol des Philippines, au moment précis où, bravant les interdits policiers, les rigueurs de la justice et les mises en garde présidentielles, il faisait physiquement sa rentrée politique face à un régime qui a tout fait pour l'abattre — au moins politiquement — depuis dix ans ? Les mœurs politiques des Philippines sont responsables, répondra-t-on à priori sans se tromper.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Armes

Les professionnels sont inquiets : la vente des armes est désormais réglementée en France. Il faudra montrer patte blanche pour acheter carabines, pistolets ou fusils à pompe.

Mais tout n'est pas perdu pour le commerce français : les missiles Crotale ou Exocet sont encore en vente libre...

HENRI MONTANT.

Pause armée au Tchad

Alors que le déploiement des troupes françaises sera achevé mercredi la Libye renforce son dispositif autour de Faya-Largeau et à Aouzou

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — A Abéché, la petite capitale de l'est tchadien, les hommes du lieutenant-colonel Ribeton ont utilisé la semaine dernière, avec les précautions d'usage, un bulldozer léger pour regrouper obus de mortier et autres engins explosifs qui traînaient aux alentours des bâtiments délabrés qui leur ont été affectés. On pourrait y voir plusieurs symboles. La France met peut-être un peu d'ordre dans cette guerre du Tchad. Mais surtout, pour bouter hors du pays les forces libyennes qui occupent le Nord, elle tente de manier, à la fois avec fermeté et prudence, les moyens — considérables à l'échelle locale — qu'elle a engagés, en sachant que le risque d'un dérapage n'est toujours pas écarté. Mais l'atterrissage à N'Djamena, quelques heures plus tôt, de six Jaguar, dont deux sont repartis vers Libreville, et de quatre Mirage F-1, a confirmé que le général Poli, qui va prendre incessamment en charge le commandement des troupes françaises, disposera d'une panoplie assez complète d'armes. Par exemple, l'atterrissage de la capitale tchadienne est désormais protégé par quatre batteries de missiles sol-air Crotale. En cas de mission de bombardement groupé, quatre intercepteurs Mirage F-1 — suffisant largement à assurer la protection d'une formation de Jaguar utilisée en général en appui tactique de troupes au sol.

En s'appuyant sur les bases arrière de Bouar et de Baugui au Centre, la France met donc en place au Tchad au sud du 15° parallèle, un dispositif de défense autonome qui n'exclut pas, tout au moins techniquement, l'éventualité d'une intervention aérienne au nord de cette « ligne rouge », puisque Jaguar et Mirage sont accompagnés de deux ravitailleurs en vol C-135.

Autrement dit, au fur et à mesure que les troupes françaises s'organisent et se renforcent, se profile de mieux en mieux la question au cœur du débat provoqué par cette intervention : comment le « bulldozer » français pourrait-il réussir, sans grave incident, à faire partir les Libyens ?

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 4.)

Les Palestiniens sous tutelle syrienne

Un an après leur départ forcé de Beyrouth des milliers de Palestiniens ont regagné le Nord-Liban occupé par la Syrie, qui exerce désormais une véritable tutelle sur l'O.L.P.

par JEAN GUEYRAS

Il y a un an, le 21 août, quelques heures après la mise en place dans le port de Beyrouth des premiers éléments français de la Force multinationale d'interposition, les habitants de Beyrouth-Ouest faisaient d'émouvants adieux au premier contingent de combattants palestiniens — un millier environ — qui quittaient le Liban au terme de l'accord Habib laborieusement élaboré à l'issue de deux mois de difficiles tractations.

Les fédérations avaient été rassemblées, dès les premières heures de la matinée, au stade municipal de Fakhani, devenu au fil des ans la « capitale politique et administrative » du mini-Etat palestinien installé au Liban. La longue et triomphale traversée de la ville en direction du port, au milieu des immeubles aux façades éventrées par les bombardements et d'une forêt de mâts qui se tendaient pour faire le signe de la victoire, fut accompagnée d'une

interminable et assourdissante pétarade de Kalachnikov en l'honneur des partants. Le spectacle était presque irréel, et un observateur non averti aurait pu croire que les militaires qui étaient ainsi reconduits au port venaient de remporter une grande victoire. Le même scénario se répéta pendant dix longues journées, jusqu'à l'apothéose finale du départ de M. Yasser Arafat.

On a souvent dit et répété que les Arabes excellent dans l'art de transformer les défaites en victoires. Dans ce cas précis, la défaite militaire que venait de subir les Palestiniens équivalait presque à une demi-victoire. M. Arafat et ses compagnons paraissent en effet la tête haute après avoir résisté courageusement pendant près de deux mois à l'encerclement de Beyrouth-Ouest

par l'armée israélienne et au pilonnage incessant et impitoyable d'une aviation connue pour sa redoutable efficacité.

Combien partiraient ainsi entre le 21 août et le 1^{er} septembre ? Officiellement, l'évacuation a concerné environ 13 500 hommes : un peu moins de 11 000 Palestiniens, dont 2 630 soldats de l'Armée de libération palestinienne (A.L.P.) et un peu plus de 2 000 Syriens de la Force arabe de dissuasion. Selon des chiffres récemment rendus publics par le secrétariat général des Nations unies, plus de la moitié des Palestiniens, soit 6 503 militaires, se sont rendus en Syrie, 1 095 au Yémen du Sud, 984 en Tunisie, 841 au Yémen du Nord, 588 en Algérie, 488 au Soudan, 265 en Jordanie et 132 en Irak. 167 blessés ont été transférés en Grèce.

(Lire la suite page 3.)

MUSIQUE, RECHERCHE ET CRÉATION

Le rôle de l'Etat mécène

L'aide de l'Etat dans le domaine de la recherche et de la création musicale est passée de 6,5 millions de francs à 1980 à 39 millions en 1983. Ainsi devraient s'éteindre les rumeurs alarmistes qui circulaient depuis plus d'un an...

Peu après son entrée en fonctions, en 1971, M. Maurice Fleuret, l'actuel directeur de la musique et de la danse au ministère de la culture, devait provoquer une certaine inquiétude parmi les compositeurs en déclarant, en substance, que l'Etat ne devait pas favoriser par ses subventions, la composition d'ouvrages qui, après une première audition, avaient dormi dans des cartons sans espoir de les voir sortir avant un siècle ou deux, autrement dit d'œuvres dont la collectivité n'avait pas un besoin immédiat, dépourvues de « nécessité sociale »...

Les exemples ne manquent pas de chefs-d'œuvre qui doivent leur existence au mécénat public ou privé : sans les 20 000 F de Paganini, Berlioz n'aurait peut-être pas pu se libérer de ses besoins alimentaires pour écrire *Roméo et Juliette* ; sans la munificence de Louis II, Wagner aurait-il jamais pu achever sa tétralogie ? Pour obtenir des commandes, les jeunes compositeurs se voyaient déjà réduits à présenter des projets démagogiques, exactement comme Beethoven composant ses derniers quatuors « parce qu'il faut bien vivre », ou Wagner abandonnant le jeune Siegfried pour proposer à son éditeur « un petit ouvrage facile à monter sur tous les théâtres » : *Tristan et Isolde*.

GÉRARD CONDÉ.

(Lire la suite page 8.)

Le Monde de l'économie

MATIÈRES PREMIÈRES

Des mines aux vitrines de diamants

Après celle sur le caoutchouc le Monde consacre au diamant sa deuxième enquête sur les matières premières

LIRE
PAGES 11 à 13

Le défi de l'immigration maghrébine

I. — Une amnésie ordinaire

par MICHEL TIBON-CORNILLOT (*)

les plus anciennes de sa population à s'unir à travers les contraires et les guerres a commencé il y a mille ans. La France est bien l'une des premières nations à s'être formée et à avoir proposé par-là l'un des modèles les plus puissants d'organisation politique et sociale à ses voisins.

Il y a en France une continuité de destin, une histoire certes pleine de bruit et de fureur, mais dont l'unité est bien réelle.

Le renouvellement de ce contrat fondateur, unissant des communautés aussi étrangères les unes aux autres que les Occidentaux et les Bretons, a souvent supposé au préalable l'effacement de l'expression des diversités réelles des Français.

Elle a renforcé, dans la mise en place de la « citoyenneté républicaine », l'impact unificateur de ce contrat au prix de bouleversements et de découpages administratifs ou juridiques considérables ainsi qu'au prix d'un effacement de l'expression des diversités réelles des Français.

(Lire la suite page 6.)

Je t'aime

Le Monde

idées

Le silence des intellectuels de gauche

Nous nous proposons de clore, à la fin de cette semaine, le débat ouvert dans le Monde du 26 juillet sur « le silence des intellectuels de gauche ». Avant de conclure, nous publions aujourd'hui des extraits de quelques-unes des nombreuses lettres que nous avons reçues. Nous publions dans les prochains jours les dernières contributions à ce débat, auquel nous n'excluons pas de revenir, à l'occasion, dans les mois à venir.

Contre

l'« idéologie sécuritaire »

Parmi les réactions des intellectuels suscitées par l'article de Philippe Boglio un problème n'a été abordé par personne : celui posé par le développement de l'« idéologie sécuritaire ».

Si on peut comprendre les hésitations de beaucoup à s'engager de manière presque militante aux côtés du pouvoir, le silence continu et étendu sur une idéologie qui ne cesse de s'étendre et prospérer ne laisse pas de surprendre. Se tait-on par peur de méler sa voix à celle du pouvoir (suspens par définition) ? Ou bien attend-on que l'« idéologie sécuritaire » ait fait une première victime politique pour donner de la voix, pétitionner, crier au scandale ?

Il suffit qu'un ministre de la justice s'engage dans une politique plus humaine, que les intellectuels appellent de leurs vœux, comme en témoignent leurs réactions au moment de l'élaboration et du vote de la loi « sécurité et liberté », pour que, paradoxalement, il ne reçoive plus aucun soutien public d'eux, alors même qu'il est le cible d'un véritable fanatisme. Son seul crime : être membre du gouvernement, participant du pouvoir.

En réagissant contre la peur qu'on essaie d'inculquer, contre les menaces dont elle est le prix et contre la volonté affichée - par ce qu'il faut bien nommer la droite - d'acquiescer la politique répressive, qu'elle justifie, les intellectuels ne se battent pas spécialement aux côtés du pouvoir socialiste mais bien plutôt pour la société dans son ensemble et pour eux.

CHRISTIAN COLAS
(étudiant, Paris).

Embrigadé ?

Sommes-nous en demeure de choisir ? Et qui veut nous embrigader à toute force dans un camp ou dans l'autre ? Le pouvoir politique ou l'autre, plus puissant peut-être, celui qui nous informe ? L'intellectuel, puisqu'il s'agit de lui, se décide d'abord - et ce n'est pas, Dieu merci ! son privilège - pour ce qu'il croit être une vérité, une justice. Le choix politique ne vient qu'après, en fonction des moyens qu'un gouvernement met au service du programme, et de l'esprit dans lequel il l'aborde.

Je n'ai aucune honte à avouer, de ce point de vue, qu'après avoir été abreuvé, des années durant, de réalisme, de sens du possible, de rentabilité et autres mots-clés de « programmes », j'ai été sensible à tout ce qui, depuis deux ans, veut concilier ce réalisme avec la générosité, le progrès quand même, l'espoir en l'homme, cette colite et malgré les spectacles qu'il nous offre. L'abolition de la peine de mort, la décentralisation, les mesures de justice sociale et la politique culturelle, voilà au moins quatre domaines dans lesquels je me sens, depuis deux ans, plus heureux d'être français. Dois-je, pour prix d'une réponse à un article dans lequel je ne me reconnais pas, me considérer comme embrigadé ?

ANDRÉ MIQUEL
(professeur au Collège de France).

Ils travaillent

Les intellectuels seraient donc fous pour parler tout le temps ? Quelle étrange conception ! Très peu d'intellectuel que je sache, le trouve un rien insupportable. On les a certes beaucoup entendus naguère. C'est peut-être qu'il y avait beaucoup à dire. On les entend moins ? Et si c'était, tout simplement, qu'il y a moins à dire ? Autre supposition, mais qui paraît assez fondée : la plupart n'aurait-elle pas un naturel abondant dans le critique, et compendieux dans l'accord ?

Accord, tout compte fait, tous leurs comptes faits et refaits, sur ce qui leur tient le plus à cœur. Par exemple, si vous vous souvenez, les libérés. Par exemple, ceux qui créent, sur un certain cas que leur pays semble enfin vouloir faire d'eux, de leurs créations, des conditions de la création. Une certaine estime, leur marque. Plus d'attention, leur montre. L'ancien host d'abandonner le débat jusqu'à parler boutique, mais tout entre en ligne. Imaginez qu'aujourd'hui ils travaillent, au lieu d'être perpétuellement distraits par ceci ou cela qu'ils ne supportaient pas, ces hypersensibles, qu'ils n'ont jamais supporté. Une partie du silence s'expliquerait. Mécaniquement, en quelque sorte.

GEORGES CONCHON
(étudiant).

Impasses de l'idéologie

« La gauche abandonnerait-elle la bataille des idées ? », s'interroge Max Gallo, porte-parole d'un gouvernement en quête de réussite et porte-plume d'un pouvoir au mal d'intelligence. La question est opportune. Elle mérite donc une réponse claire : « Les idées ont abandonné la bataille de la gauche ».

Les réflexions de Max Gallo ne sont en effet ni réalistes ni exhaustives. Leur faiblesse permet de mieux comprendre le silence des intellectuels de gauche. Leur esprit partisan ne rend pas compte du profond renouvellement des idées qui se développent, en France comme dans les autres démocraties, aux antipodes du socialisme.

En d'autres termes, le silence des intellectuels progressistes est la conséquence de l'échec économique de la social-démocratie, de l'imposture sanglante du tiers-mondisme, du désastre moral du marxisme-léninisme. (...) Leur silence est celui de l'aporie. Leur sensibilité aux exigences de la morale et aux nécessités du droit constitue une sorte de politique provisoire, une réponse aux impasses de l'idéologie et, en conséquence, aux déceptions du pouvoir.

Il existe pourtant, chez d'autres intellectuels, une recherche dont Max Gallo, par erreur ou par omission, ne se fait guère l'écho. Les travaux de Pierre Chauvin sur notre avenir démocratique, les réflexions d'Yves Canne sur le renouveau de la société civile, les textes de Philippe Béniston sur les effets pervers de l'Etat-providence, les analyses de Florin Alailon en matière économique, témoignent de la vitalité d'une pensée libérale et conservatrice qui rencontre une forte audience dans les pays anglo-saxons et qui s'inscrit dans une grande tradition intellectuelle française.

Le livier conceptuel de la gauche s'est vite asséché au contact du pouvoir. Peut-être conviendrait-il de chercher ailleurs que dans le socialisme l'égalitarisme et l'étatisme, si non les modèles, du moins les traces d'une nouvelle philosophie de l'homme et de la société.

MICHEL PRIGENT
(président des Cercles universitaires).

Jean Daniel : partout c'est la névrose

Jean Daniel écrit dans le Nouvel Observateur daté 19-25 août :

« (...) Si une digue est tombée dans les années 70 chez les intellectuels, et dont la chute fait aujourd'hui encore un certain bruit, c'est bien celle de la peur de l'anticommunisme (...) ».

« L'histoire de cette conversion est longue, souterraine, sujette à des retours et à des ambiguïtés, lourde de mauvaises conscience et de décrets intempérants. Mais le fait est là : l'Union soviétique et le communisme deviennent les ennemis désignés au moment même où un homme seul, contre toute prévision, décide de faire l'union de la gauche avec les communistes et de conquérir le pouvoir. Plus cet homme progressera dans cette voie, plus il fera des intellectuels ses ennemis acharnés (on est à la fois pour et contre lui, soit des inconditionnels (on mise sur son génie tactique personnel), soit des opposants. Partout, c'est la névrose. »

Un tube pour l'été

Ce qui n'était qu'une préoccupation légitime au départ - montrer à l'opinion que la gauche au pouvoir restait toujours la même grande famille qui savait si bien parler politique de façon passionnée à la fin des grands repas de l'avant 10 mai - est devenu au fil des semaines un feuilleton de vacances où chacun vient confesser ses petites lâchetés et disserter sur le vieux sujet des rapports de la pensée et de l'action. (...)

De grâce, reprenons nos esprits et dépoussiérons sans plus tarder les vieux mythes qui nous ont portés au pouvoir, sans attendre qu'ils nous en écartent à nouveau. Rangeons au placard les notions usagées de gauche et de droite. Il sera toujours temps de les ressortir, si elles nous font défaut aux heures chaudes des prochaines élections. Remisons dans ce même placard le costume filé de l'intellectuel de gauche et son silence gêné.

Que restera-t-il ? Les mêmes et tous les autres, libérés enfin de la référence aux vieux mythes, libres de penser et d'agir en distinguant l'important de l'accessoire, le fond de la forme, et qui, le moment venu, sauront se réunir pour défendre une politique dans laquelle ils se reconnaissent. L'opposition conservatrice et ses sondages sur mesure constateraient alors avec douleur qu'il ne suffit pas de répéter de vieilles idées pour en faire de nouvelles.

VINCENT COLIN
(La Roche).

Brouillard

Je ne suis pas un intellectuel mais un instituteur de gauche, un membre de la « B.I. » (base intelligentiste), comme dirait Régis Debray.

Je fais partie de ces syndicalistes et militants politiques de l'après-mai 68. Et je suis étonné par la plupart des contributions qui prétendent répondre au silence des intellectuels de gauche.

Curieux tout de même qu'une des premières réflexions politiques de M. Max Gallo tienne contre le silence... des intellectuels, alors que M. Mitterrand se félicitait il y a peu de temps du silence des travailleurs. Aux flonflons du 10 mai, à l'espoir extraordinaire de ces nuits folles - le mot n'est pas trop fort, - ont succédé le pseudo-réalisme économique, la mine austère de François Mitterrand aussi froid et coïné qu'un curé intégriste en chaire.

Où est le socialisme qu'on nous avait promis ? Que fait-on des débats sur la « rupture » et le « front de classe » ? Les pages du programme commun et du projet socialiste sont décidément bien tournées !

Oui, M. Max Gallo, le silence de la gauche est préoccupant ! Le silence des ouvriers, des couches populaires ; un silence forcé mais qui parle quand même : la gauche fait finalement comme les autres.

Le vrai silence est là. Et ce silence explique d'autres silences. Voilà pour nous l'explication première du silence des intellectuels (...).

Après l'attente et l'espoir, c'est aujourd'hui le désarroi, le brouillard idéologique n'arrive pas à se lever, la gauche gère, chaque jour, davantage la crise (...).

C'est vrai, la gauche est en panne. Mais tout est encore possible, et notamment reprendre la parole.

ANDRÉ MARTINEZ
(instituteur, Caen).

Tourner la page

Le socialisme est le cri de douleur des masses déracinées, pensait Durkheim. Mais, à l'heure où les villes cessent de croître, où un nouvel élan écarquillé s'affirme dans le retour à la nature (l'écologie), à la région et à la nation (voir la Pologne), quel rôle peut jouer un intellectuel socialiste ? Certes, un socialiste peut reprendre ces thèmes, mais ils sont marginaux par rapport à la préoccupation centrale du socialisme depuis ses origines, résoudre la condition du prolétariat. Or la force sociale montante est plutôt celle des classes moyennes, et le problème central d'aujourd'hui est la redéfinition du rôle de l'Etat face aux individus.

L'intellectuel dit « de gauche » n'est-il pas une plante fragile ? Si le climat, le terrain, changent profondément, ne risque-t-il pas de disparaître, ou de se tourner vers d'autres soleils ?

Le monde tourne, les cycles se succèdent. Le socialisme n'échappe pas à la règle. L'histoire, qui lui a donné la parole avec emphase, semble décidée à la lui retirer. A d'autres de jouer sur une autre partition pendant que les intellectuels « de gauche » tournent la page en silence.

YVAN BLOT
(président du Club de l'Horloge).

Brouhaha

Je ne remarque point depuis le 10 mai 1981 que les intellectuels se soient tus. Ils continuent à réfléchir, écrire, produire, mettre en discussion, comme avant, comme toujours, dans leurs places respectives et selon la fonction affirmée, à l'aube de notre civilisation, dans la figure de Socrate.

(...) Ce qui mériterait de faire scandale, de frapper l'opinion, ce n'est pas le prétendu silence des intellectuels de gauche, c'est, sous la responsabilité de la direction politique de M. Mitterrand, le brouhaha continu qui ne cesse d'envahir l'espace social, du fait de l'absence de rigueur et d'intelligence des émissions de radio, parfois de la télévision, parfois aussi d'un certain journalisme. Ce n'est pas le silence de l'intelligence qui nous inquiète, mais le bruit légitime de la bêtise.

MICHEL CESTLIN
(La Rochelle).

Le message de M. de Norpois

« Dans un temps comme le nôtre où la complexité croissante de la vie laisse à peine le temps de lire, où la carte de l'Europe a subi des remaniements profonds et est à la veille d'un subit de plus profonde encore, où tant de problèmes menaçants et nouveaux se posent partout, vous m'accordez qu'on a le droit de demander à un écrivain d'être autre chose qu'un bel esprit qui nous fait oublier, dans des discussions obscures et byzantines sur des mérites de pure forme, que nous pouvons être envahis d'un instant à l'autre par un double flot de Barbares, ceux du dehors et ceux du dedans. A notre époque, il y a des tâches plus urgentes que d'agencer des mots d'une façon harmonieuse » (Proust, L'ombre des jeunes filles en fleur, Edition de la Pléiade, p. 473).

JEAN-YVES TADIÉ
(Paris).

Autogestion

L'histoire des deux derniers siècles nous a montré que le rôle des intellectuels se situait bien avant les périodes de transformation sociale et non pendant. Diderot, Voltaire, Rousseau, ont écrit avant 1789, et c'est la diffusion de leurs idées dans une grande partie de la population qui permit l'éclosion de la Révolution bourgeoise de 1789.

En revanche, bien peu d'ouvrages nouveaux ont vu le jour pendant la période révolutionnaire : ainsi Condorcet avait-il l'essentiel de son œuvre derrière lui lorsque débute la Révolution, et si l'a encore écrit par la suite c'est en réclusion... Il est vrai que la révolution a toujours servi les penseurs, n'est-ce pas Lénine, Gramsci et les autres ?

On pourrait multiplier les exemples. De même, Marx et Lénine ont écrit l'essentiel de leur œuvre avant 1917. C'est pourquoi je ne suis guère étonné du silence actuel des intellectuels.

Je suis bien davantage préoccupé par le relatif silence des penseurs politiques depuis la fin de la guerre. Chaque période de transformation sociale avait été préparée par la mise au point d'outils intellectuels servant la classe sociale porteur de cette transformation : les philosophes du dix-huitième siècle ont exprimé les concepts de démocratie et de libéralisme utiles à la bourgeoisie montante pour s'emparer du pouvoir, Marx a conceptualisé la prise du pouvoir par le prolétariat.

Notre siècle, qui voit se développer les couches techniques salariales, n'a pas trouvé son théoricien génial de l'autogestion. C'est cette carence-là qui gêne le gouvernement en place.

E. PICARD
(Créteil).

Précisions

Batteurs et bateleurs

M. Jean Deschamps, d'Orgerus (Yvelines), nous signale, en réponse aux articles de Jean Duvergier et de Jean Gattegno, que des bateleurs d'étrange (de « strada », route) sont des coureurs de grands chemins, à distinguer des bateleurs d'étrange (N.D.L.R. : de « estrada », latin, « chemin », de « sternere », étendre), qui sont des montreurs de foire.

Seigneur et seigneurs

Dans l'article de Félix Guattari publié dans le Monde du 18 août, l'auteur qualifie ironiquement les pétitionnaires de gauche de « seigneurs de la guerre », et non pas de « seigneurs de la guerre », comme une coquille nous l'a fait écrire.

Repli stratégique

Les théoriciens de la guerre populaire enseignent la nécessité du repli tactique et même stratégique : il ne semble que nous en sommes là. On se rend compte alors que l'idéal de justice, s'il n'est réalisable qu'à l'infini, est cependant plus présent là où on œuvre en plein midi, c'est-à-dire sans se cacher les difficultés du réel, qu'au loin, où la promesse de l'aube masque trop de monstres, tout en entretenant l'illusion, les faux espoirs.

C'est pourquoi, en fin de compte, ce repli sur l'avenir me semble gros d'un « réengagement » (1), d'un retour au réel, non plus un « réel » mythique, mais un réel clairement, lucidement saisi dans sa distance incommensurable à l'idée.

J.-C. PINSON
(professeur de philosophie, Saint-Nazaire).

(1) « Réengagement » qui ne peut alors que prendre des formes différenciées de l'engagement ancien. Mais lisons au nouveau le temps d'éclore.

Hypothèque

Le rôle d'un intellectuel est moins d'être le coryphée d'un régime ou un habile récupérateur des mouvements d'opinion qu'un patient explorateur de notre mémoire politique pour y débusquer les sources de nos erreurs et de nos leures, afin de préparer la rénovation de la démocratie, d'organiser la résistance contre ses propres scléroses et contre les totalitarismes qui la menacent. Mais, si elle veut conserver son influence, la pensée intellectuelle de gauche doit pousser jusqu'à son terme la critique lucide des phénomènes du socialisme réel et procéder à une réévaluation complète du fait idéologique et politique. Tant que ce ménage-là n'aura pas été fait de manière exigeante, radicale et prolongée dans l'ensemble des familles de la gauche, la parole des intellectuels souffrira de cette hypothèque.

CLAUDE LABROSSE
(maître-assistant à l'université de Lyon-II).

LU

« SI JE POUVAIS CHANGER UN PEU DE CONTEMPORAINS » de Jacques Gagliardi

Traître à l'humanité

Depuis l'inoubliable Jean-Jacques, l'ambition de montrer aux autres, d'après soi-même, un homme « de toute la vérité de sa nature » dérange les meilleurs esprits aux approches de la cinquantaine. Vrai Huron des lettres, qu'il fréquente en amateur, sur les marges, comme époux de la romancière Anne Leisch, Jacques Gagliardi tente l'aventure sans embarras ni complexes, en trois cent quatre-vingt-dix pages de notes érudites, portraits sarcastiques, multitudes de citations, maximes prudentielles, intuitions prophétiques, douleurs déchirantes, grandes pendues d'un quart de siècle dans des carnets qu'il publie maintenant après émondage. Derrière des propos ridicules, parfois odieux, une intelligence mûrie, tourmentée, destructrice, peut-être malade, mais à coup sûr éminente, lucide, s'embrasse jusqu'à l'incandescence, et parle admirablement du siècle.

Les premières étonnelles de l'embrasement entraînent du regard l'enfance, quand le professeur interroge Gagliardi sur la profession de son père. Parmi les fils de magistrats, médecins et autres notables, quelle humiliation de se dire le rejeton d'un agent de police, intensément respecté ! Longtemps après, l'enfant devenu jeune homme en regard encore : « Il dit mieux valoir qu'il t'en tienne de bord ». Son mépris de l'espèce humaine commence probablement par cette solitude où il ne cesse plus de se battre.

Volontaire pour l'Algérie, pendant son passage sous les drapeaux, Gagliardi sert dans l'aviation. Depuis son appareil, il compare les combattants du F.L.N., aperçus dans la roquette, à un quelconque « gâbler » « travaillé » à merci. De retour sur sa base, notre chasseur d'hommes et d'introspections consigne scrupuleusement des pensées d'authenticité sordide : « A 300 kilomètres à l'heure, personne ne résiste à faire un carton ». A ses yeux, felleghas « d'avion, Français croisés dans la rue, appartenant tous, finalement, à une même espèce regardable de haut, et de loin. Dès l'adolescence, Gagliardi s'estime « condamné à n'être qu'un voyeur ». Son infirmité s'accroît avec l'âge. Quarante ans plus tard, il goguenarde entre l'orgueil et l'ennui : « Traître à l'humanité, je me sens. La Terre, ses habitants, je les regarde d'une autre planète ».

En 1958, il note prémonitoirement : « J'avais besoin d'admirer. Rien d'admirable qui ne fût mort ». Seulement, l'avenir se bécote mal dans les décombres. Gagliardi s'installe parmi ceux de l'Algérie française, avec l'espoir qu'elle favorisera dans la lutte l'émancipation réelle des musulmans. Avec son renouveau ami Philippe Rosenthal, il fonde l'année suivante Patrie et Progrès, mouvement marginal promis à une gloire sulfureuse et fugitive. Il hante alors les coulisses politiques, découvre les journaux, remène de ses rencontres avec des hommes célèbres quelques croquis narquois, incisifs, souvent justes dans leur cruauté. Sous les discours hypocrites ou grandiloquents des gaullistes et des activistes déjà opposés, Gagliardi reconnaît, malgré son inexpérience, l'irrésistible des figures comme la maladroite des braves bourgeois sans caractère.

Ses convictions ne résistent pas longtemps au spectacle. « Qui est encore prêt à mourir pour le progrès ou à se faire tuer pour le patrie ? » se demande-t-il dubitativement. La réponse lui semble assez connue d'avance pour qu'il dise, fût-ce : « Je rêve d'une cause juste. Il me faudrait que cela me passe ».

Dès lors, il ne consacrera plus l'essentiel de son énergie qu'à ensevelir sa déception sous un mépris universel tout jour après jour, où il ne s'épargnera pas lui-même. Blessé jusqu'au fond, de l'âme par l'effondrement du goût, du savoir, de la culture chaque fois qu'il écoute les propos tenus autour de lui ou entend les médias, il gronde : « L'avenir est dans l'analphabétisme. L'ennui est qu'il risque d'être aussi aux analphabètes ». Les reproches qu'il adresse à ses contemporains de s'intéresser à leurs obsédantes personnes, sans que lui se détache jamais de la sienne, confondent par un biographe total. Parfaitement renseigné sur ses incertitudes, Gagliardi ne s'en embarrasse guère. A la fin, il se délesterait plutôt voluptueusement. « Je ne suis pas sympathique au premier abord. Ni au second ». dit-il. Concédon-lui donc le troisième. Un caractère aussi riche en complications mériterait presque que une quatrième personne du singulier.

A mon avis

L'œil était dans la tombe et regardait Staline. A travers Staline, il regarda tous les vivants.

C'est une obsession dont il faut se débarrasser. Pas comode, firs est devenu difficile.

Pauvre grand Marx ! tu t'es bien trompé sur la solidité du capitalisme, sur son habileté, sa rouerie, sa capacité à manigancer.

C'est vrai que tu avais prédit la crise générale du capitalisme. Nous y sommes. Mais comment en sortir ? Cet œil de Staline sur nous n'arrange rien.

Mensonge des sigles : si U.R.S.S. signifiait vraiment union des vraies républiques vraiment socialistes et réellement soviétiques, il y aurait de la clarté dans le monde, et l'horizon s'ouvrirait.

Pourtant nos valeurs n'ont pas changé. Nous pouvons croire encore à une société fraternelle, de plus en plus fraternelle. Le désir n'en manque pas. Ni les bonnes volontés fortes, tenaces.

C'est ce qu'on appelle la marche au socialisme. On s'y essaie en France. Avec et dans la gauche.

La gauche, c'est pas mal. La droite, c'est pas bien. Une nouvelle droite ? Entendu. Une nouvelle gauche. Pas besoin.

GUILLEVIC.

Ascèse

Les intellectuels de gauche, de droite et d'ailleurs, à part le plaisir qu'ils se donnent de fabriquer des discours et l'amusement qu'ils offrent à ceux qui les déchiffrent, n'ont jamais changé quoi que ce soit à la détresse de l'homme : sa peur de la mort, son sentiment du non-sens et sa solitude. Répondre à cela ne dépend pas d'une théorie, mais d'une pratique. Ce se fait en silence et dans l'ascèse. Loin de tout intellectualisme.

CAMILLE CLAUD
(Strasbourg).

Le Monde

L'ASSASSINAT AL

L'assassin présumé a été aussitôt abattu

Le 22 août, à 14 heures, un homme a été abattu par la police israélienne dans le quartier de Tel-Aviv. L'assassin présumé a été aussitôt abattu. Les autorités israéliennes ont déclaré que l'assassin présumé était un membre du mouvement de libération palestinien. L'assassin présumé a été abattu par la police israélienne dans le quartier de Tel-Aviv. L'assassin présumé a été aussitôt abattu. Les autorités israéliennes ont déclaré que l'assassin présumé était un membre du mouvement de libération palestinien.

Le 22 août, à 14 heures, un homme a été abattu par la police israélienne dans le quartier de Tel-Aviv. L'assassin présumé a été aussitôt abattu. Les autorités israéliennes ont déclaré que l'assassin présumé était un membre du mouvement de libération palestinien. L'assassin présumé a été abattu par la police israélienne dans le quartier de Tel-Aviv. L'assassin présumé a été aussitôt abattu. Les autorités israéliennes ont déclaré que l'assassin présumé était un membre du mouvement de libération palestinien.

ROCHE-ORIENT

Les Palestiniens

Le 22 août, à 14 heures, un homme a été abattu par la police israélienne dans le quartier de Tel-Aviv. L'assassin présumé a été aussitôt abattu. Les autorités israéliennes ont déclaré que l'assassin présumé était un membre du mouvement de libération palestinien. L'assassin présumé a été abattu par la police israélienne dans le quartier de Tel-Aviv. L'assassin présumé a été aussitôt abattu. Les autorités israéliennes ont déclaré que l'assassin présumé était un membre du mouvement de libération palestinien.

Assassinat à Athènes d'un officier palestinien

Le 22 août, à 14 heures, un homme a été abattu par la police israélienne dans le quartier de Tel-Aviv. L'assassin présumé a été aussitôt abattu. Les autorités israéliennes ont déclaré que l'assassin présumé était un membre du mouvement de libération palestinien. L'assassin présumé a été abattu par la police israélienne dans le quartier de Tel-Aviv. L'assassin présumé a été aussitôt abattu. Les autorités israéliennes ont déclaré que l'assassin présumé était un membre du mouvement de libération palestinien.

Le Monde

étranger

L'ASSASSINAT AUX PHILIPPINES DU PRINCIPAL OPPOSANT AU RÉGIME

L'assassin présumé a été aussitôt abattu

C'est à l'instant même, dimanche 21 août, où il mettait le pied sur le sol philippin que Benigno Aquino a été assassiné. D'après les premiers témoignages recueillis — qui coïncident pour l'essentiel avec la version officielle des faits rendue publique ultérieurement — des policiers étaient venus s'assurer de la personne de l'ancien sénateur dans la cabine même de l'avion qui l'amenait de Taiwan. Ils arrivaient, en sa compagnie, au bas de la passerelle lorsque l'un d'eux portant les mêmes vêtements que les membres du personnel de l'aéroport se serait approché de Benigno Aquino et aurait fait feu dans sa direction à l'aide d'un pistolet de gros calibre, l'atteignant d'une balle à la tête. Dans la seconde qui suivit, l'assassin présumé était à son tour abattu de plusieurs coups de feu tirés par des membres des forces de sécurité, appartenant par ceux-là mêmes qui accompagnaient sa victime.

« S'ils visent la tête je suis un homme mort »

Si le chef de l'opposition philippine pensait pouvoir prendre les risques d'une confrontation avec le pouvoir, il ne négligeait pas cependant les dangers que comportait son retour à Manille. Quelques instants avant l'atterrissage, il avait en effet revêtu un gilet pare-balles et confié à son beau-frère, qui était avec lui dans l'avion : « S'ils visent la tête, je suis un homme mort ».

Immédiatement conduit, dans un véhicule de l'armée, à un hôpital militaire — où le décès a été constaté — le corps de Benigno Aquino a été rendu ce lundi matin à sa famille. La seule blessure visible est celle d'une balle entrée par la nuque et ressortie par le menton.

Plusieurs dizaines de milliers de ses sympathisants étaient venus attendre l'ancien sénateur à l'aéroport de Manille et scandaient son nom jusqu'à l'instant où sa mort a été annoncée. Une grande partie de cette foule s'est alors rendue dans

Le communiqué du chef de l'Etat

Dans un communiqué, le chef de l'Etat philippin a, quant à lui, condamné « dans les termes les plus vigoureux » l'assassinat de son rival politique. Il ajoute que ce dernier avait été averti que sa vie serait en danger s'il rentrait aux Philippines.

« Ma conscience », déclare M. Marcos, « est en paix, mais cela n'atténue pas pour autant mon chagrin et mon abattement devant la perte d'un dirigeant de l'opposition avec lequel j'étais en communication constante et, occasionnellement, en accord ». Le communiqué affirme que le gouvernement emploiera « toutes les ressources pour tirer au clair tous les aspects » du meurtre.

À Washington, le département d'Etat a qualifié de « lâche et ignoble » l'assassinat de Benigno Aquino. La Maison Blanche a cependant fait savoir que le président Reagan n'avait pas l'intention de remettre en question le voyage qu'il doit faire aux Philippines au mois de novembre prochain.

L'adversaire le plus redouté du président Marcos

Depuis plus de dix ans, Benigno Aquino se définissait comme le principal rival du président Marcos, comme son adversaire le plus dangereux dans le monde politique philippin.

Né le 27 novembre 1932 dans une famille déjà engagée dans la politique — son père avait été parlementaire — Benigno Aquino, « Ninoy » pour ses amis, avait fait ses études chez les jésuites. Après une brève expérience dans le journalisme, il avait commencé sa carrière politique dès l'âge de vingt-deux ans en devenant maire de sa ville natale de Concepcion. Il était par la suite élu vice-gouverneur puis gouverneur de la province de Tarlac. Membre, parallèlement, de plusieurs cabinets présidentiels, il est enfin élu sénateur en 1967 et apparaît alors comme le grand espoir du parti libéral, dont il est secrétaire général.

C'est également à cette époque qu'il commence à faire figure de concurrent pour le président Marcos et de candidat le plus crédible, face à ce dernier, au poste de chef de l'Etat. La confrontation entre les deux hommes s'annonce pour 1973, année où devaient, en principe, avoir lieu des élections présidentielles.

Le 23 septembre 1972, toutefois, sous prétexte de la lutte électorale et démocratique s'évanouissant avec la proclamation aux Philippines de la loi martiale sous prétexte de la découverte d'une vaste conspiration visant à renverser le régime, Benigno Aquino est aussitôt arrêté en même temps que d'autres représentants de l'opposition. Il demeure prisonnier pendant sept ans en prison, mais ne cessera jamais de réclamer, depuis sa cellule, la suppression de la loi martiale et

Meurtre à Manille

(Suite de la première page.)

Mais encore ? A qui ce crime public, exécuté grossièrement, profitait-il ? Certes, il élimine définitivement et au moment opportun, l'ennemi numéro un du pouvoir absolu, inamovible mais néanmoins vieillissant, du président Ferdinand Marcos, de sa femme et de son clan.

Mais ce meurtre fait aussi d'un opposant un martyr politique qui pourrait se révéler un adversaire plus encombrant encore mort que vivant. La fin brutale de Benigno Aquino pourrait être le catalyseur de nouvelles campagnes d'opposition, voire de nouvelles violences. Elle risque d'apporter une justification à ceux qui, dans la jungle ou dans les états



Dessin de CAGNAT

majors, prônent le recours à la force armée, soit pour renverser le régime, soit, au contraire, pour le consolider en le militarisant encore un peu plus.

Et qui était cet assassin inconnu, prétendument solitaire, qui ne parlait plus — il a été criblé et recouvert de balles par les forces de sécurité — et que les autorités n'ont pas su arrêter ? Faut-il croire, comme on l'affirme dans les milieux officiels, à un geste isolé d'un individu à la recherche d'un gain personnel, ou à un acte de vengeance personnelle ?

La seconde constatation, quelles que puissent être les responsabilités officielles du drame, est que le régime aura, de toute façon, beaucoup de mal à s'en remettre. Le retour d'Aquino s'est considéré dans certains milieux comme un défi insupportable et, pour tout candidat successeur à l'actuel président, il était un rival trop habile et trop populaire pour ne pas être le plus dangereux.

Il ne faut pas oublier qu'en 1972, la loi martiale fut décrétée alors que le président Marcos atteignait la fin de son deuxième mandat présidentiel, que la constitution lui interdisait d'en briguer un troisième et que le sénateur Aquino, chef de file de l'opposition, avait toutes les chances de lui succéder.

Mais un régime doit l'image internationale et déjà fort ternie sur les plans politique, économique, financier et surtout sur des droits de l'homme, un régime qui doit une bonne part de sa survie au soutien des Etats-Unis, aura-t-il pris un risque aussi énorme ? Faut-il croire — autres propos officiels — à un complot visant à destituer le régime ou à faire annuler le voyage envisagé ici du président Reagan en novembre ? Objectif prévisible d'une épreuve de force, le retour de Benigno Aquino pouvait évidemment prêter à provocations et à manipulations de nature à mettre le régime dans le plus grand embarras. Si elles s'y attendaient, les autorités auraient ce-

R.-P. PARINGAUX.

PROCHE-ORIENT

Les Palestiniens sous tutelle syrienne

(Suite de la première page.)

D'autres combattants, qui n'ont jamais figuré sur les listes officielles et dont le nombre n'a jamais été rendu public, quitteront par la suite Beyrouth-Ouest par leurs propres moyens pour la Bekaa libanaise ou la Syrie.

Ces chiffres ne correspondent cependant plus à la réalité. Un grand nombre des exilés palestiniens, mécontents de la manière dont ils ont été accueillis dans certains pays hôtes où ils ont été pratiquement parqués dans des camps rudimentaires loin des villes, ont regagné depuis lors le Proche-Orient. C'est notamment le cas de la plupart des Palestiniens qui avaient été relégués dans le cantonnement de Qued-Ezzarza, près de Béja, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Tunis. De même, les quelque 500 foyers installés sous des tentes près du village de Chendi, à 200 kilomè-

tres au nord de Khartoum, dans une région infestée de moustiques, ont quitté le Soudan par leurs propres moyens ou bien se sont réunis dans la vie civile.

D'autres combattants, sollicités discrètement par la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), ont rejoint Tripoli au nord du Liban. Selon certaines estimations, difficilement vérifiables, le nombre de foyers qui se trouvent actuellement dans cette région s'élève à environ 15 000, alors qu'il ne dépassait pas les 5 000 au moment de l'évacuation de Beyrouth-Ouest. Il faudrait ajouter à ce chiffre les quelque 10 000 foyers répartis dans les camps et positions militaires de la plaine de la Bekaa. Au total 25 000 militaires palestiniens se trouveraient désormais dans les régions du Liban sous contrôle syrien, alors que sur l'ensemble du territoire libanais on en

comptait 35 000 à la veille de l'attaque israélienne du 6 juin 1982.

Il est inutile de préciser que tous ces militaires dépendent d'une manière ou d'une autre de la Syrie. C'est à la conséquence la plus importante de la victoire remportée par Israël au Liban : l'O.L.P. a perdu non seulement sa base territoriale (englobant le Sud-Liban et Beyrouth-Ouest), qui lui permettait de sauvegarder son indépendance d'action, mais a été pratiquement livrée pieds et poings liés à la Syrie.

En chassant les Palestiniens de leurs réduits libanais du Sud et de Beyrouth, Israël a donc rendu un immense service au président Hafez El-Assad, dont le rêve était depuis de longues années de domestiquer l'O.L.P.

Persuadée qu'elle est « la protectrice naturelle des Palestiniens et la garante de leur sécurité », la Syrie baissiste n'a jamais accepté la volonté de M. Arafat de préserver l'indépendance de la « décision palestinienne », c'est-à-dire le droit des Palestiniens de mener leur propre politique sur la scène proche-orientale et internationale. En fait, Damas qui souhaite arriver à un règlement négocié du conflit israélo-arabe, entend utiliser le mouvement palestinien comme une de ses cartes maîtresses dans le jeu diplomatique serré qu'il mène en vue de récupérer ses territoires occupés.

Des colonels en colère

Voilà pourquoi Damas a encouragé, sinon suscité, la dissidence au sein du Fath, dont l'écatement mettrait en cause l'existence même de l'O.L.P. Et ce, malgré le fait que les colonels en colère de la Bekaa défendent des thèses maximalistes en ce qui concerne le règlement du problème palestinien et excluent pour l'instant toute solution négociée. L'essentiel, pour les Syriens, est que les dissidents semblent disposés à s'aligner sur la politique de Damas, ce que M. Arafat a toujours combattu. La dissidence des rebelles à l'égard de la Syrie explique d'ailleurs en partie les raisons pour lesquelles le mouvement de dissidence n'a pas réussi à faire tache d'huile à l'intérieur du mouvement palestinien.

Le grand mérite de M. Arafat a été d'avoir défendu, dès son accession, il y a 15 ans, à la présidence de la « centrale » palestinienne, le principe intangible de l'indépendance de

l'O.L.P. vis-à-vis des pays arabes qu'ils soient. C'est cette politique qui lui a valu une incontestable popularité non seulement au sein de l'O.L.P. mais également auprès des Palestiniens des territoires occupés et de la diaspora. C'est toujours grâce à cette politique d'indépendance qu'il a réussi à devenir plus que dirigeant incontesté du Fath qu'il était avant la mutinerie de mai, le symbole et le figure de proue du futur Etat dont rêvent tous les Palestiniens, fatigués de vivre en exil et sans patrie.

Si son image de marque de « dirigeant incontesté » du Fath est désormais compromise, il demeure toujours l'incarnation de la légitimité palestinienne. Sa disparition, qui entraînerait inévitablement le démantèlement de l'O.L.P., constituerait un revers pour le mouvement palestinien et pour ce dernier se réverbérerait difficilement.

Quelle que soit l'issue de la dissidence au sein du Fath, M. Arafat n'aura plus les pouvoirs étendus qu'il avait lorsqu'il siégeait à Fakhani en plein Beyrouth-Ouest. Israéliens et Syriens, pour une fois d'accord, ont réussi à lui rogner en partie les ailes. La défaite de Beyrouth et la mutinerie de la Bekaa, qui en a été l'une des conséquences, ont renforcé au sein de l'O.L.P. les adversaires de la diplomatie personnelle que M. Arafat pratiquait, avec plus ou moins de bonheur, pour parvenir à une solution négociée fondée sur le compromis. Les options américaine et jordanienne qu'il n'excluait pas sont désormais reléguées aux oubliettes. Le chef de l'O.L.P. même s'il arrive à réduire la dissidence au sein du Fath, devra désormais tenir compte du point de vue de la Syrie et de ces autres mouvements palestiniens membres de l'O.L.P. qui lui sont demeurés loyaux au moment de l'épreuve, mais qui partagent grosso modo les thèses défendues par les rebelles.

Pour l'instant, Damas n'a pas réussi à mettre sur pied une « O.L.P.-bis », dont la politique serait conforme à la stratégie syrienne. Elle est cependant parvenue à stopper la longue marche forcée de M. Arafat vers une solution de compromis, et ce au moment où les Israéliens mettent les bouches doubles pour rendre irrévocable l'annexion rampante des territoires arabes occupés.

JEAN GUEYRAS.

Assassinat à Athènes d'un officier palestinien

Lieutenant d'Abou Jihad

Une véritable chasse à l'homme a été lancée en Grèce après l'assassinat, samedi 20 août, dans la banlieue d'Athènes, du dirigeant militaire palestinien Maamoun Mreich. Agé de quarante-quatre ans, il était l'un des lieutenants d'Abou Jihad, commandant en chef, adjoint des forces palestiniennes et numéro deux du Fath (principale composante de l'O.L.P.). M. Mreich a été assassiné par deux inconnus qui circulaient à moto. L'un d'eux a tué sur le coup le dirigeant palestinien et blessé à l'épaule le conducteur de la voiture dans laquelle il se trouvait, blessant en outre légèrement un de ses fils âgé de quatre ans.

Le représentant de l'O.L.P. en Grèce, M. Chawki Arnaï, a rendu responsables de cet assassinat « Israël et ses agents », rejetant totalement sa revendication par le « Mouvement de restructuration au sein du Fath ». Un correspondant anonyme se réclamant de ce mouvement l'avait en effet revendiqué dans un appel téléphonique samedi au bureau de l'A.F.P. à Tunis.

Maamoun Mreich s'était établi depuis un an en Grèce où, selon son épouse, il faisait du commerce maritime au port du Pirée. Il était porteur d'un passeport marocain.

Au Liban, une source responsable de l'O.L.P. à Tripoli a affirmé que

les services de renseignement israéliens étaient responsables de l'assassinat de Maamoun Mreich. Selon un communiqué publié à Tripoli, « cette action criminelle et terroriste, planifiée et exécutée par les services de renseignement israéliens contre nos militants et les fils de notre peuple, ne fait que confirmer notre détermination à poursuivre la lutte ». D'après la même source, Maamoun Mreich, en tant qu'officier supérieur du Fath, s'était distingué l'année dernière au cours du siège de Beyrouth par des « actions héroïques ». — (A.F.P.)

● Le porte-parole de l'O.L.P., M. Khaled el Hassan, a déclaré dimanche 21 août à Tunis que M. Arafat ne se rendra pas à la conférence des Nations unies sur la Palestine, qui s'ouvre le 29 août à Genève. La délégation de l'O.L.P. sera conduite par M. Farouk Kadoumi, directeur des affaires politiques, « puisque la conférence se déroule au niveau des ministres des affaires étrangères ». M. Kadoumi a exprimé la crainte que les autorités suisses créent des « difficultés » à certains membres de la délégation palestinienne « en prétextant des raisons de sécurité ». — (Corresp.)

PIANOS D'ÉTÉ

CREDIT TOTAL GRATUIT 12 MOIS*

HANLET

L'UNIVERS DU PIANO

● Paris 6, 264, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte Tél. : 766.51.94
 ● Vélizy, 21, rue Grange-Darrou-Tel. : 946.00.52
 ● Vélizy, Centre Clal "Vélizy 1" Tél. : 946.26.87
 ● Orgeval, Centre Clal "Art de Vivre" Tél. : 975.78.50
 ● Noisy-le-Grand, Centre Clal "Arcades" Tél. : 305.20.79

*Après approbation du dossier par CREDIT TOTAL. Remarque sur tous : 24/24, jusqu'à 11 mois 1983.

AMÉRIQUES

EUROPE

Etats-Unis

SECON LE PARTI RÉPUBLICAIN

La vie en France est devenue un « cauchemar »

Washington (A.F.P.). - Vivre en France est devenu un véritable « cauchemar » et il est « presque aussi difficile de sortir » de ce pays que de quitter l'Union soviétique, affirmait une lettre envoyée par le parti républicain américain à trois cent mille éventuels bailleurs de fonds. En dressant ce tableau de la vie en France, le parti républicain veut mettre en garde les électeurs : « C'est un exemple de ce qui peut arriver aux États-Unis » si le parti démocrate reprend le pouvoir en 1984, indique cette lettre, écrite sur du papier à en-tête de l'Hôtel Prince de Galles à Paris, et signée par le trésorier de la commission sénatoriale du parti, M. Robert Perkins.

« Tandis que je vous écris, je peux imaginer que mes yeux brillent encore de ces ruelles de gas lacrymogènes qui semblaient être un phénomène régulier dans la ville assiégée qu'est Paris », déclare M. Perkins. Et il poursuit : « Le gouvernement socialiste français a imposé une série de règles économiques qui réduisent de façon draconienne la liberté du peuple français ». La France est d'ailleurs « dans une faillite totale », l'atmosphère est « menaçante et explosive, et l'air est chargé de fureur ».

Revenant à son propos électoraliste, M. Perkins affirme : « Nous sommes dangereusement près de voir notre pays descendre le même chemin que la France ». Et il supplie : « Faites en sorte que ce que je vois ici en France ne devienne pas un exemple de ce qui peut arriver aux États-Unis ». Un porte-parole de la commission a de son côté indiqué : « La Maison Blanche est toujours au courant de ce que nous faisons », ajoutant que l'envoi de la lettre, il y avait eu « des contacts avec le département d'État ».

El Salvador

Nouveau contact prévu entre l'émissaire de M. Reagan et la guérilla

Washington (A.F.P.). - Une nouvelle entrevue entre M. Stone, envoyé spécial de M. Reagan en Amérique centrale, et des représentants de la guérilla salvadorienne aura lieu « dans les prochains jours » dans un pays d'Amérique latine. C'est ce qu'a annoncé à Washington, le samedi 20 août, le représentant aux États-Unis de la commission politico-militaire du F.D.R.-E.M.L.N. (Front démocratique révolutionnaire et Front

Farabundo-Marti de libération nationale).

Une première entrevue avait eu lieu, le 31 juillet dernier, entre M. Stone et un membre de la guérilla, M. Ruben Zamora. Cette nouvelle initiative a été rendue possible, selon la même source, grâce à la médiation du président costaricien, M. Monge, et du président colombien, M. Betancur.

Pérou

Le ministre de l'intérieur affirme que le Sentier lumineux est nettement sur la défensive

Lima. - Les guérilleros du sentier lumineux se sont lancés dans la lutte armée le jour même de l'élection présidentielle, qui metait fin à douze ans de régime militaire. Le 18 mai 1980. Depuis, ils ont réalisé 2 507 attentats terroristes (265 assassinats de « mouchards » et de « traîtres », 1 567 attentats contre des biens et 1 357 actes de terrorisme).

Cette situation a entraîné la mort de 1 580 personnes, dont 64 membres des forces de l'ordre, 18 fonctionnaires, 465 paysans et 1 033 « présumés terroristes ». Les deux tiers des victimes ont été assassinées depuis janvier 1982. 2 119 personnes ont été arrêtées, mais seulement 900 sont actuellement encore incarcérées.

Ces statistiques ont été données vendredi 19 août par le ministre de l'intérieur, M. Luis Perovich aux correspondants étrangers. Il a affirmé que les guérilleros maoïstes battent en retraite depuis le 29 décembre 1982, les forces armées ayant pris le contrôle politique et militaire de trois départements des Andes.

« Ce repli ne peut être que tactique », a admis M. Perovich. « Néanmoins, nous avons de bons indices qui nous permettent d'interpréter le climat de relative tranquillité de ces quinze derniers jours comme une victoire sur les terroristes ».

Dans la région d'Ayacucho, bastion de la guérilla, les villages contrôlés par le Sentier lumineux sont de moins en moins nombreux. Les forces de police ont reconquis progressivement les postes abandonnés. Elles ont été dotées d'armement, de munitions, d'appui logistique et de moyens de communication qui les rendent moins vulnérables et leurs effectifs ont été multipliés par cinq.

Autre indice favorable : le Sentier lumineux avait jusqu'à présent respecté à la lettre son programme de lutte armée, préparé depuis dix ans. Son premier objectif était de créer des « zones libérées » dans les campagnes avant de lancer des attaques en 1984 contre les centres urbains.

Or cette stratégie a, semble-t-il, été modifiée. Les guérilleros se sont repliés depuis mai sur la capitale, afin de « détourner l'attention des forces de l'ordre ». D'après les données du ministère de l'intérieur, l'extension de la zone dite « rouge » des Andes centrales, qui couvrait trois provinces, a été réduite de moitié. En revanche, quatre zones « roses » sont apparues (roses parce que les attentats ne sont que sporadiques) : dans le sud du pays, à Puno, dans le centre, à Corro-de-Pasco, dans le nord à La Libertad, et surtout à Lima, la capitale (six millions d'habitants).

M. Perovich estime que les actes terroristes de l'année dernière - notamment l'assaut contre la prison d'Ayacucho, en mars, qui a permis à une centaine de guérilleros de reprendre le maquis - étaient plus « significatifs » que ceux qui ont lieu actuellement, « exception faite des récents attentats contre l'entreprise Bayer, à Lima, contre le local

du parti au pouvoir, et contre la police secrète ».

Le « sensationnalisme » de la presse

Les forces armées ont-elles organisé des unités paramilitaires ? Le ministre est catégorique : « Dans la région centrale, déclarée en état d'urgence, les militaires ont très certainement donné des conseils d'autodéfense aux paysans, mais en aucun cas ne peut affirmer que des armes aient été distribuées ».

Comment se fait-il alors que de simples paysans puissent assassiner en une seule journée quarante ou cinquante terroristes, armés de mitraillettes, comme l'assurent les forces de l'ordre ? Le ministre répond : « Depuis des siècles, les Indiens maintiennent très habilement leur fronde ». Et vous savez que les guérilleros tués étaient tous des membres du Sentier lumineux ?

« Lorsque les forces de l'ordre sont attaquées par une foule armée de dynamite, elles n'ont guère le temps de distinguer miliciens et sympathisants ».

M. Perovich ajoute : « On nous accuse de vouloir régler le problème de la subversion par la seule répression. C'est faux. Mais, dans un premier temps, et à cause du climat de violence, nous n'avons pu mener de front la pacification de la région d'Ayacucho et le développement d'une infrastructure agricole et de santé. Aujourd'hui, plusieurs projets sont en cours ».

Le ministre s'est aussi fait l'écho des critiques gouvernementales contre le « sensationnalisme » de la presse qui fait fuir les touristes et les investisseurs : « Pour quelques morts, on tire à la une ». Les routes sont semées de cadavres, pour quelques pétards. « Chaos à Lima... ». Il s'est engagé à interdire la publication de tout article de presse politique et militaire d'Ayacucho, pour que les journalistes puissent avoir un accès direct aux sources d'informations.

Les arrestations d'une jeune touriste française, de trois chercheurs danois et du Père français Jean-Marie Mondet, ont été mises sur le compte de l'erreur humaine. « Tant de terroristes ont déjà été libérés faute de preuve... ».

Le général Briceño, commandant en chef des forces armées péruviennes, a accusé, vendredi 19 août, des « généraux en retraite » de « collaboration avec les militants du Sentier lumineux », afin, selon lui, de préparer la chute du gouvernement Belaunde Terry. - (U.P.I.)

L'état d'urgence, en vigueur depuis décembre dans la province d'Ayacucho, a été prolongé de deux mois, a annoncé vendredi 19 août le premier ministre péruvien, M. Fernando Schwalb. - (Reuters.)

Les restrictions sur les exportations vers l'U.R.S.S. des machines servant à poser les oléoducs et les gazoducs sont levées

New-York. - Le département du commerce a annoncé samedi 20 août que le président Reagan avait levé les restrictions imposées depuis cinq ans sur les exportations à l'Union soviétique des machines lourdes qui servent à poser les oléoducs et gazoducs.

De notre correspondant

Le principal producteur américain de ces équipements, Caterpillar, a de grandes difficultés financières. Les Soviétiques achetaient traditionnellement la plupart de ces machines - qui valent en moyenne 500 000 dollars - aux États-Unis, mais à la suite des restrictions imposées sur leur exportation, ils se sont tournés vers une entreprise japonaise, Komatsu, qui satisfait maintenant 80 % de leurs besoins. En janvier dernier, Caterpillar a ainsi perdu un marché de 90 millions de dollars avec l'U.R.S.S., dont les besoins annuels, en raison notamment de la construction du gazoduc Sibirie-Europe, sont passés à mille cinq cents machines.

Le porte-parole du département du commerce a expliqué que la décision avait été prise par le président Reagan parce que ces machines ne font pas partie des équipements de « haute technologie » susceptibles d'être utilisés militairement et que, au surplus, les Soviétiques peuvent s'en procurer ailleurs qu'aux États-Unis.

C'est en juillet 1978 que l'administration Carter avait décidé d'imposer des restrictions à l'exportation en U.R.S.S. d'équipements d'exploration et d'exploitation du pétrole et du gaz en représailles contre l'emprisonnement de deux dissidents, MM. Chitranski et Guinzbourg. En décembre 1981, le président Reagan avait reconduit et étendu ces sanc-

tions pour protester contre la promulgation de la loi martiale en Pologne.

La décision de M. Reagan est interprétée comme un nouvel indice, après la reconduction de l'accord de rétrocession avec Moscou et le rééchelonnement de la dette polonaise, du désir de Washington d'améliorer les relations économiques avec l'U.R.S.S.

Une victoire pour M. Shultz

Elle est aussi considérée, dans la capitale fédérale, comme une victoire des modérés de l'administration, et en tout premier lieu du secrétaire d'État, M. George Shultz, sur les « faucons », le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger et le conseiller pour les affaires de sécurité, M. William Clark, qui y étaient résolument opposés. C'est, semble-t-il, un coup de téléphone, le 18 août, de M. Shultz au président Reagan, en vacances dans son ranch de Californie, qui a emporté la décision. Le président était peut-être aussi désireux de donner un gage de bonne volonté au secrétaire d'État, dont la mauvaise humeur à l'égard de ses adversaires au sein du cabinet est désormais publique.

Au début d'août, l'un des alliés les plus surs de M. Shultz, le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, avait adressé, en tant que président du groupe interministériel chargé de l'économie internationale, une note recommandant la levée des restrictions sur ce matériel. Il y a un an, au plus fort de la querelle avec les alliés européens sur la construction du gazoduc sibérien, M. Donald Regan avait été l'un des rares alliés de M. Shultz à tenter de faire entendre raison au président Reagan.

En annonçant samedi la nouvelle, le porte-parole du département du commerce a cependant indiqué que les autres équipements d'exploration et de production de gaz et de pétrole restaient soumis à autorisations spéciales. « L'administration », a-t-il ajouté, « reste déterminée à instituer des contrôles multilatéraux sur les exportations de matériel de haute technologie ».

NICOLE BONNET.

NICOLE BERNHEIM.

DIPLOMATIE

L'U.R.S.S. soumet à l'ONU un projet sur la non-militarisation de l'espace

Moscou (A.F.P.). - L'Union soviétique a soumis dimanche 21 août aux Nations unies un projet de traité sur la non-militarisation de l'espace, annonce l'agence Tass.

Cette proposition fait suite au « moratoire unilatéral » de l'U.R.S.S. sur les armes antisatellites, annoncé le 18 août par M. Andropov devant un groupe de sénateurs américains (Le Monde du 20 août). M. Andropov avait déclaré que l'U.R.S.S. s'engageait à « ne pas être la première à mettre en orbite dans l'espace quelque type d'arme anti-satellite que ce soit ».

Dans une lettre à M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, précise qu'aux termes du traité les signataires s'engageraient à : 1) Ne pas expérimenter ni déployer quel que arme de stationnement cosmique que ce soit ; 2) Ne pas utiliser des objets cosmiques mis en orbite, se trouvant dans des corps célestes ou installés dans l'espace, comme moyen d'atteindre quelque objectif que ce soit sur Terre, dans l'espace aérien ou cosmique ; 3) Ne pas détruire ou endommager les objets cosmiques d'autres États, ne pas perturber leur fonctionnement, ni modifier leur trajectoire ; 4) Ne pas expérimenter ni créer de nouveaux systèmes anti-satellites et liquider les systèmes existants ; 5) Ne pas expérimenter ni utiliser à des fins militaires quel que vaisseau cosmique que ce soit.

Le point 4 du projet soviétique (liquidation des systèmes anti-satellites existants) retient plus spécialement l'attention des analystes. Washington avait en effet accueilli avec circonspection le « moratoire unilatéral » soviétique, faisant valoir que l'U.R.S.S. est le seul pays à posséder « un satellite tueur de satellites ». M. Gromyko explique dans sa lettre que Moscou opte ainsi pour une « solution radicale » du problème.

WASHINGTON ET MOSCOU ÉTUDIENT L'AMÉLIORATION DU « TÉLÉPHONE ROUGE »

Washington (A.F.P.). - Une discrète réunion américano-soviétique pour améliorer les communications entre les deux pays, et réduire les risques de déclenchement d'un conflit par erreur, s'est tenue la semaine dernière à Moscou, a annoncé samedi 20 août le Washington Post.

Citons des « sources américaines informées », le Post indique que les Soviétiques se sont montrés très intéressés par une amélioration du « téléphone rouge », mais se sont bornés à « écouter » les propositions américaines. Les délégations sont tombées d'accord pour se rencontrer à nouveau, mais sans fixer de date. Les propositions américaines de modernisation du « téléphone rouge », qui est en réalité un téletype, consistent à accélérer considérablement sa vitesse et à permettre la transmission de graphiques et de cartes qui ne nécessitent pas de traduction. D'autres propositions américaines portent sur la création d'un système de communications entre les centres nationaux de contrôle des crises à Washington et à Moscou et l'installation de transmissions à grande vitesse entre les deux capitales et leurs ambassades respectives.

Pologne

Mobilisation des forces de l'ordre à Gdansk à la veille des grèves perlées

Varsovie (A.F.P., U.P.I.). - « C'est clair comme de l'eau de roche, il n'y aura pas de négociations, comme l'ont laissé entendre les autorités en attendant dans la presse et à la télévision », déclare M. Lech Walesa. Les instructions de la T.K.K. [direction clandestine de Solidarité] sont claires : à partir du 23 août, il y aura des grèves perlées dans les usines et, le 31 août, un boycottage des transports en commun et de la presse. Jusqu'au 31 août, il ne devrait y avoir aucune sorte de manifestation qui permettrait aux Zomos [sections spéciales anti-émeutes de la police] d'intervenir.

Toute la région de Gdansk est étroitement contrôlée par les forces de l'ordre. Le samedi 20 août, le Comité de défense provinciale (instance de surveillance des affaires locales instituée pendant l'état de guerre, qui, après la fin de celui-ci, aurait dû normalement être dissoute comme dans le reste du pays) a publié un communiqué annonçant qu'il avait « ordonné aux forces de l'ordre d'assurer le calme et la continuité du travail dans la province de manière résolue (...). Les ennemis du système politique polonais n'ont pas abandonné leurs efforts pour manipuler les esprits. Cela est clair dans les demandes démagogiques et irréalistes qu'ils font, dans la distribution de tracts hostiles et dans les tentatives pour organiser des manifestations illégales ».

La région de Gdansk est étroitement contrôlée par les forces de l'ordre. Le samedi 20 août, le Comité de défense provinciale (instance de surveillance des affaires locales instituée pendant l'état de guerre, qui, après la fin de celui-ci, aurait dû normalement être dissoute comme dans le reste du pays) a publié un communiqué annonçant qu'il avait « ordonné aux forces de l'ordre d'assurer le calme et la continuité du travail dans la province de manière résolue (...). Les ennemis du système politique polonais n'ont pas abandonné leurs efforts pour manipuler les esprits. Cela est clair dans les demandes démagogiques et irréalistes qu'ils font, dans la distribution de tracts hostiles et dans les tentatives pour organiser des manifestations illégales ».

Un rassemblement devant l'ambassade de Pologne, sur l'esplanade des Invalides, est organisé le mardi 23 août à 18 h 30 à l'appel du Comité de solidarité avec Solidarité pour marquer le début des grèves perlées qui doivent commencer ce jour-là en Pologne.

Belgique

Quatre Roumains et un Soviétique expulsés après la découverte d'un réseau d'espionnage

Bruxelles (A.F.P.). - Quatre diplomates - trois Roumains et un Soviétique - et un employé de l'ambassade de Roumanie ont été expulsés de Belgique, samedi 20 août, après qu'un haut fonctionnaire du ministère belge des affaires étrangères, M. Eugène Michiels, eût été arrêté quelques jours plus tôt.

M. Léo Tindemans, ministre des relations extérieures, a annoncé cette mesure samedi, sans donner de détails, en qualifiant l'affaire de « spionnage économique ».

Selon la télévision belge, le diplomate soviétique est un premier secrétaire commercial ; les Roumains sont un attaché commercial et deux premiers secrétaires. Ils seraient accusés d'avoir acheté des documents confidentiels à M. Michiels. Il semble que ce soit grâce à un agent de l'Est passé récemment à l'Ouest que ce haut fonctionnaire ait été placé sous surveillance.

M. Michiels (soixante ans) dirigeait, depuis 1971, le service chargé des affaires européennes et des relations avec les pays du Comecon au ministère des relations extérieures. Il traitait de dossiers économiques, mais on n'exclut pas que, par ses contacts avec les autres départements du ministère, il ait eu accès à des informations plus confidentielles.

La Belgique, et plus particulièrement Bruxelles, qui abrite l'O.T.A.N., la C.E.E. et le siège européen de nombreuses multinationales, est une cible privilégiée pour l'espionnage militaire et économique. La plus célèbre affaire remonte à 1979, lorsque la secrétaire d'État allemande du directeur des opérations du conseil de l'O.T.A.N., après avoir eu accès pendant douze ans aux dossiers secrets de l'O.T.A.N., était passée en R.D.A.

Un autre réseau d'espionnage avait été découvert en mai dernier : le directeur d'une société belgo-soviétique d'Anvers, M. Eugène Mikhalov, avait été débauché par la Belgique pour avoir exercé des « activités incompatibles avec ses fonctions ».

Le quotidien Le Soir note qu'en quelques mois plus de deux cents diplomates et membres des missions soviétiques ont été expulsés des pays occidentaux et de certains pays non alignés pour la même raison.

Union soviétique

Limogeage du chef de la police de la sécurité routière

Moscou (A.F.P.). - Le lieutenant général Valéry Loukianov, chef de la police de la sécurité routière depuis novembre 1982, a été discrètement limogé. Cette mesure n'a pas été annoncée officiellement, mais dans le programme de télévision de la Pravda on a appris que le général Viktor Piskarev, chef de la police de la sécurité routière, était l'invité d'une émission sur les problèmes de la circulation.

Le nouveau chef de la police de la route s'est déclaré prêt à combattre la corruption parmi ses subordonnés et a précisé que tout officier « ayant abusé de sa position » serait puni dorénavant. Les Soviétiques savent parfaitement à quel point il est facile d'éviter une amende grâce à un pot-de-vin rarement refusé par le policier faisant le constat. Le général Piskarev a annoncé en outre une série de mesures destinées à punir les mauvais conducteurs, fustigeant surtout l'alcoolisme, « le plus grave fléau » des routes soviétiques.

Les services de la sécurité routière dépendent directement du ministère de l'intérieur. Peu après son arrivée au pouvoir, il y a dix mois, M. Andropov remplaça le ministre de l'intérieur, M. Nicolas Chotchkov, écarté en raison de ses nombreuses « erreurs », par M. Vitali Fedotchev. Depuis des « sections idéologiques » ont été mises en place au sein du ministère et, récemment encore, M. Fedotchev s'en est pris, dans un article de la Pravda, aux officiers de police « idéologiquement et moralement inadéquats ».

● L'ORDRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE À BRUNO PONTECORVO. - Le physicien spécialiste du nucléaire, d'origine italienne, passé en U.R.S.S. en 1950, a reçu cette distinction à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire. Ancien collaborateur d'Eduardo Amaldi et d'Enrico Fermi, il avait fui l'antisémitisme de l'époque mussolinienne pour gagner Paris. En 1940, il quitta la France et se réfugia en Amérique pour travailler avec Fermi sur des programmes nucléaires aux États-Unis et au Canada. En 1949, il adopta la nationalité britannique et travailla au centre atomique de Harwell. Il disparut en 1950 pendant des vacances en Italie.

67/100/150

Le Monde

société

Le défi de l'immigration maghrébine

(Suite de la première page.)

Elle n'a pourtant pu mener cette entreprise qu'avec l'adhésion de l'immense majorité de la population. Cette longue histoire de la nation française, l'expression républicaine de son unité, son illusion et présent à la confusion commune entre l'expression de l'unité nationale - à travers ses modèles juridiques, administratifs, politiques - et la situation concrète des populations françaises. Le peuple français cache la diversité culturelle, ethnique, sans doute la plus importante d'Europe. Ainsi, une cartographie linguistique des « parlers » non français établie en 1920 fait apparaître la répartition suivante des populations bilingues, de langue maternelle non française :

- 4 millions de bretonnants ;
- 4 millions de germanophones au nord de l'Allemagne, du « rhénan », du « flamand » ;
- 5 millions d'occitanophones ;
- 150 000 personnes parlant le corse, au sud de la Corse.

On peut en déduire sans trop d'erreur (les chiffres cités sont sous-évalués, particulièrement en ce qui concerne l'occitan) que, sur 38 millions d'habitants, largement plus du tiers de la population avait pour langue maternelle une langue qui n'était pas le français. Parmi ces 13 ou 14 millions de personnes, 4 millions sans doute ne parlaient pas le français.

Cette diversité linguistique recouvre bien sûr des différences culturelles profondes qui sont de la France, « diversité administrative et culturelle », diversité historique (1). Cette diversité s'est maintenue même si l'urbanisation et son corrélat, la fin des « cultures paysannes », ont entraîné une disparition accélérée des langues non françaises. Les recherches démographiques permettent en effet de la mettre en évidence dans l'expression quotidienne des comportements face

aux grands événements de la vie : mort, mariage, naissance. Ces différences culturelles se sont donc transmises jusqu'à maintenant sans variations notables.

Première, deuxième, troisième génération

A ce premier constat qui ne correspond pas à l'image d'une République française centralisée, il faut en ajouter un autre renforçant encore la diversité réelle de la France : l'importance de l'immigration et particulièrement la récente vague des immigrants maghrébins. La France est en effet, après les États-Unis et le Canada, le seul pays industriel avancé dont une grande partie de la population est d'origine immigrante. Les statistiques du ministère de l'Intérieur indiquent que, en 1980, 18 millions de Français étaient des descendants d'immigrants à la première, deuxième ou troisième génération.

Pour être complet, il faut rappeler que, selon le même ministère, il y avait 4 459 068 étrangers vivant en France (sans compter les clandestins) au 1^{er} janvier 1983. Depuis 1962, le nombre des étrangers a donc plus que doublé (2 019 152 ressortissants à cette date).

Ces indications montrent l'importance des étrangers dans la démographie française : en 1982, un tiers des Français sont d'origine immigrante, et 8 % des habitants du pays sont des étrangers. Mais le problème n'est pourtant pas si simple, car, parmi ces étrangers, 630 000 sont originaires de pays de la Communauté européenne, auxquels les accords entre ses membres offrent à leurs ressortissants un statut particulier. Impossible d'assimiler les 50 000 Allemands vivant en France à des immigrants, ni les 30 000 Suisses. Une question se pose alors : qu'est-ce qu'un immigré ?

Le modèle français

Il y a plusieurs modèles d'intégration des immigrants. Le plus connu est celui des États-Unis, mais on oublie que la France en fournit un au

moins aussi efficace. On peut même dire que l'immigration dans les pays industrialisés est dominée par ces deux modèles divergents, qui forment les deux pôles autour desquels les diverses immigrations s'organisent. A propos du modèle américain, les études sont nombreuses. Pour ce qui concerne la France, il n'y a pratiquement rien. A tel point que l'on ne voit pas très bien ce que recouvre ce mot dans le contexte français. Qui est immigré ? Les étrangers ? Assurément pas tous, comme on l'a vu. Parmi les étrangers, les immigrants sont-ils ceux qui travaillent ? Pas seulement, car il y a aussi les femmes, les jeunes et les enfants. Existe-t-il enfin une immigration de l'intérieur, c'est-à-dire de nationaux français ? Certainement, si l'on prend en considération les Antillais, les Harkis et leurs enfants, ainsi que les jeunes dits de la « deuxième génération ».

Ce flou sémantique renvoie à des contradictions qui sont au cœur du modèle français d'intégration, et plus profondément à la constitution de la société française dans la mesure où celle-ci s'est formée en plusieurs siècles à partir de populations très hétérogènes. Cette diversité culturelle est toujours présente dans la vie quotidienne, mais est peu reconnue dans les expressions juridiques, administratives, bref, formelles, de la citoyenneté. En réalité, les deux approches évoquées plus haut à partir des écarts linguistiques et culturels ou de la présence massive des étrangers dans la démographie française sont profondément liées. Pour le comprendre, une réflexion sur la constitution de la société française, doit permettre d'interpréter les ambiguïtés du concept d'immigration et ses enjeux.

On ne peut réduire la France à l'image unifiée et centralisée que donnent ses institutions et ses réseaux de communication. C'est là une représentation que des régionalistes, des autonomistes, ont fait voler en éclats. Mais le thème du colonialisme intérieur est tout aussi faux, car il tend à projeter dans le présent des violences du passé.

Ni réductible à une unité formelle, ni assimilable à un ensemble de peuples rassemblés par la contrainte, la France est « un mixte contradictoire » d'unités et de diversités, de consensus et de violences.

Ce « mixte contradictoire » est organisé selon les structures caractéristiques de notre pays. Pour les cerner, on peut admettre la distinction de Hegel entre société civile et État. Dans cette conception, la société civile désigne l'ensemble des organisations familiales, économiques, syndicales, mutualistes, associatives, bref, tous ces rassemblements qui font partie de la vie quotidienne des Français, à travers lesquels ils expriment leurs engagements dans leurs cultures et dans leurs territoires. Quant à l'État, il se définit comme l'ensemble des organisations administratives, politiques, protégeant les institutions nationales, ainsi que le système en cascade des représentations chargées de faire respecter droits et devoirs des citoyens. La cohabitation entre la société civile et l'État s'est maintenue en France longtemps en formant un ensemble conflictuel mais stable dans lequel chacun a son rôle.

A l'État et à ses institutions reviennent le maintien de l'unité, la formation républicaine, la diffusion et l'application de la loi. Mais chacun connaît les limites de son action. Dans la pratique, c'est précisément le formalisme de ces institutions bien délimitées qui a permis le maintien de la société civile.

Ce « mixte contradictoire » - « État unitaire et société civile pluri-culturelle » - est peu explicite, mais il est vécu dans une multitude de pratiques et de coutumes qui ont permis le maintien jusqu'à cette fin du vingtième siècle de traditions très anciennes. Ce qui trompe l'observateur superficiel, c'est cette distribution des tâches qui accorde aux représentants de l'État le discours sur l'unité et le privilège de quelques monopoles du rassemblement (armée, école), mais qui permet la persistance des coutumes.

C'est dans cet ensemble très com-

plexe et très serré que les immigrants ont à s'intégrer. C'est aussi grâce à la force et à la souplesse de ce système que la société française a pu les accepter en aussi grand nombre. Si la France se confondait avec cette caricature, souvent faite, d'un État centralisateur étouffant sous sa tutelle les populations étrangères, il est évident qu'elle ne pourrait admettre la venue sur son territoire de millions d'étrangers aspirant, consciemment ou non, à devenir français.

En s'intégrant, les étrangers entrent dans les structures profondes qui régissent les rapports des populations françaises entre elles et avec la nation. Le discours explicite de la différence n'est pas possible, même si les pratiques différencielles le sont. Il est donc demandé aux étrangers désirant devenir français d'abandonner toute formulation revendicative de leurs différences, afin d'entrer dans le moule de l'unité. Il ne leur est pas demandé, par contre, d'abandonner leurs coutumes : à eux de les maintenir.

L'épreuve initiatrice

Ainsi, l'immigré est une ombre, une sorte de fantôme social dans la nation française tant que les différences culturelles qui le définissent sont perçues comme telles sans que lui soit par ailleurs reconnue la citoyenneté formelle. Il est en effet l'image renversée du citoyen français réel. Au Français qui vit ses différences dans le calme de la quotidienneté tout en adhérant à l'image unifiée de son pays, s'oppose l'immigré, incapable à la fois de se sentir partie prenante dans l'image formelle, collective de l'unité nationale, et repéré comme différent. Incapable de jouer dans des pratiques subtiles le maintien de ses coutumes et pas encore fondu dans le moule de l'unité républicaine, il subit l'épreuve initiatrice de la marginalité.

Pas encore éclairé par les lumières de la citoyenneté française, et sous la convergence des regards stigmatisant leurs différences quotidiennes trop visibles, leurs cou-

tumes, leur religion, la couleur de leur peau, les immigrants n'existent pas, ou seulement comme reflets flutifs.

Cette définition présente plusieurs avantages. Le premier consiste à situer le statut des immigrants dans un des processus centraux de la Constitution française. En un sens, la France leur impose de parcourir une partie du chemin qu'ont parcouru dans la violence, les larmes, mais aussi les traités et les accords, les différents groupes formant la société française. Cette approche permet aussi d'appliquer le terme d'« immigré » à toutes les populations vivant en France selon cette structure en relief.

Les populations, de nationalité française ou étrangère, peuvent être considérées comme « immigrées » dès lors qu'elles présentent ce double caractère : ne pas être assimilées, en fait ou en droit, au statut de la citoyenneté, et être vécues dans leur apparence et dans leurs comportements comme différentes.

Cette définition permet, par exemple, de voir le mouvement migratoire menant plus d'un million de Bretons vers Paris dans les trois premières décennies du siècle comme un phénomène d'immigration. L'écart de la langue et des coutumes, la non-représentation politique et la faible défense des droits de la citoyenneté qui leur fut accordée évoquent une situation d'infériorité générale qui rappelle celle de la communauté maghrébine et qu'on retrouve aussi chez les Antillais, chez les Harkis et leurs enfants et tous les jeunes dits de la « deuxième génération ».

La désignation d'immigrés rassemble donc une même structure des populations d'origine étrangère et des groupes nationaux français, parfois citoyens français depuis plusieurs siècles (les Antillais).

MICHEL TIBON-CORNILLOT.

Prochain article :

DÉSTABILISATION ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

Le Monde

politique

M. Jean Poperen (P.S.) parle sur la victoire de la gauche en 1986

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., a commenté dimanche 21 août, au micro de R.M.C., les propos de M. Edmond Maire selon lesquels le gouvernement manque d'objectifs à moyen terme (Le Monde daté 21-22 août). M. Poperen a déclaré : « Ça fait partie, je crois, des rites de la rentrée, le numéro de notre ami Edmond Maire, vers la fin août. On a souvent l'impression, je vous le dis comme nous le faisons, nous, on a souvent l'impression qu'il y a là une grande vocation politique manquée chez Edmond Maire (...). »

« Sur le fond des choses, moi je m'étonne un peu quand même, parce qu'en fin de compte, l'alternance par-dessus bord tout ce que nous avons fait depuis ces deux ans, qui est énorme, qui naturellement maintenant demande à être vécu, mais le vécu ça va se faire avec le temps ; que par exemple les transformations que nous avons apportées dans la vie des entreprises, les

fameuses lois Auroux, ça passe dans la pratique, ça ne peut pas se faire en six mois. Cela sera le résultat d'une longue pratique des intérêts eux-mêmes. Mais c'est fait. C'est acquis, il faut le faire vivre. »

Le numéro deux du P.S. a également évoqué en ces termes la perspective des élections législatives de 1986 : « Si nous tenons bon dans cette passe difficile les quinze ou dix-huit mois à venir, sur la lancée que nous avons actuellement : eh bien oui, je prends un pari. Je crois que le plus probable c'est que nous gagnerons les élections de 86. Je ne sais pas dans quelles proportions, mais la gauche gagnera les élections de 86. Et ce sera un événement considérable. Parce que ce sera la consécration de l'alternance. Il faut, en effet, qu'après une phase de gestion par la gauche il y ait confirmation, à nouveau, par le corps électoral français. Et je crois que nous l'aurons. »

« Ça sera la consécration de l'alternance. Et ces messieurs ne pourront plus parler de parenthèse. Parce qu'ils vivent sur l'idée que c'est une parenthèse. La gauche, pour eux, ce ne peut être qu'une parenthèse. Le gouvernement, c'est fait pour la droite, c'est bien connu : c'est ce qu'ils ont en tête ! La gauche, ça ne peut être que des parenthèses. Ce qui se passera en 86 sera capital. Je crois que le plus probable est que nous gagnerons. »

Une majorité de Français, 57 % contre 22 %, prévoient l'échec de la politique actuelle du gouvernement, selon un sondage de l'IFRES publié par le journal du Dimanche. Selon cette enquête, réalisée du 17 au 20 août sur un échantillon de 1 024 personnes, les Français estiment également dans leur majorité (58 % contre 22 %) que la politique du gouvernement n'est pas cohérente.

Pour la rentrée, 67 % (contre 22 %) s'attendent à une agitation sociale et 59 % pensent que la rentrée sera financièrement plus difficile que les précédentes. Dans le domaine de la politique économique, une large majorité (67 % contre 20 %) pense que l'État doit aider les chefs d'entreprise.

Enfin, le sondage révèle que les femmes sont plus pessimistes et plus sceptiques que les hommes sur la politique du gouvernement : 59 % (56 % chez les hommes) prévoient l'échec de la gauche, 71 % (contre 62 % chez les hommes) redoutent une agitation sociale, et 62 % (contre 56 % chez les hommes) craignent une rentrée difficile.

Élections municipales

LA LISTE DE M. JALLET (M.R.G.) RÉÉLUE A ROCAMADOUR

Les électeurs de Rocamadour (Lot) se sont présentés devant les urnes, le dimanche 21 août, pour le cinquième tour des élections municipales, la liste « pour l'union et l'avenir de Rocamadour » de M. André Jallet (M.R.G.), maire sortant, obtenant la majorité absolue.

L'ancienne municipalité avait décidé de boycotter les quatre premiers tours de ces élections à la suite d'un différend qui l'oppose à l'administration à propos du déselement de la ville (Le Monde du 20 août). Une délégation spéciale avait alors été désignée par la préfecture pour gérer les affaires courantes. Pour ce cinquième tour, sur cinq cent deux inscrits, il y a eu quatre cent vingt-quatre votants sur quatre cent un suffrages exprimés.

M. Jallet a affirmé avoir reçu des assurances de la part de l'administration, qui s'est engagée à étudier les projets municipaux « avec bienveillance ». Il a donc sollicité le renouvellement de son mandat avec la plus grande partie des conseillers municipaux sortants.

D'autre part, on indique à la préfecture du Lot que la commission supérieure des sites a décidé de se rendre prochainement à Rocamadour.

poèmes (de 1967 à 1974), puis président du groupe socialiste de cette même assemblée (de 1974 à 1975), il en devint le président en 1975. Il est réélu en 1976. Un an plus tard, il devient sénateur (socialiste) du Tarn. Auparavant (de 1962 à 1977), il avait occupé le siège de député de la 3^e circonscription du Tarn. Georges Spénale avait également été conseiller général du canton de Rabastens (de 1964 à 1976), maire de Saint-Sulpice-la-Pointe (de 1965 à 1981), commune dont il était resté conseiller municipal.

Georges Spénale était officier de la Légion d'honneur et chevalier des palmes académiques.

BIBLIOGRAPHIE

La politisation de la haute administration française

Depuis Tocqueville, les observateurs de la société française racontent souvent une histoire et belle histoire, celle de l'autonomisation croissante de l'administration. Indifférente aux régimes, elle accentuerait sans cesse sa propre spécificité, échappant peu à peu aux influences et aux clientèles, pour apparaître comme l'instrument même de l'indépendance d'un État fort. Subordonnée certes au pouvoir politique, elle saurait néanmoins préserver son organisation particulière, ses règles et ses structures. Cette saga de l'administration française n'a pu être imaginée que dans la mesure où celle-ci a su se doter d'un personnel propre formé par de grandes écoles spécifiques.

Guy Thuillier raconte l'histoire de la création de multiples écoles d'administration : depuis le dix-huitième siècle, il découvre un nombre infini de projets souvent avortés et parfois menés à bien. Sous Louis XIV, Gilbert de Trece parvient à faire fonctionner une école d'administration ; pendant la Révolution, l'abbé Grégoire souhaite la naissance d'une école de sciences politiques pour former de nouveaux dirigeants ; puis Stendhal lui-même rédige un projet minutieux d'une école de politique où non seulement le détail des programmes est soigneusement prévu mais même la couleur des uniformes des futurs élèves. De Laboulaye à Salvandy, on ne compte plus les projets identiques. En 1848, enfin, une école d'administration qui doit servir de pépinière aux futurs serviteurs de l'État fonctionne quelques mois : on doit pourtant la fermer brutalement car on découvre que les futurs cadres de l'État n'hésitent pas à jouer dans la cour, s'absorbant souvent et se permettant même de fumer.

En 1871, Émile Boutmy impose la création de l'École libre des sciences politiques, qui, une fois nationalisée, deviendra l'Institut d'études politiques de Paris : de statut privé, elle doit permettre de préparer les concours des grands corps en bénéficiant de l'enseignement, dans le cadre de séminaires, de fonctionnaires compétents. Dès lors, Boutmy réussit à empêcher la création d'une école d'administration de statuer

public dont les élèves, recrutés par concours, seraient devenus de vrais professionnels. Pour mener ce combat, il bénéficie de l'appui de la petite fonction publique, qui redoute la création d'une école d'élite ; de l'hostilité du pouvoir politique, qui entend nommer ses propres hauts fonctionnaires républicains ; de celle des professeurs de droit qui désirent conserver le monopole de l'enseignement de ces disciplines. Et les grands corps eux-mêmes ne sont guère enthousiasmés.

Par-delà les projets du Front populaire et ceux de la Résistance, il faut attendre 1945 pour assister enfin à la naissance de l'ENA, qui donnera désormais à l'État ses services tout à la fois dévoués et privilégiés. Telle une machine autonome, la haute fonction publique dirigée par les grands corps, dont Marie-Cristine Kessler retrace l'histoire et le rôle dans la vie publique française, va dès lors s'inscrire dans la durée. Elle parvient également à s'autocentrer à l'aide de multiples inspections générales, dont Pierre Miloz examine pour la première fois l'origine ancienne et les adaptations récentes : recrutés à l'intérieur des différents corps, au début ou en fin de carrière, les inspecteurs restent de la maison et l'administration a le privilège de régler elle-même ses propres litiges en préservant d'autant plus aisément son indépendance à l'égard du pouvoir politique et des autres forces sociales. Cette saga se trouve pourtant aujourd'hui de plus en plus remise en question.

Jean-Luc Bodiguel et Jean-Louis Quermonne mettent plutôt l'accent, dans leur ouvrage, sur la politisation de cette haute fonction publique, qui s'écrit sous la V^e République tout entière : l'élection des hauts fonctionnaires à la députation, le rôle accru des cabinets ministériels et de l'administration de mission, l'apparition progressive d'une sorte de spoil system à la française, interne à la haute administration elle-même, rendent moins claire la séparation entre l'administration et la politique. La politisation de la haute fonction publique risquerait de briser chaque jour davantage son unité, et ainsi

« se désintégrerait une administration que l'Europe nous envie ». Mais qu'elle apparaisse elle-même de plus en plus comme une force politique particulière ou qu'elle se trouve dorénavant liée à des clientèles opposées, l'administration dans son ensemble, comme le soulignent François Dupuy et Jean-Claude Thoenig, ne peut pas, de nos jours, être considérée comme un phénomène bureaucratique fermé sur lui-même. Par-delà les textes, au niveau local comme au niveau national, elle se trouve plongée dans l'environnement social, et les nombreux groupes qui la constituent élaborent, en liaison avec diverses catégories de notables associatifs, de multiples stratégies qui lui permettent seule de fonctionner. Reste à savoir, dans le nouveau contexte politique actuel, que deviendront ces alliances et de quelle manière la haute fonction publique retrouvera son unité ou acceptera au contraire chaque jour davantage sa propre politisation.

PIERRE BIRNBAUM.

- * Guy Thuillier : *L'ENA avant l'ENA*, PUF, 1983.
- * Pierre Miloz : *Les Inspections générales ministérielles dans l'administration française*, Economica, 1983.
- * Jean-Luc Bodiguel et Jean-Louis Quermonne : *La Haute Fonction publique sous la V^e République*, PUF, 1983.
- * Marie-Cristine Kessler : *Les Grands Corps*, thèse de doctorat d'État, Fondation nationale des sciences politiques, 1983.
- * François Dupuy et Jean-Claude Thoenig : *Sociologie de l'administration française*, A. Colin, 1983.

DRONT Sciences Eco.

Documentation sur l'économie

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé

46, bd Saint-Michel, Paris 6^e

Téléphone : 01.53.31.52.53/52.54/52.55

La colère froide de squatters parisiens

ÉDECINE

ŒUVRES MORTELLES
DEPRELON

FAITS ET DITS

Courte cavane
pour quatre millions

IMMOBILIER INTERNATIONAL

VOYAGES INTERNATIONAUX
TOUS DESTINATIONS
SARL - 111 506.33.04
11, rue Le Sueur - 75116 Paris

INFORMATIQUE

la passion

La colère froide de squatters parisiens

« Une maison de perdue, dix de retrouvées », « Expulsion - Vengeance ! ». Elle n'est pas difficile à retrouver, la trace des squatters expulsés, dans ce quartier parisien de la rue de Flandre, dans le dix-neuvième arrondissement. Suivez les graffiti bombés sur les murs jusqu'à la bandelette accrochée aux fenêtres du 105, rue de Crimée. L'immeuble, des années 50, a une allure « pépère » et solide. Dans le hall, des bicyclettes sont sagement rangées le long du mur, des notes inscrites sur chaque boîte aux lettres, et une feuille de service fixe la répartition des tâches : la sortie des poubelles et le ménage de l'escalier entre les différents locataires, particuliers et associations.

C'est un des derniers squats des « occupants-rénovateurs » du quartier. Il a accueilli les squatters expulsés ces derniers jours (le Monde du 4 août). On y attend les préavis d'expulsion avec une énergie froide et rationnelle, sûre de son droit. « Nous savons bien que ces immeubles doivent être détruits, mais il n'y a pas urgence puisque les projets de remplacement n'ont pas encore obtenu de permis de construire. Ils ont fait un terrain vague en démolissant au coin de la rue de Crimée et de la rue de Flandre, et pourtant celle-ci n'est pas près d'être élargie complètement ! » Ils habitent leur immeuble paisiblement depuis deux ans. Il y a fait des travaux de rénovation et d'embellissement. Ils se sont conformés à la loi.

C'est le sens de l'action en justice qu'ils poursuivent devant le tribunal d'instance du dix-neuvième arrondissement. Ils veulent faire reconnaître leur droit à la possession sans

titre, tel que le définissent les articles 2228-2235 du code civil français. Leur position claire, technique étonne. On croyait trouver des cas sociaux, on est en présence de jeunes déterminés, très au fait des arcanes du droit. Pas des jeunes rejetés aux marges de la société par la crise : des jeunes qui ont choisi la marge. Des marginaux comme on n'en fait plus !

Mode de vie

« Attention, nous ne sommes pas des immigrants de l'intérieur, nous sommes des militants révolutionnaires et actifs. » Ce ne sont pas des enfants de chœur. Certains ont même un passé lourd. Mais le 10 mai est passé par là et a lavé leur « fautes ». Cet intérêt soudain du pouvoir à leur égard - M. François Mitterrand n'avait-il pas visité un squat avant d'être élu ? - les avait séduits, eux les irréductibles. Et puis il y avait eu le rapport Schwarz sur l'insertion des jeunes (« Il s'inspire totalement de nos pratiques ») et les quelques subventions décrochées au ministère de la culture pour faire vivre leurs associations. Ce climat nouveau les avait conduits vers des pratiques sociales plus disciplinées.

De compromis en compromis, ils avaient même laissé tomber leurs copains plus radicaux : « On passait pour des collaborateurs. Maintenant tout est par terre, le pouvoir ne fait plus la différence entre certains squats clochardisés et nos maisons rénovées. Les gens du quartier connaissent notre adresse. Ils apprécient nos activités. » En plus d'un local pour le mime et pour le théâtre, d'un atelier d'urbanisme, ils avaient l'intention d'ouvrir, à la demande des habitants, aux assauts sans nuance d'une « politique sécuritaire », ils opposent la liberté de leur pratique sociale adaptée à un tissu urbain ravagé.

« On était constructifs ils vont nous rendre destructifs », disent-ils. Leurs vieux copains les autonomes reviennent leur proposer des actions peu orthodoxes et plus musclées. « Nous acceptons toutes formes de soutien. Ce que nous ne comprenons pas, c'est que en nous détruisant, ils détruisent un mode de vie. Aucune opération policière, aussi chère soit-elle, ne nous empêchera de recommencer. Il y a suffisamment de logements vides à Paris... »

DENIS ECHARD.

MÉDECINE

PIQUES MORTELLES DE FRELON

Deux hommes sont morts des suites de piques de frelon, samedi 20 août, en Moselle.

Jean-Marie Hurauf, 52 ans, se promenait dans un bois quand l'insecte l'a piqué sur le haut du crâne. Il est mort instantanément, avant même que ceux qui l'accompagnaient aient eu le temps d'intervenir.

Le second, Robert Haug, 57 ans, se trouvait dans son jardin lorsqu'il a été atteint à la nuque. Pris d'un malaise, il a été transporté d'urgence à l'hôpital de Phalsbourg (Moselle) mais il est décédé le lendemain, des suites de la piqûre.

Il est rare que les piques d'hyménoptères (abeilles, guêpes et frelons, notamment) aient des conséquences aussi graves. Ces insectes possèdent des venins toxiques libérant de l'histamine, responsable de réactions allergiques. Les accidents peuvent être immédiats : urticaire, œdème de la région piquée, puis coliques. Mais, dans certains cas, des réactions secondaires graves (œdème cérébral, coma) peuvent aussi entraîner la mort. Il est possible que certains accidents individuels résultent d'une réaction particulière aux toxiques ou de la pénétration directe intravasculaire du venin. Dans les formes graves, il faut injecter des corticoïdes, des substances anti-histaminiques, mais un traitement spécial est en réanimation s'avère parfois nécessaire.

TRANSIT INTERNATIONAL AUTOMOBILES - BAGAGES

U.S.A. - CANADA - ALGERIE
TUNISIE - MAROC - AFRIQUE
DOM-TOM - MOYEN ORIENT etc...

TOUTES DESTINATIONS

CARSHIP S.A. (1) 500.03.04
20, rue Le Sueur - 75116 Paris

INFORMATIQUE la passion

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier. Métier du temps présent, métier du futur ? Des questions se posent...

Voir page 19

LA VENTE ET LA DÉTENTION DES ARMES À FEU

Une nouvelle réglementation est publiée par le « Journal officiel »

Le Journal officiel du dimanche 21 août publie un décret du ministère de la défense en date du 19 août, portant modification du décret du 12 mars 1973 relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant la réglementation des matériels de guerre, armes et munitions (le Monde du 20 août).

Le projet en avait été adopté par le conseil des ministres du 3 août. Ces nouvelles dispositions, signées du premier ministre et de huit ministres ou secrétaires d'Etat, précisent que toutes les armes de poing, à l'exclusion des pistolets et revolvers de starter, d'alarme et signalisation non convertibles en armes de poing, entrent désormais dans la quatrième catégorie. Il sera donc nécessaire, pour les acquérir, d'être en possession d'un permis de détention délivré par les préfetures et renouvelable tous les cinq ans. L'acquisition des pièces détachées essentielles de ces armes, ainsi que de leurs munitions, est soumise au même permis.

Les « armes d'épaule semi-automatiques ou à répétition dont la longueur du canon est inférieure à 45 centimètres ou dont la longueur totale est inférieure à 80 centimètres » entrent également dans la quatrième catégorie. Il en va de

même pour les armes d'épaule « ayant un ou plusieurs canons lisses d'une longueur inférieure à 60 centimètres et tirant plus de trois coups ».

Les armes d'épaule « à canon rayé, à répétition semi-automatique ou manuelle, pouvant tirer plus de dix coups sans rechargement » ainsi que « les chargeurs de plus de dix coups destinés aux mêmes armes » sont également réglementés. Le décret précise que, « par dérogation », les détenteurs de tels chargeurs et armes « sont tenus, pour les conserver, d'en faire la déclaration au commissaire de la République (...) dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret ». C'est-à-dire au plus tard le 30 avril 1984, le décret entrant en vigueur le 1^{er} novembre 1983, précise-t-on au ministère de l'intérieur.

Les autres armes non visées par la réglementation, notamment les fusils de chasse, les carabines à deux ou cinq coups et celles à air comprimé, restent en vente libre. Pour en acquérir une, il suffit de présenter une pièce d'identité à l'armurier, qui notera sur un registre le nom et l'adresse de l'acheteur ainsi que le numéro de l'arme.

Les hommes et les tâches ménagères

Sous la poussée conjuguée des revendications féministes, du nombre de femmes salariées et de la baisse tendancielle du taux de domesticité, les Français se décident lentement à participer aux tâches ménagères. Selon un sondage de l'Institut C.E.D.O.P., publié, lundi 22 août, par le mensuel féminin BIBA, les Françaises estiment que 50 % des hommes mettent un peu la main à la pâte, 30 % beaucoup et 20 % pas du tout. Précisons : ce sont surtout les jeunes, plutôt les gens du Nord que ceux du Sud, davantage les cadres moyens et les employés, qui sont les leviers de cette révolution conjugale.

Réalisé auprès d'un échantillon de mille personnes, ce sondage permet d'observer que les hommes répugnent avant tout à repasser, à faire la cuisine et à nettoyer les vitres. La corvée de poubelles, la promenade des courses et le « couvert » (mettre

et débarrasser la table) les attirent davantage.

Si l'on peut estimer que les hommes participent plus aux tâches ménagères en 1983 que par le passé, une grande majorité reste cependant encore lymphatique. 20 % de ces hommes-là reconnaissent sans fausse pudeur qu'ils n'ont pas envie de se salir les mains, 18 % qu'ils sont inexpérimentés, 15 % qu'ils ont autre chose à faire, 13 % à peine fignolonneurs — que leurs femmes savent mieux s'y prendre, 12 % — les machos — qu'ils sont des hommes, 9 % qu'ils sont fatigués, etc. Le docteur Spock et Bruno Bettelheim, qui ne cessent dans leurs écrits d'encourager les hommes à aider leurs femmes dans les tâches ménagères et l'éducation des enfants, ont encore du pain sur la planche. — L.G.

FAITS ET JUGEMENTS

Courte cavale pour quatre malfaiteurs

Leur cavale n'aura duré qu'un peu plus d'un mois : Christian Leandri, Daniel et Jacques Casanova et Constant Guagnini, quatre malfaiteurs qui s'étaient évadés, le 16 juillet, de la prison de Bastia (Haute-Corse), ont été repris, samedi 20 août, par les enquêteurs du service régional de police judiciaire (S.R.P.J.) d'Ajaccio (le Monde du 19 juillet).

A la suite d'un renseignement, les policiers avaient appris, la semaine dernière, qu'une attaque à main armée était en préparation contre un grand hôtel de la baie d'Ajaccio, vraisemblablement le Sofitel de Porticchio. Un cyclomotoriste, surtout, attirait l'attention des enquêteurs. Pris en filature, celui-ci conduisit les policiers jusqu'à un bungalow du bord de mer où se cachaient les quatre hommes.

M. Robert Broussard, commissaire de la République délégué pour la police, a obtenu la reddition des malfaiteurs après trois heures de négociation. Dans le bungalow, les enquêteurs ont trouvé neuf armes de poing, quatre grenades défensives, un fusil à canon scié ainsi que le matériel nécessaire à des effractions de coffres.

Deux de ces hommes ne sont pas des inconnus pour le commissaire Broussard : il avait déjà arrêté Christian Leandri et Daniel Casanova, le 28 mars, après une prise d'otages à Calvi. Avec leurs complices, les deux hommes avaient tenté de commettre un hold-up dans un supermarché de la ville.

« Décès d'un septuagénaire blessé par un enfant de douze ans. — M. Galem Sébaa, soixante-dix ans, grièvement blessé, le 10 août dernier, d'une balle de 22 long rifle tirée par un enfant de douze ans (le Monde du 20 août), est décédé, samedi 20 août, au centre hospitalier d'Auch (Gers). Le mineur, qui n'explique pas les motifs de son acte, a été placé dans un centre d'éducation surveillée.

« Le meurtrier de Magnac-Laval s'est donné la mort. — Remy Potey, quarante-quatre ans, qui avait assassiné sa femme, son fils et un camarade de celui-ci, à son domicile de Magnac-Laval (Haute-Vienne), puis, quelques jours plus tard, M. Lemercier, un agriculteur de Saumon-Lapoterie en Seine-Maritime (nos dernières éditions datées 21-22 août) s'est donné la mort, samedi 20 août. Les gendarmes ont découvert son corps dans un étang, non loin de la ferme où il avait abandonné sa voiture, après avoir tué M. Lemercier.

Coups de feu contre une gendarmerie au Pays basque

Un casernement d'été de gendarmes mobiles installé près du château d'Ibarritz, localité de la banlieue de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), a été à deux reprises l'objet de tirs d'armes automatiques le dimanche 21 août. Vers 3 heures du matin, une première rafale était tirée depuis un véhicule en direction d'un terrain vague proche des bâtiments militaires. L'alerte fut aussitôt donnée. Cinquante minutes plus tard, de nouveaux coups de feu étaient tirés. Les recherches entreprises sont restées vaines. Les deux fusillades n'ont fait aucune victime, et la gendarmerie a indiqué qu'aucun impact de balle n'avait été relevé sur la façade du bâtiment, mais seulement sur une carcasse d'automobile abandonnée dans la décharge.

« Coups de feu en Corse contre des Maghrébins. — Deux travailleurs maghrébins, MM. Driss Hagoubi et Mohammed Laïta, ont été légèrement blessés par balles, vendredi 19 août, à l'entrée de Porto-Vecchio, alors qu'ils attendaient un autocar. Les auteurs des coups de feu circulaient à bord d'une automobile et ils ont réussi à s'enfuir aussitôt.

JUSTICE

UN CONTENTIEUX ENTRE DES AVOCATS TOULONNAIS ET LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

Chronique judiciaire...

De notre correspondant

Toulon. — C'est l'étonnement et la désapprobation au tribunal de Toulon après ce que chacun appelle ici « les événements de juillet ». Des « événements » qui ont mis aux prises deux jeunes avocats et le procureur de la République. Des « événements » dont on ne parle que depuis quelques jours.

Les faits. Le 8 juillet, quelques avocats discutent dans la salle des pas perdus. Arrive un homme que la plupart d'entre eux ne connaissent pas : M. Camille Carlioz, cinquante-trois ans, procureur du tribunal de grande instance de Toulon depuis six mois. Personne n'a le temps de questionner son voisin. Le procureur fonce sur le groupe sans marquer la moindre hésitation. Au passage, il bouscule M. Jean Bortolasso, trente ans, sans formuler d'excuses ni même s'arrêter.

Voilà de quoi alimenter la chronique... D'autant que, le 12 juillet, un incident en tous points semblable au premier se reproduit dans cette même salle des pas perdus. Cette fois, c'est M. Marc Aveïllan, 34 ans, qui fait les frais de la bousculade.

« On aurait dit un match de rugby », témoigne une avocate présente sur les lieux. Et cette seconde mêlée vaudra six jours d'incapacité temporaire à M. Aveïllan, conseiller municipal à la mairie de Toulon et membre du conseil de l'ordre des avocats. Aussitôt, la nouvelle de cette seconde bousculade fait le tour du palais. On apprend, par propos feutrés et prudents, que le nouveau procureur, fraîchement arrivé de Chambéry, n'est pas un modèle de diplomatie : il aurait le propos vif tout en ayant le contact rare. D'aucuns — après en avoir souri — s'étonnent du comportement de cet homme observant de temps en temps les mouvements de véhicules sur le parking faisant face au tribunal et alertant les policiers pour

dresser procès-verbal aux contrevenants !

Face à ces « événements de juillet », le conseil de l'ordre a été alerté par les avocats bousculés, alors que — dans les deux cas — ils étaient en robe.

Pas de déclaration

M. Carlioz a mis ces incidents sur le compte de la fatigue et d'ennuis familiaux. Il a proposé des excuses privées aux deux avocats. Une délégation du conseil de l'ordre, conduite par son doyen, le bâtonnier Roger Fenès, s'est cependant rendue auprès du procureur général de la cour d'Aix-en-Provence pour lui faire part de son « étonnement douloureux ». Au procureur général, les avocats toulonnais ont fait lire les témoignages de plusieurs avocats présents au moment des faits. Le bâtonnier Fenès ne parvient pas à « expliquer ces gestes ahurissants ». « En quarante et une années de barre, dit-il, c'est la première fois que je suis appelé à intervenir en pareille circonstance. »

Pour le conseil de l'ordre, fatigue et ennuis personnels ne pourraient suffire à justifier l'attitude du procureur, qui a été convoqué par le procureur général. Le procureur de la République, pour sa part, se refuse à tout commentaire sur les faits. « Je ne tiens pas à polémiquer, nous a-t-il dit. Et je ne ferai aucune espèce de déclaration sur cette affaire relevant essentiellement de l'autorité hiérarchique qui est la mienne. »

En attendant, la garde des sceaux a été saisie de l'affaire par M. Alain Hauteceur, député socialiste du Var, avocat. L'affaire est considérée avec suffisamment de sérieux par la chancellerie pour qu'un inspecteur général de la magistrature se soit récemment rendu à Toulon.

JOSÉ LENZINI.

Jean-Claude COURCHAY



Tél. : 270 105 FTXFR/128

913-05-63 + LIGNES GROUPÉES
ZONÉ STANDARD ET PERSONNALISÉ
BLEU - VERT - GRIS - FSI
CARROLL FIXE ou DÉTACHABLE

BANDES - CARTES - DISQUETTES
MOBILIER D'ENVIRONNEMENT

324, route de Saint-Germain - 78420 CARRIÈRES-S-SEINE

VOUS ALLEZ VIVRE A L'ÉTRANGER ?

Vous voulez garder le contact avec la France. Suivre les péripéties de la politique intérieure. Connaître le point de vue de Paris sur les affaires internationales. Ne rien ignorer de l'actualité économique et sociale de l'Hexagone.

Le Monde

réalisée à votre intention
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE

Vous y retrouverez chaque semaine les informations, les analyses et les commentaires de la rédaction du Monde sur tous les grands et petits sujets de l'heure.

Sur simple demande, vous recevrez un numéro SPÉCIMEN
Service des abonnements

Le Monde
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23 - Poste 2391

SOIRÉES

Manhattan Beach

Vue sur Manhattan, cocktails d'aspirines et de librium, l'analyste, le confident en chapeau de feutre et imperméable, c'est Woody Allen à s'y méprendre, et le tour est joué, Galerie 55.

Ancien cabaret rive gauche des années 50, reconstruit et spécialisé dans le théâtre de langue anglaise, la Galerie 55 présente jusqu'au 3 septembre *Play it again, Sam* (1), de Woody Allen, pièce créée à New-York en 1984, que Francis Perrin a jouée au Gymnase en 1976, sous le titre *Une aspirine pour deux*.

La Galerie 55 est minuscule, tendue de velours rouge, à l'air d'une salle de Broadway. Il y règne pourtant une atmosphère très britannique, qui contamine les touristes américains. Les répliques de Daurier, les scènes hollywoodiennes reproduites en petits tableaux sous globe (ce sont les lampes), contribuent à faire de ce théâtre, un lieu parfait pour Tennessee Williams, ou Arthur Miller.

« Action » ! Adieux embrassés d'Ingrid Bergman et d'Humphrey Bogart en voix off. L'avion quitte Casablanca, et nous retrouvons notre personnage face à ses éternelles névroses, ses échecs féminins.

« Tout le monde peut être Bogart en certaines occasions », dit-on au cours du spectacle. Tout le monde ne peut pas incarner un anti-héros sans tomber dans la panoplie trop connue des gaffes et des lourdeurs.

Sloan Fischer, comédien américain, et son duo Woody Allen, interprète à la perfection les malheurs légendaires de son modèle. Le film de Woody Allen a été étudié et minutieusement retransmis par l'Anglais Fraser Mac Naught, dont c'est la première mise en scène à Paris. La plupart des comédiens ont été formés à l'école d'improvisation de Lee Strasberg.

A l'exception de Sloan Fischer, et de l'homme d'affaires marié à son téléphone, ils en font peut-être tous un peu trop. Le « Bogart » est trop anglais, trop bien élevé et porte mal le chapeau mou. L'actrice qui reprend le rôle tenu par Diane Keaton dans *Tombe les filles et tais-toi* est excessive et visiblement mal à l'aise. En revanche, Pamela Jean Walt - jouant les phantasmes de notre meilleur héros - est étonnante ; elle a le gabarit d'une Jane Fonda à ses débuts, la même silhouette longiligne à la Barbara.

Entracte : au bar-fumoir du sous-sol, on boit des vodkas-orange à défaut de gin tonic.

L'ambiance y est très smart, même si le public semble plus habitué au brouhaha des pubs londoniens. Le temps de quelques jokes, et le deuxième acte reprend.

Si les monologues d'Allen, ses grosses lunettes d'éclaire et son dos voûté sont de véritables bijoux d'humour et de drôlerie, le spectacle s'essouffle un peu, entre les scènes vaudevillesques, le retour du mari, les diners chinois improvisés, et la fameuse tirade, « *Play it again, Sam* », qui semble mal placée.

Cependant, la scène de séduction dirigée par Bogart est irrésistible, ainsi que la promenade romantique en barque sur la motte de l'appartement.

Dans l'ensemble, les comédiens sont drôles, efficaces et entraînants... face à une salle semi-déserte. Bien que la pièce soit jouée en anglais, le spectateur qui ne maîtrise pas la langue à la perfection, n'est pas pour autant désemparé. L'action est bien menée, claire, le lieu est charmant, plein du mythe de Bogart.

Côte est, côte ouest. Changement d'arrondissement. Une rue isolée, des palissades, puis des palmiers, quelques cactus et l'on rejoint la Californie dans le sous-sol du Pacific Palisades. La lumière est tamisée, les murs en marbre rosé où sont accrochés des portraits de Bogart et de Marilyn à son « bus stop ». La fin de la soirée reste très américaine.

Au fond du caveau, assis sur des poufs en panthère, on peut écouter du saxophone tout en dégustant les cocktails aux noms enchanteurs, apportés par des serveuses en chemises tahitiennes empruntées à Robert de Niro. On peut aussi se rassasier d'un chile con carne ou d'un spare ribs, jusqu'à 2 heures du matin.

N. G.

* Galerie 55 : 55, rue de Seine, 75006 Paris. Tél. : 326-63-51.
* Pacific Palisades : 51, rue Quincampoix 75004 Paris. Tél. : 274-01-17.

(1) Cette phrase bien connue des cinéastes, prononcée par Humphrey Bogart dans *Casablanca*, a servi également de titre au film réalisé ensuite par Woody Allen et distribué en France sous le titre *Tombe les filles et tais-toi*.

MUSIQUE

AU FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS

Une messe de Jan-Disnas Zelenka

A mi-chemin entre Francfort et Cassel, la petite ville de Marbourg a en commun avec la plupart des cités d'outre-Rhin la gloire de posséder un chœur Bach - et la province de Hesse, où elle est située, peut être fière de son Bach Collegium. Mais, à en juger par le concert qu'ils ont donné à l'église Saint-Merri, sous l'égide du Festival estival de Paris, ces choristes et ces instrumentistes qui vénèrent Bach, comme tout le monde, cachent mal une prédilection marquée pour Jan-Dismas Zelenka (1679-1745).

Il est difficile, en effet, d'imaginer un contraste plus frappant entre l'interprétation correcte et sérieuse de la cantate BWV 150 de Jean-Sébastien Bach, auquel il serait assez vain de le comparer. Mais à peine l'attention s'est-elle relâchée un moment qu'une trouvaille inattendue ou un brusque changement de couleur fait oublier toute réserve : ainsi le grand adagio réutilisé, son *sordino*, qui rompt avec la ferveur allègre de la première partie du *Credo*, pour attirer l'attention sur le mystère de l'Incarnation, avant l'allégre obligé du *Resurrexit*. La sobre déclamation largement développée de l'alto au centre de l'*Agnus Dei*, d'un caractère voisin du *Stabat Mater* de Vivaldi, forme un beau contraste avec le style déclamatoire et vocalisant du solo de basse dans le *Venidictus* qui précède.

Parmi les éléments saillants de cette Messe, il faut encore signaler le lent fugato chromatique sous les mots *dona nobis pacem*, formant l'annonce d'un final magistral qui sait échapper au piège de la redondance conclusive. Le commentaire descriptif ne saurait donner qu'une idée très approximative de ce qui constitue l'intérêt d'une œuvre comme celle-ci, mais le style des micros de France-Musique, attestant une diffusion ultérieure, laisse espérer que les mélomanes curieux auront bientôt l'occasion de juger par eux-mêmes. Placés sous la direction de Wolfram Wehnert, les chœurs, l'orchestre et les quatre solistes, parmi lesquels se détachait Mechthilde Georg (mezzo), ont rendu à la fois hommage et justice à Zelenka.

G. C.

CINÉMA

« TONNERRE DE FEU », de John Badham

Ballet d'hélicoptères

Démarrage sur les chapeaux de roues : Los Angeles fait sa police en hélicoptère, brasse les suspects en rase-mottes, braque les projecteurs, impropriairement, sur les lieux et les objets inconnus. Incroyable à New-York, Paris ou Tokyo à cause de la hauteur des buildings, l'hélicoptère épouse idéalement le relief de cette ville sans fin mais presque sans bosses, où un citoyen du ciel est aux premières loges pour tout deviner, tout apercevoir. Un prologue tranchant comme une lame de rasoir, avec meurtre bien concocté, dialogues à la mitraille, et la poursuite menée par deux flics supersympas, Roy Scheider et son jeune assistant.

Les scénaristes s'en donnent à cœur joie. Los Angeles s'appareille à recevoir les Jeux olympiques, il faut épurier la ville de ses éléments indésirables, et d'abord de tous ces immigrants illégaux venus du sud. Ancien Vietnam, Roy Scheider a des angloises, mais une petite amie au volant, qui se révèle un peu plus tard championne du carambole, et sait lui remonter le moral au bon moment. Le méchant, blond, germanique, salaud désigné, Malcolm McDowell, qu'on regrette un peu de voir à vie typé, sans la moindre nuance, se prêtant envoyé de Washington pour mettre à l'épreuve un nouveau super-hélicoptère.

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les films nouveaux.

MERCREDI

Le film le plus féroce et le plus original de l'année.

GRAND PRIX DU PUBLIC DU FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE DE PARIS



L'OPÉRA DE LA TERREUR

Le rôle de l'État mécène

(Suite de la première page.)

Comme on voit, les pressants besoins d'argent n'empêchent pas les compositeurs de se tromper et de tromper leurs éditeurs sur la rentabilité de leurs tentatives mercantiles. En outre, on citerait quantité d'œuvres essentielles dont la composition a été entreprise en pure perte - puisqu'elles ont coûté à leur auteur beaucoup plus qu'elles ne leur ont jamais rapporté de leur vivant. Ce qui tendrait à prouver que le mécénat bien compris pas plus qu'un état de misère soigneusement entretenu ne suffisent à faire naître des chefs-d'œuvre. La nécessité créatrice, quels qu'en soient les ressorts obscurs, reste le plus sûr des aiguillons.

Certes, les programmes des festivals et des concerts de musique contemporaine sont visiblement alimentés par les commandes passées aux uns et aux autres, mais ces commandes sont le plus souvent rétroactives en ce sens qu'elles s'appliquent à des œuvres déjà entreprises, sinon achevées, et qui n'attendaient pour voir le jour qu'une rétribution, souvent symbolique, du temps passé à la composition. Comme, à quelques très rares exceptions près, les compositeurs de musique dite sérieuse, ne vivant ni de l'argent des commandes ni de leurs droits d'auteur, doivent exercer une activité alimentaire, et que la collectivité n'a qu'un besoin très limité d'œuvres nouvelles, le dénonciateur de la création est bien le principal responsable de la production, bon an mal an, de plusieurs centaines d'œuvres nouvelles qu'il faut bien jouer, commander, écouter... et dont fort peu feront une carrière brillante.

Dans ces conditions, plutôt que de laisser entendre aux compositeurs qu'on ne les paiera plus pour écrire des chefs-d'œuvre mort-nés, ne serait-il pas plus habile, lorsqu'un créateur envisage, par exemple, de composer une symphonie de quatre heures pour dix-sept clarinettes contrabasses, quinze hauts-contre, un violon et cinq ordinateurs 4 X, de lui dire avec beaucoup de délicatesse : « Cher monsieur, nous connaissons le beau projet qui vous prive actuellement d'une partie de vos nuits : que diriez-vous d'un séjour à nos frais dans une merveilleuse du Pacifique sud ? » Le pauvre compositeur accepterait, persuadé de pouvoir poursuivre libes, tout à loisir, sa chimère tyrannique ; mais, après quelques mois de délices antipodiques, il enverrait à diable les petites coteries parisiennes et, contemplant l'immensité de l'océan et le ciel étoilé au-dessus de sa tête, déciderait de consacrer le reste de sa vie à des occupations parfaitement futiles. Certains reviendraient, ou, faisant le piège, réinventeraient de partir, mais on ne pourrait pas accuser la direction de la musique, transformée en agence de voyages, de décourager les entreprises les plus extravagantes.

Au lieu de cela, et anticipant sur la publication, le 5 octobre prochain, aux éditions Flammarion, d'une étude de Pierre-Michel Menger (*Le Paradoxe du musicien*) qui, chiffres à l'appui, révélera tant d'un point de

GÉRARD CONDÉ.

THÉÂTRE

« LA MALIBRAN » AU FONTAINE

Un filet de voix

La Malibran était une reine, une diva en crinoline, la Callas du siècle dernier. Etant donné l'engouement actuel pour l'opéra, il fallait bien s'attendre que quelqu'un raconte sa vie, ses amours tapageuses, sa passion pour un violoniste dévoué, son enlèvement romantique par Lacenaire, sa mort en pleine gloire - elle avait vingt-huit ans.

Voilà qui est fait, au Théâtre Fontaine, dans le style des amours célèbres, avec anecdotes, potins, mondinés, vers de mirliton. Rien de bien important, juste de quoi fournir l'occasion de quelques airs fameux chantés par Sylvie Voyer-Valayre, qui s'est fait plutôt la tête de Callas. Sa voix est aigre, un peu frêle, mais comme l'orchestre se réduit à un piano, un violon, un violoncelle, ce n'est pas grave.

L'ennui, c'est l'accumulation de poncifs sans fantaisie au long de sketches dignes d'une revue à petit spectacle. L'auteur s'appelle Jacques Josselin, le metteur en scène Philippe Rondet. Les acteurs font des mines, singent le snobisme, changent de costumes et de perruques pour changer de personnages, courent pour faire croire qu'ils sont beaucoup. Ils se fatiguent pour rien. Article de luxe et de démesure, la diva d'opéra ne se laisse pas piéger par les gentillesse d'une fête de patronage.

COLETTE GODARD.

* Théâtre Fontaine - 20 h 30.

théâtre

Dieux en exil

« Accueillir les dieux en exil » est le titre d'un ouvrage de M. Maurice Fleuret à l'occasion des Rencontres internationales de La Rochelle pour faire le point sur les interventions de la direction de la musique dans le domaine de la recherche et de la création. Il a assorti sa conférence d'un dossier où l'on verra clairement que, sur ce chapitre, l'aide de l'Etat est passée de 6 millions et demi de francs en 1980 à 39 millions en 1983.

Véritable mine d'informations, ce dossier contient la liste des quelque quatre-vingts bénéficiaires, depuis quatre ans, de bourses de recherche et d'aide à la création, avec le montant de ces bourses, ainsi que la liste des commandes d'Etat pour la même période (plus de trois cents), avec les noms et les chiffres. Les noms des membres des comités consultatifs sont également indiqués, en sorte que, outre la notable augmentation du nombre des bourses et du prix moyen des commandes (25 900 francs en moyenne en 1983 contre 9 800 en 1981) et la diversification des genres, on peut apprécier en connaissance de cause le degré d'équité ou d'iniquité qui règne dans la répartition des deniers publics.

Ce dossier nous apprend aussi que pour faire face au poids budgétaire de l'IRCAM et de l'Ensemble Intercontemporain, la dotation des centres de recherche et de musique électro-acoustique est passée de 2 653 000 francs en 1980 à 20 000 000 de francs en 1983, ce qui a permis la création de nouveaux centres, auxquels il faut ajouter le nouveau centre de percussion de la Défense. Par ailleurs, l'accent a été mis sur le théâtre musical : ainsi, les compagnies spécialisées bénéficient désormais d'une ligne budgétaire autonome, qui est passée de 2 000 000 de francs en 1980 à 10 940 000 francs en 1983. En outre, les associations de création musicale sont maintenant vingt-cinq à être aidées pour leur fonctionnement, contre treize seulement en 1982. Enfin, les formations vouées à la création et à la diffusion de la musique contemporaine, au nombre de neuf en 1980, sont aujourd'hui dix à recevoir une subvention annuelle dont l'enveloppe globale est passée de 2 950 760 francs à 6 767 700 francs.

On ne pourra pas prétendre après cela que, dans le domaine de la création et de la recherche, tout va mal en France ou que rien ne va plus. Au contraire, ces mises placées sur le tapis vert de la grande loterie de l'Etat semblent dire, à l'adresse des compositeurs : « Messieurs, faites vos jeux ! »

L'AFFICHE DU CINÉMA

Le cinéaste Festival International de marionnettes de Lugano (Suisse) sera filmé du 10 au 18 septembre 1983. Organisé par Michel Potetti et son Théâtre Antoine-Artaud, cette manifestation accueillera dix-sept compagnies en provenance de huit pays différents. La France sera représentée par Jean-Loup Alevy et son Atelier 75, ainsi que par le jeune montreur d'ombres mariale Alain Le Boulanger. A noter parmi les autres invités le Théâtre de Wrocław et son Opéra de quat'zans, qui sera assisté pour la première fois en Europe occidentale ; le « plus petit théâtre de monde » de l'Autriche de Döbrowitz, et enfin, l'Autrichien Neville Truett, récent récipiendaire du Festival de Charleville-Mézières.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4387-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 857 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 185 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en capitales d'imprimerie.

MERCREDI

FRANCIS FORD COPPOLA

KOVANISQATSI

TRUPTIC
GODFREY REGGIO
Musique PHILIP GLASS - Image RUS FAIRKE
« VOUS N'AVEZ JAMAIS VU NI ENTENDU UN FILM PARER... PREMIÈRE »

La section culturelle du Festival International de marionnettes de Lugano (Suisse) sera filmée du 10 au 18 septembre 1983. Organisé par Michel Potetti et son Théâtre Antoine-Artaud, cette manifestation accueillera dix-sept compagnies en provenance de huit pays différents. La France sera représentée par Jean-Loup Alevy et son Atelier 75, ainsi que par le jeune montreur d'ombres mariale Alain Le Boulanger. A noter parmi les autres invités le Théâtre de Wrocław et son Opéra de quat'zans, qui sera assisté pour la première fois en Europe occidentale ; le « plus petit théâtre de monde » de l'Autriche de Döbrowitz, et enfin, l'Autrichien Neville Truett, récent récipiendaire du Festival de Charleville-Mézières.

La section culturelle du Festival International de marionnettes de Lugano (Suisse) sera filmée du 10 au 18 septembre 1983. Organisé par Michel Potetti et son Théâtre Antoine-Artaud, cette manifestation accueillera dix-sept compagnies en provenance de huit pays différents. La France sera représentée par Jean-Loup Alevy et son Atelier 75, ainsi que par le jeune montreur d'ombres mariale Alain Le Boulanger. A noter parmi les autres invités le Théâtre de Wrocław et son Opéra de quat'zans, qui sera assisté pour la première fois en Europe occidentale ; le « plus petit théâtre de monde » de l'Autriche de Döbrowitz, et enfin, l'Autrichien Neville Truett, récent récipiendaire du Festival de Charleville-Mézières.

COMMUNICATION

LES BUDGETS 1984 DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA PRESSE

La création épargnée par la rigueur ?

La création audiovisuelle ne devra pas être sacrifiée en 1984 malgré les mesures de restriction budgétaire décidées par le gouvernement. Ainsi en a décidé le premier ministre au terme d'une négociation-marathon avec le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication. M. Pierre Mauroy n'a accédé, mais que partiellement, à la requête de M. Georges Fillioud, qui avait souhaité un accroissement de 300 millions de francs, exclusivement consacré à la création, des crédits alloués par l'Etat aux sociétés de production de programmes du service public (le Monde du 7 mai). En fait, cette réduction exceptionnelle devait, sauf modification imposée par le Parlement lors du débat sur la loi de finances à l'automne, se répartir en plusieurs contributions distinctes.

Une tranche de 68,5 millions de francs sera consacrée à la poursuite de l'action de décentralisation engagée en 1982 ; un montant en réalité inférieur aux objectifs initiaux annoncés dans ce domaine (1). Sur les 231,5 millions de francs restants, 25 seront reversés aux professionnels du cinéma, 5 seront affectés à la recherche « nouvelles images » que conduit l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), enfin, 8,5 millions de francs seront attribués à la Société de commercialisation créée cette année. Restent, pour la création, 193,1 millions de francs qui seront à partager entre les chaînes de programmes. L'objectif est ainsi de susciter quelque deux cents heures de productions originales supplémentaires en 1984.

Mais la faiblesse du budget de fonctionnement des chaînes risque

de compromettre la réalisation de cet objectif. Au secrétariat d'Etat, on ne cache pas, d'autre part, sa crainte de voir disparaître ces fonds dans les labyrinthes financiers des chaînes comme de précédentes allocations à la création qui avaient été dévorées dans un passé récent vers d'autres emplois. Si les premiers efforts réalisés cette année par les chaînes pour présenter leurs comptes sous forme de « budgets fonctionnels » — comme l'a exigé M. Georges Fillioud — ne permettront pas encore de contrôler vraiment leurs dépenses, ils devraient cependant commencer à jeter un peu de lumière. « La répartition des aides tiendra aussi compte de la plus ou moins grande maîtrise des sociétés de programmes dans ce domaine », précise-t-on. Une attention particulière devrait d'autre part être portée sur le réemploi de ces aides, dont le gouvernement veut qu'elles bénéficient en premier lieu à la Société française de production (S.F.P.), jugée « en voie de redressement ». Des travaux pour un montant compris entre 120 et 150 millions devraient être commandés de manière que la totalité de ses capacités de production soient occupées et que la S.F.P. parvienne, en 1984, à équilibrer son budget.

Câbles et satellites

Au total, le montant global qui devrait être perçu par les services de la redevance s'élève à 6,266 milliards de francs. A celui-ci s'ajoutent les 2,612 milliards de recettes publicitaires des chaînes et 1,247 milliard de gains divers (Etat, collectivités locales, recettes commerciales). Soit en tout : 10,126 milliards de francs. Soit en progression de 8,5 % par rapport à 1983. Un taux inférieur aux années précédentes, qui porte la marque de la politique générale de limitation des dépenses observée cette année par les pouvoirs publics, mais doit permettre la reconduction des dépenses engagées en 1983.

En termes de budget de fonctionnement, les restrictions limiteront toutefois la progression globale des dépenses à 2,5 % en 1984, alors que les dépenses de personnels augmentent de 7,3 %, au-delà donc du taux auquel M. Jacques Delors espère limiter l'inflation. Le ralentissement général aura aussi des conséquences sur tous les postes du budget d'investissement qui concernent les « actions nouvelles ». Ainsi, les volets « Moyen-Orient » et « Asie » du plan d'expansion de Radio-France internationale (R.F.I.) seront mis « en sourdine » même si, globalement, celui-ci n'est pas remis en cause.

En résumé, pour l'essentiel des 892 millions de francs qui seront consacrés aux investissements (dont à Télédiffusion de France (T.D.F.) : 510 millions de francs pour l'entretien, le renouvellement de son réseau (la conversion des installations de la première chaîne noir et blanc pour Canal-Plus) et sa diversification, notamment le financement (220 millions de francs) du premier satellite du programme T.D.F. 1 qui en comporte trois.

Sur ce dernier projet, il se confirme en outre que l'Etat n'est pas décidé à investir dans la construction du deuxième satellite, sans lequel le programme ne peut devenir opérationnel. Son achèvement dépend donc plus que jamais des négociations engagées avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (C.L.T.) qui marquent le pas en ce moment.

Le plan-câble, en revanche, qui émerge pour l'essentiel au budget annexé des P.T.T., n'est pas oublié par celui de la communication. Une tranche de 71,5 millions de francs est prévue parmi les crédits affectés à T.D.F. pour l'implantation des premières « têtes de réseaux », c'est-à-dire la partie des équipements servant à relayer les émissions hertziennes qui seront diffusées sur les réseaux câblés.

Deux « actions nouvelles » apparaissent encore au chapitre des dépenses prévues pour 1984. Il s'agit, d'une part, d'un crédit de 9,5 millions de francs attribué aux émissions destinées à deux catégories de la population (les musulmans et les sourds et malentendants) ; d'autre part, d'un fonds de 10 millions de francs confié à l'INA pour la formation des journalistes de l'audiovisuel.

ERIC RONDE.

RÉSIDENTS - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, rue Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (03) 80.99.31 (F.R.A.J.M.)

Listes
de Mariage
AUX TROIS QUARTIERS

Lundi 22 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Cinéma : Bons baisers d'Athènes. Film américain de G.P. Cosmatos (1979), avec R. Moore, T. Salazar, D. Niven, C. Cardinale, E. Gault, S. Powers. En 1944, dans une île grecque, des prisonniers britanniques sont obligés de travailler à des fouilles archéologiques pour les nazis. La résistance locale va intervenir. Film de guerre affecté de toutes conventions d'une coproduction internationale. Son seul intérêt est la présence de David Niven, récemment décédé.
- 22 h 30 Journal (et à 23 h 20).
- 22 h 35 Championnats d'Europe de natation à Rome.
- 22 h 45 Le XIX^e siècle ou la peinture en liberté : Gros et Gérôme.
- Emission proposée par René Huyghe et Michel Droit. Un portraitiste au destin tragique, hôte des romantiques : Gros. Un des premiers artistes français à pratiquer la lithographie, l'auteur du célèbre Radeau de la Méduse : Gérôme.
- 23 h 45 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Soirée INA : Pleine lune. Une soirée imaginée, conçue et réalisée par l'INA, préparée par Th. Kuntzel et J. Prieur, avec Ph. Grandjean et P. Zucca. Une soirée exceptionnelle, entièrement préparée par l'INA, avec un feuilleton en neuf épisodes — qui sert de fil conducteur — et un magazine qui mêle d'extraordinaires documents télévisés de 1930, des films de Méliès, des interviews de Renoir, d'O. Welles, de Borghes aux toutes dernières « nouvelles images » fabriquées par ordinateur. Un grand voyage à travers l'image, une traversée en plusieurs dimensions, entre Terre et Lune. A ne pas manquer.
- 23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Film : La Bataille du rail. Film français de R. Clément (1945), avec T. Laurent, L. Desgagnés, R. Leroy, J. Ranzana et le personnel de la S.N.C.F. (N. rediffusion). L'organisation de la Résistance des cheminots, sous

l'occupation allemande et, après le débarquement allié, l'attaque et la destruction d'un train blindé envoyé en Normandie. Une reconstitution historique admirablement mise en scène. L'héroïsme passe par la simple vérité humaine. Premier grand film de René Clément, qui honora le cinéma français de l'immédiat après-guerre.

Changez de pot en 30 minutes
60 centimes en France
POT. 32.32
MIDAS

- 22 h 20 Journal.
- 22 h 20 Magazine : Thalassa. De G. Perceval. Le triangle d'ébène. L'histoire de ce grand « triangle » qui, de Nantes aux Antilles en passant par Dakar, a instauré le plus odieux des commerces, celui de l'homme noir.
- 22 h 50 « Prélude à la nuit. Le Châmage, de Y. Prin, spectacle de la Péniche-Opéra.

FRANCE-CULTURE

- 21 h, Les cinéastes du documentaire : un compagnon du Tour de France.
- 22 h, Un rêve de mots, Gaston Bachard : la poésie et les éléments (l'été).
- 22 h 30, Les Mercenaires, par la R.T.B.F. ; Jean Tinguely : la sculpture dans tous ses états, par la Radio suisse romande.
- 23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

- 19 h 30, Concert (donné le 21 août 1983 aux Grosses Fêtes de Salzbourg) : Concerto pour piano et orchestre n° 3, de Prokofiev ; Symphonie n° 7, de L. van Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. S. Ozawa, sol. : A. Weissenberg, piano.
- 20 h 45, Fréquence de nuit, feuilleton : Wilhelm Backhaus : œuvres de Schubert, Schumann, Brahms, Liszt.
- 22 h 30, Le tour du monde en trente-cinq rêves : les survivances africaines en Amérique latine.

Mardi 23 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h Vision plus.
- 12 h 30 Le bar de l'été.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Série : Sloane, agent spécial.
- 16 h 30 Croque-vacances.
- 18 h Le rendez-vous.
- 18 h 10 Revoyr : Histoire de l'aviation. Le ciel en fête.
- 18 h 15 Méthéorologie.
- 18 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Super-défi.
- 19 h 45 Jeu : Marions-les.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Mardivertissement : Gala consécration Midem 83. Avec Chapin Trick, Nicole, Gishschool.
- 21 h 35 Journal (et à 23 h 40).
- 21 h 45 Championnats d'Europe de natation à Rome.
- 21 h 55 Ciné soir : Deux hommes en fuite. Film anglais de J. Losey (1969), avec R. Shaw, M. McDowell, P. Brown, H. Woolf, A. Bradford, C. Malcom. Deux hommes, d'âges différents, doivent faire ensemble sur un long parcours. Ils sont traqués par un hélicoptère et, dans la grande commu, leurs relations deviennent ambiguës. Etude de comportement, conduisant à un apologue sur les forces d'oppression du monde moderne et la liberté individuelle. Losey rencontre beaucoup de difficultés au cours du tournage ; de ce fait, le film est resté schématique malgré quelques beaux moments de mise en scène.
- 23 h 55 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Pastime 45.
- Avec Irène Cara, David Bowie, Police...
- 12 h 30 Série : Les amours des années grises.
- 13 h 30 Série : Le Virginien.
- 14 h 45 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 45 Dessin animé : Tom et Jerry.
- 18 h 55 Sports éds.
- Natation : Championnats d'Europe à Rome ; rugby : Nouvelle-Zélande-Lions.
- 18 h Récit A2.
- 18 h 40 Flash info.
- 18 h 50 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Film : Ah ! les belles bacchantes ! Film français de J. Loubignac (1954), avec R. Dhéry, C. Brosset, R. Bussièr, R. Luguet, J. Maillan, L. de Funès (rediffusion). Un commissaire de police, une danseuse débutante, un plombier et 40 femmes, poursuivent la répétition d'une revue de music-hall. Médicore : mise en film d'un spectacle burlesque, façon « Branquignol », créé au théâtre par Robert Dhéry et sa troupe.
- 22 h 10 En souvenir de Max-Pol Fouchet : Van Gogh. L'arrivée de Vincent Van Gogh à Paris, sa rencontre avec l'impressionnisme. Paris, la Provence...
- 23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Pour les jeunes. Trois peines fautes : La nature aide la nature.
- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 La dernière séance. Émission d'E. Mitchell et G. Jourdain. A 20 h 40, Dessin animé : Bugs Bunny ; à 22 h 45, Tex Avery et réclames de l'époque.
- 20 h 50 Premier film : Marqué par la haine. Film américain de R. Wise (1956), avec P. Newman.

P. Angeli, E. Sloane, E. Heckart, S. Mineo, H.-J. Stone (N., rediffusion). Un jeune homme d'origine italienne, né dans un quartier de New-York, devient un boxeur célèbre après avoir connu les maux de la délinquance. C'est la biographie du champion de boxe Rocky Graziano dans un contexte social remarquablement décrit. La réalisation est à la mesure d'une vie dramatique et violente, et Paul Newman s'est passionné pour son personnage.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Colportages.
- 8 h, La vie animale en péril : le zoo de Bâle.
- 8 h 32, Les mathématiques de France-Culture : à 9 h 7, Voyages sans visa : l'Argentine ; à 10 h, Redécouvrir Villon ; à 10 h 15, les pièces de Paris.
- 11 h 2, Musique : Festival annuel de Paris. Journée Erik Satie (et à 14 h, 17 h 30 et 22 h).
- 12 h, Les parlers régionaux.
- 12 h 45, Panorama.
- 13 h 30, Feuilleton : le Mystère de la chambre jaune.
- 15 h, Flashnet au travail.
- 15 h 30, Un saint devant toi.
- 16 h, Dans l'Empire et dans Rome : les premiers chrétiens.
- 17 h 2, Les éditeurs associés.
- 18 h 30, Extraits avec... P. Soupeit.
- 19 h 20, Agone : Afrique noire.
- 19 h 50, La vallée aux loups : R. Vivien.
- 20 h, La chanson de l'oiseau : Enzo-Unit, Inde, Népal, Australie.
- 21 h, Les cinéastes du documentaire : un compagnon du tour de France.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musique de nuit.
- 8 h, Le Journal de nuit.
- 8 h 15, Autour de... la 7^e Symphonie de Mahler ; œuvres de Mozart, Schubert, Mahler, Tchaïkovski.
- 12 h, Archives lyriques : Bellini, Verdi.
- 12 h 35, Jazz : Erroll Garner.
- 13 h, Avis de recherche.
- 14 h 4, Chansons de son stéréo : œuvres de Nicolas, Clément, Chavez.
- 17 h 5, Répères contemporains : Claire Schapira.
- 18 h, Jazz : Miles Davis.
- 18 h 30, Pièces choisies.
- 20 h 30, Concert (donné le 7 août 1983 aux Grosses Fêtes de Salzbourg) : Symphonie n° 6, de Schubert, Stabat mater de Rossini, par l'Orchestre philharmonique de Vienne et les chœurs du Wiener Staatsoper, dir. R. Muti ; sol. : J. Norrman, soprano, F. Ariza, ténor, A. Baliza, mezzo, S. Estes, baryton.
- 22 h 15, Fréquence de nuit : Le tour du monde en trente-cinq rêves : quelques Africains.

**M. MITTERRAND INVITÉ DE TF 1
LE MERCREDI 14 SEPTEMBRE**

M. François Mitterrand, président de la République, sera l'invité de l'émission « Enjeu spécial » de François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weiller sur TF 1 le mercredi 14 septembre à 20 h 35. Les dernières interventions importantes de M. Mitterrand sur les grands médias audiovisuels remontent au 29 juin (Europe 1) et au 8 juin (Antenne 2).

PRESSE : en attendant le « statut »

Ce n'est pas encore cette fois que sera reconstruite la presse d'été : la presse de l'été de journaux en faveur du statut qui semble avoir été effacée, comme pour l'élaboration d'un « statut de la presse », sans cesse reporté (le Monde daté 5-6 juin). L'ensemble du dispositif est donc à nouveau reconstruit dans ses grandes lignes. Ainsi l'article 39 bis du code général des impôts, qui permet à certains professionnels de soustraire à l'impôt une part de leurs bénéfices à condition d'investir, restera selon toute vraisemblance en vigueur. (1).

Le fonds d'aide à l'exportation connaîtrait une forte augmentation : 56 %, passant de 14 millions de francs en 1983 à 22 millions l'an prochain. Le fonds d'aide aux quotidiens nationaux à faibles ressources publicitaires est reconstruit, lui aussi, mais avec une progression de son budget de 6,5 % seulement (2). En outre, il est très probable que les taux de T.V.A. applicables aux quotidiens (2,1 %) et aux hebdomadaires d'information politique (4 %) soient maintenus ; il est même envisagé que ce der-

nier soit étendu aux manuels répondant aux mêmes critères.

Quant aux crédits destinés à l'Agence France-Presse — qui se traduit par des abonnements en faveur des administrations publiques —, ils devraient être en progression de 14 %. Cette aide accrue est liée au plan de modernisation de l'agence, qui a fait l'objet de négociations avec l'Etat.

(1) Le montant exact du bénéfice que retire globalement la presse de l'application du « 39 bis » est évalué différemment d'une administration à l'autre. Au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, on estime cette somme à environ 190 millions de francs en 1983 ; les services du ministère des finances la situent plutôt au voisinage de 270 millions.

(2) Cette aide, accordée aux quotidiens nationaux dont la diffusion ne dépasse pas cent cinquante mille exemplaires et dont la publicité n'excède pas 25 % des recettes (en 1983 : la Croix, Libération, l'Humanité et le journal d'extrême-droite Présent, pour un total de 11 millions), pourrait être étendue aux quotidiens de province.

APRÈS LA SAISIE DE SEPT RADIOS LOCALES A PARIS

Un « comité de vigilance » dénonce « la Saint-Barthélemy de la bande F.M. »

Ebullition dans le petit monde des radios locales privées parisiennes. Après la saisie coup sur coup du matériel d'émission de Carbone-14 et de six autres radios, samedi 20 août (le Monde daté 21-22 août), réunions et déclarations se multiplient.

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a commenté à Antoine 2 l'opération de saisie par les policiers. « L'espace hertzien est restreint », a-t-il notamment déclaré. « Lorsqu'un avion possède 145 places, il n'y a pas place pour 150 ou 160 passagers. » Selon M. Fillioud, le désordre qui règne actuellement sur la bande FM parisienne porte préjudice aux stations de Radio-France et aux fréquences réservées à l'armée et à la navigation aérienne ; il ne permet pas non plus un confort d'écoute suffisant pour les autres radios locales. Toutefois, le secrétaire d'Etat a estimé que la radio n'est pas « un univers figé ».

« Si, dans l'avenir, certaines fréquences deviennent disponibles, il y aura de la place pour d'autres radios. »

Parmi les radios saisies, Lumière-101 (catholiques intégristes) a indiqué avoir déposé un recours auprès du tribunal administratif contre la décision de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle de ne pas l'autoriser. Un comité de défense de la radio libanaise. La voix du cône, estime, dans un communiqué, que « struffer cette radio, c'est assassiner Béchar Gemayel et sa deuxième fois, c'est participer au

complot ourdi contre le Liban ». Le R.P.R., de son côté, dénonce le « mauvais coup porté contre l'unité de la France et du Liban » et demande « qu'une enquête soit ordonnée » pour connaître et sanctionner les responsables du « vandalisme » commis lors de la saisie de la radio.

Cinq plaintes restent déposées contre des radios non autorisées : Jet, Voca, Mouvement, Liberté et F.F.I. Radio-Jet a annoncé qu'elle cessait d'émettre ; sa fréquence (101,8) va pouvoir être occupée par Radio-Classique. Radio-Voca, la voix des Caraïbes, veut au contraire résister jusqu'au bout, les armes à la main s'il le faut. « Si la radio est attaquée, déclare M. Georges Faisans, son animateur, chaque auditeur doit se transformer en soldat. Nous frapperons l'Etat colonialiste n'importe où. La radio indépendantiste antillaise, qui a déjà organisé plusieurs manifestations de soutien, ne veut pas se regrouper avec d'autres fréquences « outre-mer » ; si on l'expulse d'Europe, tout finira dans un bain de sang », a encore déclaré M. Faisans. Radio-Show, radio non autorisée, a annoncé, au contraire, qu'elle arrêterait ses émissions pour rentrer dans la légalité.

A l'initiative du Comité riposte, une vingtaine de radios, la plupart non autorisées, ont créé samedi un Comité de vigilance. Dans un communiqué, les participants déclarent « prendre acte de la Saint-Barthélemy de la bande F.M. organisée par M. Fillioud » et s'organisent pour continuer à émettre.

DES MINES A

UNE MATIÈRE TRÈS PRÉCIEUSE

la « cheminée bleue »

Une « cheminée bleue »

Le Monde ECONOMIE

**MATIERES
PREMIERES**

DES MINES AUX VITRINES DE DIAMANTS

La récolte des pierres de feu

UNE MATIÈRE TRÈS PRÉCIEUSE

APRÈS le scoutchouc, le Monde consacre au diamant sa deuxième enquête sur les matières premières. Ce récit sera publié en deux épisodes : le premier évoque la naissance de la pierre dans les mines d'Afrique du Sud sous le contrôle du puissant groupe De Beers, son voyage à Londres, ses transformations à Anvers ou à Tel-Aviv ; le second, qui sera publié dans les éditions du 30 août, traitera du retour des Indiens dans l'histoire du diamant, de son apparition dans les vitrines des joailliers, ainsi que de sa valeur de placement ou de spéculation.

La plus brillante et la plus dure de toutes les pierres précieuses a, de longue date, suscité les convoitises et provoqué les scandales. Le plus récent en France est survenu avec le dépôt de bilan, début juillet, d'une officine de placement, l'Union de diamantaires. Il n'y a pas que les « grands » à être attirés par ce caillou, la hausse des cours à la fin des années 70 ayant, de surcroît, éveillé bien des espoirs de gain chez les petits épargnants. Mais, avec cet enfant du carbone, on danse souvent sur un volcan.

Une colline rasée et même déracinée, la mer repoussée : pour sa récolte le diamant pousse volontiers à la démesure. Et les acheteurs de la place Vendôme paraissent bien loin des mineurs qui creusent à près de 1 000 mètres sous terre. Dans ce grand jeu peu brillant, le plupart des États, notamment l'U.R.S.S., et aussi la Chine, traitent avec la firme sud-africaine, qui contrôle 40 % de la production (17,5 millions de carats sur 44 millions) et 80 % de la commercialisation mondiale des pierres.

Joyau théâtral - avec son eau et ses rivières, - le diamant (sans oublier son rôle dans l'industrie, où il est en concurrence avec la pierre synthétique) a créé des fortunes, provoqué des drames, intéressé les princes. Il chemine les maharajahs dans cette Inde qui en fut le seul grand producteur jusqu'au début du dix-huitième siècle, avant de céder la place au Brésil, puis, depuis la fin du dix-neuvième siècle, à l'Afrique ; il conserve son pouvoir de fascination. Garde-t-il cet éclat cruel, dont parlait Kipling ?

MICHEL BOYER.

Enfantée dans la douleur brûlante des tréfonds terrestres, incubée des millions d'années dans un magma globuleux et incandescent, la « pierre de feu » est le fruit naturel des volcans. C'est là, à des profondeurs abyssales de plus de 100 kilomètres, chauffés à 2 000 degrés, que les atomes de carbone pur sont constitués et se sont enchevêtrés, puis cristallisés sous des pressions de 70 000 kgs par centimètre carré. Les gestations immémorables de la planète, les déluges, les bouleversements et l'érosion ont fait le reste.

Certains diamants sont remontés à la surface de la terre, crachés au ciel par les volcans en furie et disséminés ensuite dans les rivières, et sur les bords de mer. Ceux-là appartiennent à la catégorie des diamants alluvionnaires. D'autres n'ont fait qu'une partie du voyage et sont restés prisonniers, au sein des grottes, dans une terre jaunâtre condensée par les géologues comme le gîte « secondaire » du diamant.

Le gîte « primaire », c'est évidemment le volcan lui-même, ou plutôt les montées de laves refroidies et solidifiées, au fil des millénaires, en larges cônes plus ou moins cylindriques. Ces cônes géants de rocaillie grisâtre, qui succèdent aux éruptions de feu antédiluviennes, sont devenues pour les mineurs du monde entier les « cheminées bleues ». Pour les géologues, c'est tout simplement de la kimberlite, puisque c'est ici, à Kimberley, qu'on repéra initialement les trésors qu'elle contenait.

Aujourd'hui comme hier, il y a diverses méthodes pour récolter, adaptées aux différents gisements diamantifères. L'une consiste à ratisser méthodiquement le lit des rivières, et c'est ainsi que s'échinent encore tous les jours, au détour des bras allongés du fleuve Orange, les der-

niers petits prospecteurs éparpillés par la minime des grosses sociétés sur les concessions riches. Ils sont quelques dizaines tout au plus.

Les moins pauvres d'entre eux ont joint leurs forces et constitué de petits syndicats d'exploitation qui leur permettent de s'attaquer aux berges et de creuser les lits. Ils sont les héritiers directs de la « grande ruée » de 1870, les survivants, en voie de disparition, d'une époque folle où des milliers d'aventuriers, de toutes origines, abandonnèrent carrières, et parfois familles, pour se jeter sur la ruée de Kimberley. « Ils sont de la race des joueurs », déclare un dirigeant local de la De Beers, des parieurs qui, sauf trouvaille miraculeuse, parviennent tout juste à boucler leurs fins de mois.

Les temps ont en effet changé. Les diamants alluvionnaires, les

seuls exploitables, ici, avec de petits moyens, font aujourd'hui la fortune de ceux qui l'ont déjà. Sur les sept grandes concentrations repérées en Afrique australe, quatre sont dans le sud de la Namibie, territoire toujours contrôlé par Pretoria, et trois en Afrique du Sud même. Toutes sont exploitées par l'empire De Beers et ses filiales.

La région interdite

Les dépôts les plus riches sont disséminés le long de la côte namibienne, sur environ 600 km de long, de l'estuaire de l'Orange jusqu'au port naturel de Swakopmund, à 30 km au sud de Walvis-Bay. Toute la bande côtière, sur une largeur d'environ 100 km, est réservée à l'exploitation du diamant. Dès la fin du siècle dernier, l'administration

coloniale allemande du territoire en avait fait la *Spergebiet*, la « région interdite ».

Consolidated Diamond Mines (C.D.M.), la mine dotée des filiales de De Beers, racheta la concession quand l'Afrique du Sud mit l'armée du Kaiser en déroute et s'empara du pays en 1915. Depuis, le champ diamantifère - 60 000 km² de désert, 9 % du territoire namibien, c'est-à-dire l'équivalent de deux Beligues - est resté « zone interdite ». Des patrouilles motorisées, hélicoptérisées et armées jusqu'aux dents parcourent la poussière jour et nuit et tiennent les intrus à distance.

Les sujets du royaume de la Consolidated sont des gardes, des ouvriers et des mineurs, cinq mille personnes au total. Les diamants, 2 millions de carats chaque année, y sont récoltés selon la méthode des vieux prospecteurs, mais avec force bulldozers, pelleteuses géantes et autres monstres mécaniques. Les dépôts, on l'a vu, ne datent pas d'hier, et c'est sous les sables, à une vingtaine de mètres sous le niveau de l'Atlantique, qu'il faut aller les cueillir.

Soixante millions de tonnes de sable sont extraites chaque année. C'est en effet la plage du désert, vieille d'un million d'années et fossilisée, qui intéresse les mineurs. Et c'est là, après avoir convenablement épousseté les roches mises à jour à l'aide d'insignifiants petits bails pour y récupérer le butin le plus minime, que commence le vrai travail : récupération du minéral, broyage et, finalement, tri.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 12.)

Carat, caroube

Le poids des diamants est mesuré en carat, l'équivalent de 0,20 gramme.

Selon le Dictionnaire universel du XX^e siècle (Larousse), carat ou karat vient du grec karation, tiers d'obole et primitivement grain de caroube. La racine est karas, corne, à cause de la forme des caroubes.

D'après d'autres, ce mot viendrait du nom de la fève d'une espèce d'érythrine du pays des Shengallais, en Afrique, contrée où se fait un grand commerce d'or. Ce terme est appelé karas ce qui veut dire « pierre » ou « qu'il porte des fleurs et des fruits de couleur rouge feu. Les semences sèches de ces fruits ont de temps immémorial servi pour

peser l'or. Ces fèves ont ensuite été transportées en Inde où on les a employées, dans les premiers temps, à peser les diamants.

Dans les deux cas le mot karat désigne une graine de légumineuse. Il est remarquable que chacune de ces graines ait servi d'unité de poids chez les Grecs anciens pour le karation, chez une peuplade africaine pour le karas.

Selon le Dictionnaire de la langue française de Paul Robert, karat (un terme employé vers le quatorzième siècle) est emprunté à l'italien carato, du grec karation, par l'arabe - karât, petit poids.

DE BEERS

La « cheminée bleue » de l'empire

Tout commença à Kimberley, en 1866, dans ce coin perdu et désolé de la province du Cap. Ici naquit la De Beers, le plus puissant empire mondial du diamant. Ici se nouèrent les drames et les intrigues sur lesquels s'édifièrent des fortunes colossales. Ici furent développées et portées à leur apogée les techniques qui permettent d'arracher aujourd'hui des entrailles de la terre 9 tonnes de diamants chaque année.

Ce sont les « fleurs scintillantes » de Kimberley qui, en faisant la fortune d'un fils de vicar américain nommé Rhodes, ont autorisé la conquête blanche des « terres du Nord », baptisées plus tard Rhodesie, puis Zimbabwe. Et ce sont elles encore qui ont déversé sur l'Afrique du Sud les fabuleuses masses de capitaux nécessaires à l'extraction de l'or et à l'industrialisation du pays. Le diamant n'est pas né en Afrique du Sud ; mais, sans lui, le pays de l'apartheid ne serait probablement pas ce qu'il est aujourd'hui. Pour le pire et le meilleur...

Doit-on dire que l'histoire de Kimberley se confond avec celle de De Beers, ou l'inverse ? L'empire et la petite ville ont grandi ensemble ; mais la ferme des frères De Beers, elle, était là bien avant l'un et l'autre. Cette petite ferme, les deux paysans l'avaient achetée dix ans plus tôt pour 50 livres sterling. En 1871, ils la vendirent mille deux cent fois plus cher à un syndicat de chercheurs de diamants !

Un soir de la même année, une équipe de prospecteurs enrôlés expédièrent leur cuisinier, un métis nommé Essi Damon, cuever son excès de mauvais vin sur une colline voisine. L'histoire dit que le métis revint au petit matin avec une bonne gueule de bois et une poignée de diamants ramassés sur les pentes. Ce fut la ruée ! Dans la frénésie, la colline fut d'abord entièrement rasée, puis littéralement déracinée.

Un siècle plus tard, après avoir été fermée quarante-cinq ans, la « cheminée bleue » libère encore cent trente mille carats par an, arrachés à 750 mètres de fond. C'est de cette insaisissable manne qu'émergent peu à peu l'empire De Beers. A l'origine, un jeune gentleman anglais, austère et fragile, à qui le climat londonien ne convenait plus, Cecil Rhodes, débarque en Afrique du Sud en 1870 à l'âge de dix-sept ans. Quinze printemps plus tard, après avoir racheté une à une les concessions délaissées par les petits prospecteurs, fatigués et découragés par

la chute des prix du diamant sur les marchés, il était devenu président de la De Beers Mining Company.

Cecil Rhodes devint encore premier ministre du Cap, avant l'unification des quinze provinces. Il travaillait certes pour lui, mais aussi pour la grandeur de l'Empire britannique, sa passion. Son rêve était de faire du continent africain, « du Caire au Cap », aimait-il à répéter, le joyau de la couronne. Pour cela, il lui fallait évidemment devenir riche, immensément riche. Et il le devint.

A la fin de sa vie, Sir Cecil contrôlait l'ensemble de la production sud-africaine et une bonne part des réseaux mondiaux de distribution de diamant.

En 1983, De Beers contrôle la quasi-totalité de la production du sous-continent austral - 17,5 millions de carats, dont 55 % en République sud-africaine (1), - à la monopole international de la distribution, possède trois fabriques de diamants synthétiques, et... bien d'autres choses encore.

Une nébuleuse

La plus belle bataille financière, celle qui fit passer sa société de l'enfance à l'adolescence, Cecil Rhodes la remporta, un siècle plus tôt, sur un adversaire presque aussi rusé que lui, Isaac Barnett, répertorié dans l'histoire du diamant sous le pseudonyme de Barnato, avait fait fortune et pris le contrôle d'une mine, la Kimberley Mine, à peu près selon le même schéma que Rhodes. Cette mine, le dernier de la région à résister, il l'eut. Avec le soutien amical et puissant des Rothschild de Londres (aujourd'hui actionnaires importants de l'empire), Cecil Rhodes déboursa, *rubis* sur l'ongle, 5 338 650 livres sterling en juillet 1889. Après avoir refusé des années, Barnato empocha le chèque, aujourd'hui encadré sous son portrait dans la salle de conseil de De Beers, et fut bombardé gouverneur à vie au conseil du trust.

Ernest Oppenheimer occupa le fauteuil présidentiel après la mort de Rhodes. Cet émigré allemand

Cette enquête a été réalisée en Afrique du Sud par Patrice Claude, en Grande-Bretagne par André Dessot, en Belgique par Philippe Lemaître, en Israël par Francis Cornu, en Inde par Kim Gordon Blais et en France par Serge Marri et Alphonse Thadée.

avait eu assez de flair pour miser sur la richesse des dépôts alluvionnaires de Namibie, alors désignés par la De Beers Mining. Il y joignit tout sa fortune et fut bientôt en mesure de créer en 1917 - avec des capitaux en partie américains - l'Anglo American Corporation, de nos jours maison-mère tout en étant filiale, à 38 %, de la De Beers.

Celui qui devint Sir Ernest aimait bien les participations croisées, et son fils Harry, qui lui succéda jusqu'en 1982 (àgé de soixante-quinze ans, il reste à la tête de la De Beers, ayant cédé la présidence de l'Anglo - or, uranium, charbon - à Gavin Kelly), ne les dédaigna pas. Depuis leur réunion en 1929 les deux groupes forment une nébuleuse qui pèse 15 milliards de dollars et leurs liens financiers sont tellement imbriqués qu'on ne sait trop qui dirige quoi.

Grâce au seul diamant, le trésor de Pretoria s'enrichit en tout cas chaque année d'environ 160 millions de francs de taxes prélevées sur les profits sud-africains de De Beers. Au Botswana, les profits et taxes tirés des trois mines du pays, contrôlées à 50 % par l'Etat et 50 % par De Beers, représentent un bon quart des ressources nationales. D'ici trois ou quatre ans, l'ancien Bechuanaland pourra même ravir à Moscou le titre de premier producteur mondial de pierres, tous types confondus.

En revanche, la seule mine du Lesotho, exploitée par De Beers, a été fermée cette année pour cause de non-rentabilité. En Angola, la production atteindrait 2 millions de carats par an (dont une bonne moitié d'industriels), mais la plus grande part des gisements sont situés en territoire contrôlé par les rebelles de l'UNITA. De l'aveu même du général Savimbi, chef suprême des forces antigouvernementales, l'UNITA tire une partie de ses ressources de la vente de pierres en contrebande.

Ce ne serait certes pas la première fois qu'une guerre sera perdue ou gagnée à cause du diamant.

P. C.

(1) Il existe en Afrique du Sud moins d'une dizaine de petites sociétés minières qui exploitent des concessions hors du contrôle de De Beers. Mais leur production annuelle cumulée n'atteint pas 3,5 % de celle du groupe Oppenheimer. L'Etat lui-même est, par ailleurs, propriétaire d'un gisement alluvionnaire dans le Namaqualand ; mais sa production est infime.

La forteresse aux gemmes

17 Charterhouse Street, Londres : un immeuble se dresse mi-granit, mi-pierre de taille, presque juché au sommet de Saffron Hill, la colline de Safran. Il est imposant et austère. Point de porche à la mesure de l'édifice, seulement une porte à double battant, de taille classique, encadrée de cuivre et à croisillons discrets. Ici et là, quelques fenêtres que l'on soupçonne soigneusement défendues contre toute intrusion.

L'immeuble, il est vrai, n'est pas ordinaire. C'est une sorte de Fort Knox, mais, au lieu d'or, ses flancs recèlent une fortune en diamants. Il abrite des bureaux de la De Beers, groupe aux ramifications tentaculaires, et, notamment, le siège du plus gigantesque organisme de vente au monde de diamants, le Central Selling Organization (C.S.O.) : De Beers, C.S.O., c'est la même chose.

La C.S.O. fut portée sur les fonts baptismaux en 1934. Désormais, la De Beers était en possession d'un instrument lui permettant, avec la découverte de nouveaux et de nombreux gisements, de canaliser à son gré la consommation et d'éviter ainsi le retour aux terribles convulsions qui avaient dangereusement ébranlé les marchés. Depuis lors, la De Beers et la C.S.O. sont devenues de véritables forteresses. Le groupe minier est le numéro un mondial du diamant (40 % des pierres extraites sur le globe). Avec une part de marché supérieure à 85 %, la C.S.O. exerce un indiscutable monopole.

L'organisation ne se borne pas à commercialiser les seuls diamants bruts extraits des gisements de sa maison mère et les diamants synthétiques destinés à l'industrie, fabriqués par une filiale installée à Shannon, en Irlande. La plupart des pays mineurs, - ils sont dix-sept au total (1) - d'Afrique, d'Amérique, d'Océanie (Australie essentiellement) et d'ailleurs lui confient le soin de vendre les pierres provenant de leurs mines. Même l'U.R.S.S. a recours à ses services.

On ne quitte pas la C.S.O. Une fois acquies, l'adhésion est éternelle. Le Zaire, numéro deux du diamant industriel (2), en a fait l'expérience : il avait cru pouvoir, en 1981, reprendre sa liberté et il a rejoint très vite le bercail. L'immeuble londonien de la C.S.O. est devenu la véritable table tournante du monde pour les diamants qui y viennent, qui en repartent ou qui y restent. Car la C.S.O., c'est l'une des richesses - et non la moindre - constituée des réserves quand les temps sont difficiles (pour éviter un effondrement des cours) et déstocke en période d'abondance. Et ces stocks, serrés quelque part dans des chambres fortes, sont considérables : à la

fin de 1982, ils étaient évalués à 1 705 millions de dollars (11,4 milliards de francs).

Mais la C.S.O. a aussi un écrien parfois ouvert aux visiteurs de marque : sa salle d'exposition. Ecrin ou coffre-fort ? L'un ne saurait trop dire... Même si tous les plus beaux joyaux de la terre ne sont pas réunis là, ceux offerts à la gourmandise de l'œil valent déjà bien le déplacement. Le clou en est un présentoir vertical translucide de 25 centimètres sur 25 centimètres environ, sur lequel sont sertis, sous forme de croix à quinze branches, les diamants de couleur les plus rares du monde (vert, bleu, rouge, ocre, rose,

jaune, avec tous les dégradés). Ils sont cent cinquante en tout, ainsi mis en valeur par un éclairage intérieur.

ANDRÉ DESSOT.

(Lire la suite page 12.)

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Enseignement supérieur organisé en alternance avec les entreprises

2^e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

2 années d'études supérieures à plein temps dont 7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, Licence ou 2 ans de Prépa.

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

18 mois d'études supérieures à plein temps dont 7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrises...) et à des jeunes cadres.

Dernière session de recrutement : 16 septembre 1983

✂

Nom _____

Age _____

Diplôme _____

Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée pour le ... Cycle de _____

IGS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

IGS, 63, Avenue de Villiers
75017 PARIS

Etablissement privé d'enseignement supérieur

DES MINES AUX VITRINES DE DIAMANTS

Mineurs blancs et misère noire

A 3 kilomètres de Kimberley, juste derrière le « grand trou » et ses touristes diamantiers, se répand, lamentable et triste, le « Soweto » de la capitale internationale du diamant. On sait qu'on s'approche de Galashawe quand l'asphalte disparaît sous les pieds et fait place à une piste poussiéreuse et défoncée. Le diamant, auquel les indiens du quinzième siècle prêtaient des vertus magiques, n'a pas fait reculer l'hydre de l'apartheid.

Elle est là, symbolisée par ces 75 000 citoyens noirs, entassés dans d'affreuses petites maisons alignées au cordeau, comme à Soweto ou dans les corons de l'ère industrielle à sa naissance. Le tiers des résidents de la township réservée aux noirs « habitent des taudis aux vieilles toiles et aux planches pourries. En comparaison, les 3 000 privilégiés du quartier d'Ippopeng — en langue tswana « aide-toi » — vivent comme des rois.

Des rois pauvres, certes, mais les déshérités de Galashawe donnent beaucoup de ce qu'ils n'ont pas pour donner une seule nuit dans ces « vraies maisons ». Cependant, entre pas qui veut à Ippopeng, plus connu dans le ghetto sous le nom de « De Beers black city ». Seul un huitième à peine des 32 500 mineurs noirs de la région vivent là, à des prix avantageux, avec leurs familles. Les autres sont parqués dans des « dortoirs » s'ils sont « migrants », ou entassés dans Galashawe.

Les maisons d'Ippopeng, construites par l'empire du diamant, sont petites mais confortables et munies de toutes les commodités des plus décentes. Dans la plupart des cas, en effet, les migrants sont d'ex-Sud-Africains auxquels l'apartheid a retiré la citoyenneté et attribué, de force, celle d'un bantoustan, une réserve de main-d'œuvre à bon marché, décriée « nation indépendante » par Pretoria.

Ces gens — 45 % du personnel sud-africain de De Beers — ne peuvent être employés que sur contrat

encore ce qu'il y a de moins éloigné de la justice.

Le salaire minimum, pour un travailleur noir non qualifié du groupe, est de 257 rands par mois (1 rand = 7 francs). « Toutefois avec les primes et les heures supplémentaires, précise le rapport annuel de l'empire, leur revenu moyen s'élève à 402 rands ». Ce salaire est bas en comparaison de celui des Blancs (quatre fois plus en moyenne, mais aucun d'eux n'est classé « non qualifié ») ; il est pourtant envié par bica d'autres ouvriers et mineurs noirs du pays.

Officiellement chez De Beers il n'y a pas de ségrégation raciale. Dites, pour être honnête, qu'elle ne borne aux exigences des coutumes, au respect de la législation en vigueur et aux limites imposées par le syndicalisme blanc. C'est ainsi que, à Kimberley, les mineurs et les cadres de souche européenne « préfèrent vivre à part, avec leurs familles dans de beaux quartiers pavillonnaires tous par le groupe. Et c'est ainsi que les 10 000 travailleurs noirs migrants employés par De Beers en Afrique du Sud et en Namibie, « doivent » cohabiter, en célibataires dans de vastes dortoirs — les Sud-Africains disent des *hostels* — à la lisière des mines.

Des contrats de sept mois

Harry Oppenheimer a souvent dit son opposition au système des « migrants », mais la loi est la loi, et la loi, en l'occurrence, avantage incontestablement les sociétés minières. Dans la plupart des cas, en effet, les migrants sont d'ex-Sud-Africains auxquels l'apartheid a retiré la citoyenneté et attribué, de force, celle d'un bantoustan, une réserve de main-d'œuvre à bon marché, décriée « nation indépendante » par Pretoria.

Ces gens — 45 % du personnel sud-africain de De Beers — ne peuvent être employés que sur contrat

de sept mois, renouvelable, et ne bénéficient pas des mêmes avantages sociaux que leurs collègues blancs. Ils sont aussi les premiers à perdre leur emploi en cas de crise. En règle générale, tous les migrants sont également tous de laisser — ou d'envoyer — femmes et enfants dans le bantoustan imposé à la famille. Les *hostels* sont, par définition, réservés aux hommes, et les visites y sont rarement permises.

Certains des libertés dévolues aux Noirs par l'apartheid, ou plutôt éparpillées par lui, sont encore limitées par l'activisme des syndicats blancs. Ainsi la loi autorise-elle, en théorie, les mineurs africains de fond à détenir des « certificats de dynamiteur » équivalant au titre de chef d'équipe. Mais, à de rares exceptions près, il n'en existe pas. Le puissant conseil syndical des mineurs blancs, qui dispose d'un monopole d'embauche, s'y oppose fermement. Il est soutenu par l'ensemble des partis politiques blancs d'extrême droite dont il est, d'ailleurs, le bras séculier dans l'industrie minière tout entière.

Majoritaires dans le groupe De Beers (30 000 employés dans le monde, 20 000 en Afrique australe, dont 16 500 Noirs et 2 000 métis), les mineurs africains, eux, ne sont pas encore organisés en syndicats. Il est vrai que le droit syndical des Noirs n'a été reconnu par le gouvernement qu'en 1980, et que la Chambre des mines, l'organisation patronale du secteur, vient tout juste de créer un précédent, en reconnaissant le premier syndicat de mineurs noirs dans le pays.

Créé il y a moins de deux ans, celui-ci dispose d'un budget d'environ 12 000 rands dans le secteur de l'or essentiellement. Selon son secrétaire général, il devrait s'étendre dans les mines de diamants, dès l'an prochain. Alors les Noirs « privilégiés » de De Beers deviendront-ils peut-être des partenaires sociaux au même titre que leurs collègues blancs.

P.C.

La mystérieuse filière du Kremlin

L'U.R.S.S. en-elle ou non le numéro un mondial du diamant ? Tout porte à le croire, impossible cependant de le vérifier. Le secret est bien gardé autour de cette industrie de l'autre côté du rideau de fer.

Des recensements ont été faits et, après la découverte, à la fin des années 50, d'une vingtaine de gisements dans la République populaire de Yakoutie (Sibérie), les experts étaient formels : la moitié des réserves en diamants de la planète sont, disaient-ils, en la possession des Russes.

Cependant, réserve ne signifie pas production. Sans doute à cause des difficultés d'exploitation, peut-être par souci de ne pas accumuler inutilement des stocks dont la gestion est coûteuse, surtout probablement pour ne pas casser les prix sur les marchés occidentaux — phénomène dont ils auraient nécessairement pâti — les Soviétiques se gardent bien de faire tourner leur mines à pleine capacité. Il s'en faut de loin.

Les chiffres de production varient selon les sources auxquelles l'on se réfère. C'est la bouteille à l'encre : 12 millions de carats (Mining Annual Review). D'autres bureaux de statistiques parlent de 20 millions de carats, voire de 30 millions dont près des deux tiers seraient de qualité industrielle. Qui croire ? Quelles que soient les évaluations retenues et en se fondant sur la plus basse d'entre elles (10,6 millions de carats) l'U.R.S.S. apparaît bien aussi comme le premier pays producteur (9,2 millions de carats — toutes pierres confondues — pour l'Afrique du Sud, grand occidental du diamant, et 7,8 millions pour le Botswana). Les écarts entre les grands bureaux de ventes sont incalculables dans la capitale flamande dont les bénéfices — copieux, dit-on encore — sont reversés à l'Almazjuelierexport, organisme d'Etat soviétique, chargé de l'exportation des diamants taillés. Russelmax est le plus important des trois.

Une sombre histoire l'avait opposé au fisc local en 1977 pour dissimulation de revenus. Des agences de

mise de le dire. En 1962 ou 1964, Moscou avait signé un accord secret de commercialisation avec la C.S.O., lequel fut reconduit en 1974. C'est à peu près certain.

L'an dernier, le *Sunday Times* avait révélé que, d'après l'une des clauses de ce traité, la De Beers s'était engagée à racheter chaque mois, pour 30 millions de dollars (valeur 1982), toutes les pierres extraites d'une mine sibérienne dont les réserves auraient dû normalement s'épuiser en quelques années. Or, toujours selon le *Sunday Times*, au lieu de diminuer, la production de cette mine se serait mystérieusement accrue de 60 % de 1970 à 1975 pour atteindre 16 millions de carats d'une qualité jugée très douteuse, au grand dam de la C.S.O. contrainte de respecter sa signature. « Absurde », avait-on alors déclaré chez De Beers. Depuis, silence.

Les nouvelles sur la filière soviétique ne se bousculent pas. De temps à autre de vagues bruits circulent selon lesquels ledit accord aurait été dénoncé. Interrogés, les dirigeants de la De Beers affirment ne rien savoir de cet accord, encore moins de sa dénonciation. Alors où passent donc les brillants du Kremlin ?

Silence

A Moscou, un centre existe où des pierres brutes sont vendues en état au intéressés. Mais ce n'est pas Carrefour. Une partie des diamants sont taillés sur place en U.R.S.S., dont la réputation n'est pas mince dans cette branche professionnelle, puis revendus à Francfort, Zurich, Amsterdam, surtout à Anvers. Trois bureaux de ventes sont installés dans la capitale flamande dont les bénéfices — copieux, dit-on encore — sont reversés à l'Almazjuelierexport, organisme d'Etat soviétique, chargé de l'exportation des diamants taillés. Russelmax est le plus important des trois.

Une sombre histoire l'avait opposé au fisc local en 1977 pour dissimulation de revenus. Des agences de

presse avaient même affirmé à l'époque que devant le succès remporté cette firme allait déposer sa candidature à l'une des fameuses bourses locales du diamant et demander l'autorisation du gouvernement belge pour accroître ses importations de diamants industriels. Les mêmes agences assuraient que, sur la pression de sa clientèle, Russelmax avait envisagé de vendre directement des diamants bruts pour briser le monopole de la De Beers. Depuis un silence de plomb a recouvert cette affaire.

L'U.R.S.S., à l'évidence, pèse lourd dans l'industrie du diamant mais ne parvient pas à tirer vraiment profit de toutes ses richesses. Ses ventes de pierres brutes à Moscou et de diamants taillés à travers l'Europe ne représentent qu'une petite partie de ses possibilités commerciales. Avec, en outre, un marché domestique négligeable, elle — hypothèse parfaitement plausible — vraiment, mais vainement cherché à élargir ses débouchés en empiétant sur la chasse gardée de la De Beers. La preuve en est que, quand Russelmax a manifesté ses velléités d'expansion, le groupe diamantifère sud-africain a immédiatement contre-attaqué et renforcé ses positions en créant, à Anvers, Belsort, une entreprise de triage, Diamdel, un bureau de vente de diamants bruts, et Diatrada, un office de vente de diamants taillés.

Il est difficile d'imaginer que devant le solide barrage ainsi mis en place, l'U.R.S.S., toujours en quête de devises, se soit résolue à se priver d'une source de bénéfices aussi considérables. Quand on n'a pas la maîtrise de ses circuits commerciaux, on s'en remet aux autres. Tout laisse donc à penser qu'un terrain d'entente a été trouvé... et que la C.S.O. se charge, toujours ou à nouveau, d'écouler à travers son immense réseau les diamants soviétiques. Mais personne ne l'avouera jamais ni à Londres ni à Moscou.

A.D.

La récolte des pierres de feu

(Suite de la page 11.)

Parfois les géologues découvrent qu'une partie de la plage-fossile convoitée descend plus avant que les vagues tumultueuses de l'océan. On repousse alors tout simplement la mer jusqu'à 200 mètres de l'actuelle côte, on y déverse des millions de tonnes de sable, une digue de 20 mètres de haut est érigée, et le travail reprend... Bien sûr, il faut pomper sans cesse et casser au plus vite la croûte minérale, avant que la digue ne s'écroule sous une tempête plus violente que les autres. Mais C.D.M. est passé maître dans cette technique. Des flottilles d'hélicoptères sont amarrées sur les lieux, des équipes se relaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre, éclairées par de puissants projecteurs, jusqu'à ce que toute la plage fossilisée soit raménée en lieu sûr, afin d'y séparer le bon grain de l'ivraie.

En comparaison, le travail des mineurs de fond peut paraître reposant. Mais ce n'est pas si simple. Tenir neuf heures par jour, par 700 ou 800 mètres de fond, le tout dans un bruit d'enfer constant, nécessaire, outre un solide appareil auditif, des nerfs d'acier et des poumons interchangeables tant on y avale de poussière.

Un monument national

Il existe en Afrique du Sud des milliers de vieux volcans éteints, pour la plupart anonymes, couverts de villes, de brousse ou de désert. Mais une petite partie seulement contient effectivement la fameuse « terre bleue » recherchée. Encore faut-il ensuite repérer la « cheminée bleue » qui recèle des diamants en quantité économiquement rentable. Une seule sur deux cents, en moyenne. Depuis le temps qu'elle les traque, l'Afrique du Sud en a découvert moins d'une centaine au total.

Certains, comme à Kimberley, sont assez proches les uns des autres — quelques kilomètres tout au plus — pour autoriser une exploitation simultanée avec, à équidistance des filons, un unique centre de broyage et de tri. Favorisée par les dieux, la capitale mondiale du diamant recèle, avec ses environs, une quinzaine de « cheminées bleues » ; mais seules les quatre plus riches, De Beers Mine, Dutoitspan, Bultfontein et Wesselson, sont exploitées.

Jusqu'à la fin du siècle dernier, les elliptiques cheminées étaient exploitées par le haut, à ciel ouvert. On taillait dans le roc d'énormes tranches de minerai qu'on remontaient en terrain sûr par des systèmes, compliqués et fragiles, de poutres. Les *algiers* de la belle époque, littéralement les « creuseurs », descendaient toujours plus bas à l'intérieur du filon, et les risques d'éboulement se multipliaient.

En fait, quand l'exploitation de la mine de Kimberley fut arrêtée, en

août 1914, on s'aperçut que les *diggers* avaient fait place nette jusqu'à 1 098 mètres de profondeur. En quarante ans, après avoir rasé, à la pelle et à la pioche, la colline qui surplombait la cheminée, ils avaient remonté 23 millions de tonnes de rocaïlle et 3 tonnes de diamants ! Le fameux « grand trou » de Kimberley, le plus large (1 600 mètres de circonférence) et le plus profond infligé par l'homme à la planète, est aujourd'hui un « monument national » visité chaque année par près de deux cent mille personnes du monde entier.

De nos jours cependant, et sauf exception, on ne procède plus de cette dangereuse façon. La technique employée est proche de celle utilisée dans toutes les mines du monde. Quelques puits sont d'abord percés autour de la « cheminée bleue », puis reliés entre eux, à différents niveaux, par des galeries qui se croisent, alors entièrement. Dehors, des tunnels transversaux dédagés à même le minerai transportent la cheminée de part en part.

A chaque bout, un opérateur aux commandes d'une énorme pelle-trainee ramène en permanence les rochers du tunnel. Quand celui-ci est vide de tout son minerai, le dynamiteur entre en scène. Il pénètre prudemment à l'intérieur, pose des charges en divers points soigneusement sélectionnés. Explosion, le minerai s'écroule dans le tunnel, et l'opération ratissage reprend. Chaque étage de la mine, un tous les 120 mètres environ, est ainsi travaillé de sept à dix ans.

Quand il n'y a plus rien à ramasser, c'est-à-dire quand le ciel bleu apparaît là-haut dans les trous causés par la dynamite, on descend d'un étage et le travail recommence. A Wesselson, on est ainsi sur le point d'attaquer le niveau « 920 mètres ». On sort déjà de cette mine près d'un million et demi de tonnes de rocaïlle par an et... 315 000 carats. Mais, à 1 000 ou 1 200 mètres, on approche du seuil au-delà duquel les opérations, compte tenu de la moins bonne qualité et de la petitesse des pierres, ne sont plus aussi rentables.

Tourniquets

Remonté à la surface après avoir subi un premier broyage en sous-sol, le minerai passe ensuite de broyeur en broyeur, jusqu'à ce que les roches de plusieurs tonnes arrachées au fond soient réduites à la taille de gravillons. Et les diamants ? diront-ils. Il arrive parfois qu'un mineur de fond en trouve un par hasard et — s'il le rapporte au directeur — il reçoit alors une prime équivalente au dixième de son prix de marché. Parfois un peu moins.

M. Abel Marutale, un travailleur africain dont les yeux, pourtant saufs, virent du broyage, le fameux « 616 », le plus gros germe non taillé en existence dans le monde

(616 carats), reçu ainsi, il y a sept ans, une prime de 50 000 F et une nouvelle maison pour sa famille. Malgré ses impuretés, le « 616 », encastré dans une vitrine au Musée du diamant de Kimberley, vaut sans doute plusieurs millions.

Tous les mineurs n'ont cependant pas la chance d'Abel, et De Beers ne paie qu'entre 200 000 F et 300 000 F par mois de « récompense exceptionnelle ». C'est assez peu, quand on sait que le groupe emploie quelque vingt mille mineurs, mais cela s'explique. Il y a notamment ceux qui prennent le risque d'empêcher leur travail pour l'écouler directement auprès de tailleurs ou de marchands plus ou moins honnêtes.

La De Beers est tellement consciente de cette question qu'elle a installé à la sortie des lieux de travail des tourniquets de passage qui non seulement comptabilisent les entrées et les sorties de personnel, mais se bloquent parfois sur un employé choisi au gré de la programmation de la mécanique. Le présumé coupable est alors entièrement fouillé de la tête aux pieds, en passant par la bouche, les oreilles... et le reste.

Cette paranoïa patronale à l'égard du vol n'est pas tout à fait imaginaire. On estime en effet que 18 à 20 millions de francs de diamants quittent ainsi clandestinement l'Afrique du Sud et la Namibie chaque année. C'est peu, comparé par exemple au Zaïre, où la moitié des diamants industriels produits sont vendus au marché noir, c'est encore peu pour la De Beers, où les mesures de sécurité ont été portées à un très haut degré de sophistication.

Le diamant brut n'ayant, la plupart du temps, pas plus d'attrait qu'un morceau de soude, ce ne sont pas les mineurs de fond qui sont les plus surveillés. Quand le bon grain a été séparé de l'ivraie, quand on a réassemblé la « roche bleue » à l'état de minuscules gravillons, après l'avoir successivement mélangée à du silicium de fer, de l'eau, de la graisse, et qu'on l'a bombardée de rayons X pour en extraire tout ce qui brille, bref, quand on arrive au bout de la chaîne, là, on attend quasiment l'invulnérabilité.

Les chefs d'Etat ne sont pas mieux protégés. Pour entrer dans le saint des saints, il faut bien sûr montrer patte blanche au moyen d'une carte d'identité ou se soumettre le samedi du jour, les encore, à un contrôle minutieux mécanique comptabilisant les entrées et sorties. Le *beurre* de passage, les nom et qualités de l'intrus sont, en outre, soigneusement enregistrés par un garde. Mais le spectacle, pour ceux que les cailloux scintillants font rêver, en vaut la peine.

Un véritable tapis des Mille et Une Nuits, roulant, frémissant, ruisselant d'eau et conseillé de diamants. C'est le stade final de la récolte. Les pierres précieuses sont encore serties d'un peu de boue et de vulgaires caillasse, mais plus pour très longtemps. Le tapis est légè-

ment en pente. L'eau et la pierre valent sa valeur qu'elle entraîne glissant dans un mouvement perpétuel à l'intérieur d'une gouttière spécialement aménagée. On passera tout cela au dernier fois au tamis avant de s'en débarrasser.

Les beaux diamants, eux, sont plus lourds que les déchets. Ils restent sur le tapis et finissent de maître à l'autre bout de la salle, dans une cage de verre à l'épreuve des balles où s'affairaient des cadres de confiance. Personne, pas même les visiteurs de marque, ne peut entrer dans cette cage. Pour en sortir, les « blouses blanches » elles-mêmes doivent lancer un appel aux gardes, via un interphone.

La production en millions de carats

L'U.R.S.S. EN TÊTE

GEMMES	INDUSTRIELS
TOTAL..... 9,55	TOTAL..... 34,35
dont Afrique du Sud..... 3,34	dont U.R.S.S..... 8,50
U.R.S.S..... 2,10	Zaïre..... 7,24
Botswana..... 1,07	Botswana..... 6,60
Angola..... 1,00	Afrique du Sud..... 5,81
Chine..... 0,40	Brazil..... 0,98
Sierra-Leone..... 0,32	Namibie..... 0,96
Zaïre..... 0,26	Ghana..... 0,75
Centrafrique..... 0,19	Australie..... 0,49
Brazil..... 0,18	Angola..... 0,40
Liberia..... 0,13	Venezuela..... 0,40

Aucune de ces dix ou douze personnes, cependant, n'est en mesure de toucher les diamants. Ces derniers parviennent à la cage par des moyens mécaniques, de petits paquets qui déversent sans discontinuer leurs trésors dans des coffres-vitrines d'acier cadencés. A l'intérieur de chaque vitrine, une balance de haute précision et une paire de gants munis de longues manchettes qui sont fixées au coffre de verre. Pour saisir le diamant et le poser sur une balance, les « personnes en blanc » n'ont d'autre choix que d'enfiler leurs mains dans les trous garnis.

En aucun cas, sauf à déchirer le gant, leur peau ne doit entrer en contact avec la pierre précieuse. Leur rôle s'arrête à la pesée quotidienne des quatre mines de Kimberley. C'est à la nuit tombée, jamais aux mêmes heures, que d'autres, armés jusqu'aux dents, viendront ouvrir les coffres-vitrines et se saisir des plateaux de diamants comptabilisés pour les porter à la « maison Oppenheimer », le plus grand centre de tri d'Afrique du Sud.

Là, dans cet immeuble ultramodern où le soleil n'entre jamais, les petits « cailloux de feu » seront répertoriés et classés selon leur poids, leur pureté et leur couleur, avant de prendre le chemin de Johannesburg, Londres, Anvers ou New-York.

PATRICIE CLAUDE.

La forteresse aux gemmes

(Suite de la page 11.)

Chacun veut une fortune. Le choc ne vient pas de la notion de prix, très vague au demeurant, mais de la fabuleuse beauté de ces pierres. Des millions d'autres, d'autres aussi fascinants sont exposés sous vitrine. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, des mesures assez exceptionnelles prises pour assurer la sécurité, avec des sas, des portes électroniques qui s'ouvrent et se rebloquent à chaque passage, des caméras dans les couloirs, des huissiers discrets, mais fermement, inquisiteurs.

Ces mesures ne sont pas seulement destinées à défendre les trésors enfouis dans la « forteresse aux gemmes ». La C.S.O. tient boutique dans l'immeuble. Boutique ? Le mot

est dans la plus parfaite quiétude. Ces pièces sont de dimensions variables. Leur aménagement l'est aussi. Le poids du client fait la différence. Plus ce dernier est important, plus la pièce est vaste, et plus elle comporte d'éléments de mobilier, de microscopiques, de balances et de téléphones.

Un gros client, c'est, au minimum, 1 million de dollars. Mais la C.S.O. n'intervient pas pour désigner à tel ou tel la pièce à laquelle il peut prétendre. Ce sont des courtiers (*brokers*) appartenant à quatre charges familiales — les mêmes depuis plusieurs générations — qui décident. Ce sont encore eux qui engagent des discussions avec les spécialistes de la C.S.O., quand il y a contestation sur la qualité, la pureté, la couleur, les prix, naturellement, fixés par l'organisme de vente, mais qui sont étroitement fonction de l'appartenance des diamants à tel ou tel type.

Aussi la présence des *brokers*, artistes rompus à toutes les finesses et à toutes les règles du métier, est-elle indispensable pour trancher et ne pas faire trop trahir les négociations. Et ce ne sont pas les seules barrières placées pour faire écran au pesant monopole de la C.S.O. Dans tous les pays miniers, des commissaires assermentés, appointés par les gouvernements locaux, surveillent, examinent les échantillons, décident en dernier ressort de l'étiquetage, de la valeur de la marchandise, avant que celle-ci ne soit expédiée vers Londres.

Maîtresse de ses approvisionnements, du flux des ventes, des cours et des stocks, la C.S.O. jouit, en quelque sorte, d'une liberté surveillée. C'est bien ainsi que l'avait voulu Sir Ernest. Rien n'a été changé aux mécanismes mis en place voici bientôt un demi-siècle, en accord avec les syndicats diamantaires de l'époque fondus dans la C.S.O. et les pays miniers, toujours représentés au conseil de l'organisme pour servir, en fait, de « sésame » suprême.

ANDRÉ DESSOT.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement

COURS LE FRAL

347 25 00

ES 30, rue des Dames Paris 17^e

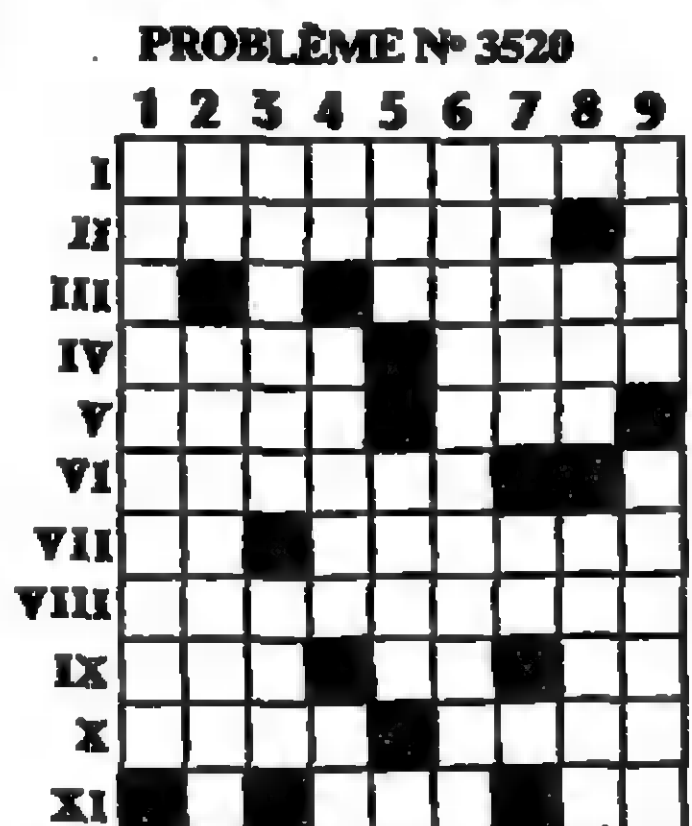
les cours continuent en juillet et août.

Anvers, cinq siècles de taille

د. یونس

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Des partisans du retour à la terre. - II. Victime du sort. - III. Mot qu'on peut utiliser pour désigner les lieux. - IV. Souvent saupoudré sur des sièges. Fait des projets utopiques. - V. On y trouve un célèbre monastère. Colère. - VI. Endroit où sont parfois rassemblés des incriminés. - VII. Largeur de corps. Un ornement sous le larmier. - VIII. Amène des temps plutôt secs. - IX. Pour la troisième fois. Préposition. Actionné. - X. Se charge de son père. Petit quand il n'y a pas le feu. - XI. Parfois perdus dans une salle. Symbole.

VERTICALEMENT

I. L'attitude des gens qui ne veulent pas se frapper. - 2. Partie d'un lustre. Sans transpiration. - 3. Monts séparant les vallées de la Kama et de la Vytchegda. Lieu de rencontres. - 4. Divinité. Parait très grand quand il est plat. En pièces. - 5. N'est généralement qu'à moitié chassée. Département. - 6. Susceptibles d'assombrir. - 7. S'occuper des affaires des autres. Note. - 8. Nom de mère. Un sol fertile. - 9. Placée. Entrepris une démolition.

Solution du problème n° 3519

HORIZONTALEMENT

I. Papillons. Voile. - II. Avaries. Cerve. - III. Sésame. Aude. Ans. - IV. Sus. Edouard. Aïda. - V. Egge. Sternum. E. M. - VI. Plaine. U.S.A. Roumi. - VII. Oersted. Uval. - VIII. In. Orientier. Il. - IX. Lecture. Etc. Ana. - X. Répertoire. - XI. Notes. Insolent. - XII. Toves. TR. Eu. Ré. - XIII. Rite. Ricur. Ré. - XIV. Ure. Parts. Volet. - XV. Ce. Mousses. Ruée.

VERTICALEMENT

1. Passepoils. Truc. - 2. Aveugle. Né. - 3. Pascur. Croûte. - 4. Ira. Ems. Têlée. - 5. Lime. Etoupees. Pô. - 6. Leeds. Erres. R.A.U. - 7. Os. Etudier. Tirs. - 8. Anes. Trets. - 9. Soutra. Néon. Use. - 10. Eden. Attiser. - 11. Vue. Ur. Ecor. - 12. OV. Amour. El. Cor. - 13. Insi. UV. Aser. - 14. Lendemain. Nérée. - 15. Sémilant. Eif.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du dimanche 21 août.

UN DÉCRET

● Du 19 août 1983, portant modification du décret du 12 mars 1973, relatif à l'application du décret du 18 avril 1939, fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions (lire page 7).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 24 AOÛT

« Montmartre », 15 heures, place Emile-Goudeau, M^{me} Bressais.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Jacomet.

« Quartier Monceau », 15 heures, portail de Saint-Augustin, M^{me} Lagrais.

« Saint-Germain des Prés », 15 heures, porche, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

« Du quartier de Bonne-Nouvelle à la cour des Miracles », 14 h 30, 21, boulevard de Bonne-Nouvelle (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 24 AOÛT

« Montmartre », 15 heures, place Emile-Goudeau, M^{me} Bressais.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Jacomet.

« Quartier Monceau », 15 heures, portail de Saint-Augustin, M^{me} Lagrais.

« Saint-Germain des Prés », 15 heures, porche, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

« Du quartier de Bonne-Nouvelle à la cour des Miracles », 14 h 30, 21, boulevard de Bonne-Nouvelle (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 24 AOÛT

« Montmartre », 15 heures, place Emile-Goudeau, M^{me} Bressais.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Jacomet.

« Quartier Monceau », 15 heures, portail de Saint-Augustin, M^{me} Lagrais.

« Saint-Germain des Prés », 15 heures, porche, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

« Du quartier de Bonne-Nouvelle à la cour des Miracles », 14 h 30, 21, boulevard de Bonne-Nouvelle (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

Pour lutter efficacement contre LE BRUIT

exigez les véritables BOULES QUIÈTES leaders de la protection individuelle

Consignes de produits de première qualité et d'un support vépédal naturel, les BOULES QUIÈTES sont parfaitement adaptées pour le confort auditif.

Un produit innovant et unique, dans 38 pays.

Exigence de qualité et de performance.

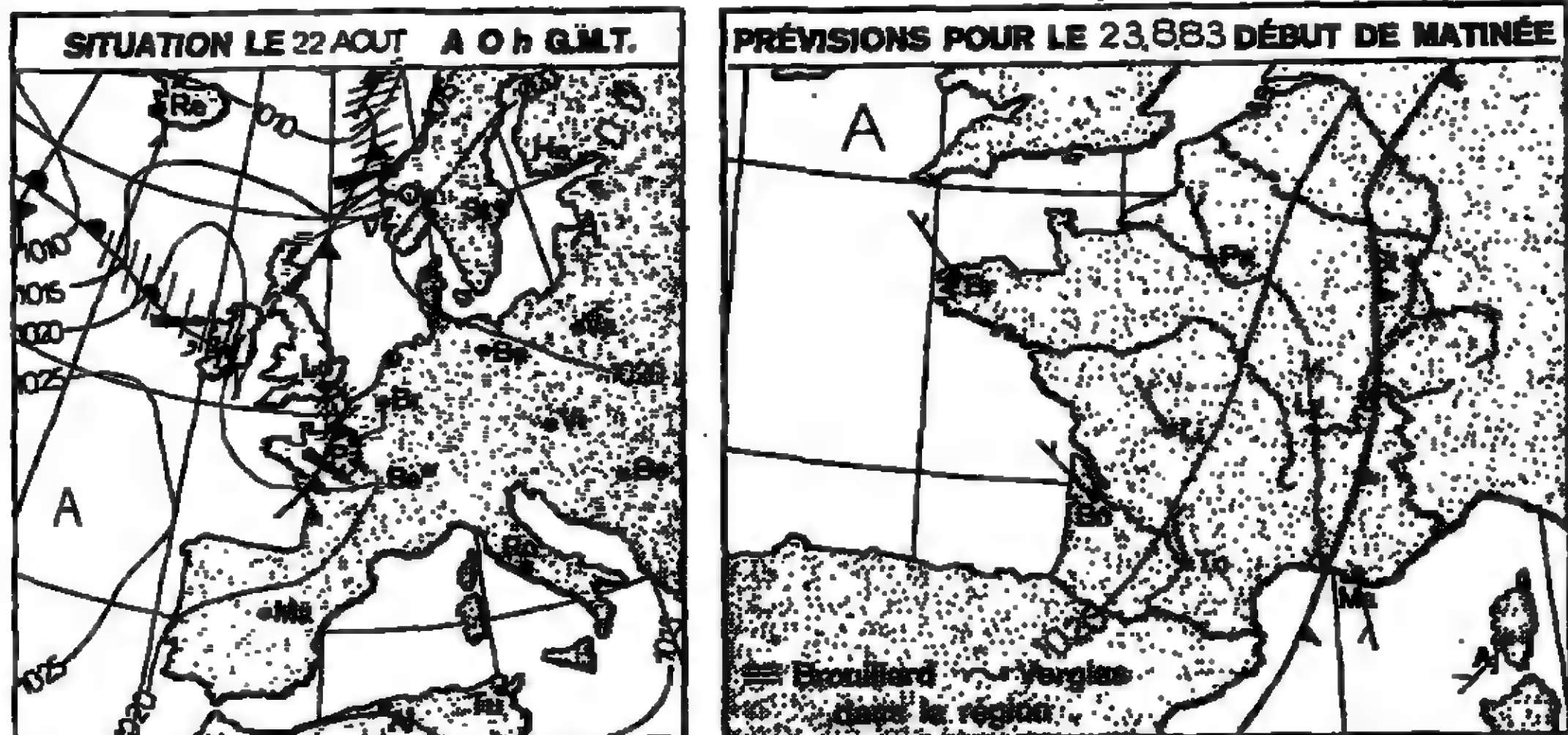
Imprimé par le Monde, 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

MÉTÉOROLOGIE



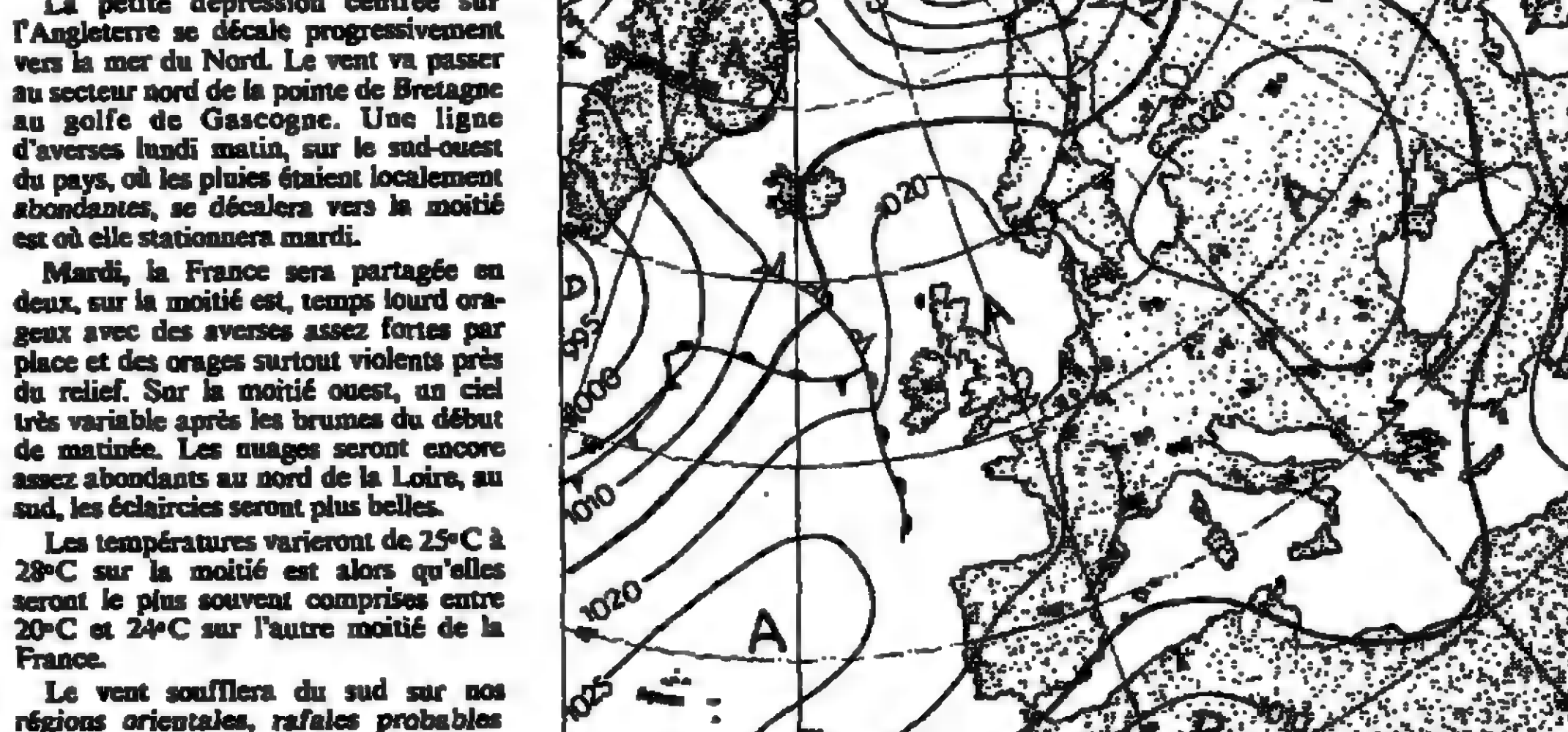
Evolution probable du temps en France entre le lundi 22 août à 0 heure et le mardi 23 août à minuit.

La petite dépression centrée sur l'Angleterre se décale progressivement vers la mer du Nord. Le vent va passer au secteur nord de la pointe de Bretagne au golfe de Gascogne. Une ligne d'averses lundi matin, sur le sud-ouest du pays, où les pluies étaient localement abondantes, se décalera vers la moitié est où elle stationnera mardi.

Mardi, la France sera partagée en deux, sur la moitié est, temps lourd orageux avec des averses assez fortes par place et des orages surtout violents près du relief. Sur la moitié ouest, un ciel très variable après les brumes du début de matinée. Les nuages seront encore assez abondants au nord de la Loire, au sud, les éclaircies seront plus belles.

Les températures varieront de 25°C à 29°C sur la moitié est alors qu'elles seront le plus souvent comprises entre 20°C et 24°C sur l'autre moitié de la France.

Le vent soufflera du sud sur nos régions orientales, rafales probables sous les orages.



ANIMAUX

FAUT-IL IMPOSER LE TATOUAGE DES CHIENS ?

Répondant à une question écrite de M. Pierre Noël, sénateur socialiste de l'Essonne, le ministre de l'Agriculture fait une nouvelle fois le point sur les sanctions qui peuvent être prises contre les personnes qui abandonnent leurs animaux domestiques, notamment en période de vacances. Voici sa réponse.

Certaines mesures dissuasives existent. Ainsi, en application de l'article 13-1 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, l'abandon volontaire d'un animal domestique ou apprivoisé ou tenu en captivité est passible des peines prévues à l'article 453 du code pénal modifié par l'article 13-1 de la loi précitée, c'est-à-dire d'une amende de 500 francs à 8 000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois. En cas de récidive, les peines sont portées au double.

Toutefois, il reste certain que la maîtrise des populations canine et féline, notamment par le contrôle des naissances, qui complèterait au niveau de la prévention des mesures de lutte contre l'abandon des animaux, nécessite la participation de tous les propriétaires d'animaux familiers qui doivent prendre conscience du devoir que représente une telle possession.

Dans le cadre d'un groupe de réflexion sur l'animal dans la cité, créé au sein du ministère de l'Agriculture l'extension progressive du tatouage obligatoire des chiens est actuellement envisagée afin de rendre plus difficile l'abandon de ces animaux.

VIE QUOTIDIENNE

Taxi !

Après nos articles concernant « L'été des vieux Parisiens » (le Monde du 9 août), nous recevons de M. Yves Végaud, habitant dans le douzième arrondissement à Paris, le témoignage suivant :

Il est vingt heures quinze à Paris. Ma compagne et moi montons dans un taxi, à l'arrêt sur le boulevard Poissonnière, pour nous rendre au théâtre, sur la butte Montmartre. Nous demandons au chauffeur de passer à deux pas de là prendre un ami qui, souffrant de séqueilles d'une hémiplegie, marche avec difficulté.

Malgré la chaleur de ce soir de canicule, nous sommes habillés décentement, ornés des gens un peu vieux qui ne vont pas souvent au spectacle. Le chauffeur n'est pas tout jeune non plus.

« C'est pas possible, nous répond-il. Je ne peux pas stationner n'importe où ! Et puis, c'est pas vous qui payerez la contravention. »

Mais notre ami nous attend. Il est prêt, vous ne tarderez guère. Aucun policier n'osera verbaliser parce que vous chargerez un handicapé.

Rien n'y fit ! Il nous fellut descendre de la voiture, chercher un autobus et abandonner l'idée d'amener notre ami que nous voulions distraire de ses ennuis de santé.

La préfecture de police à qui nous relations l'incident nous fait savoir, par une lettre à petite vitesse, « que le conducteur » concerné comparait devant la commission de discipline de la profession lorsque cet organe reprendra ses travaux à la mi-septembre.

Depuis le début de l'été, le maire de Paris nous informe, par voie d'affiches, que les handicapés, les personnes âgées, ne seront pas seuls durant ces mois de vacances. A condition, sans doute, qu'elles soient fortunées, ou que de riches amis les conduisent en voiture.

BREF

CONSUMMATION

SODAXANTE ET ONZE MILLIONS DE PELLICULE PHOTO EN 1982. - Moins passionnés que leurs voisins allemands ou britanniques, les Français sont de plus en plus attirés par le photo : ils ont acheté plus de deux millions d'appareils en 1982 et ont consommé près de soixante et onze millions de pellicules.

Les Français acquièrent, par ordre de préférence, les appareils de type « 24 x 36 » (40 % des ventes), les appareils à chargement instantané de type « pocket » ou « disc » (38 %), enfin les appareils à développement instantané (20 %). Comme pellicule, ils utilisent plutôt des films couleur pour photos papier (70 %), ont tendance à délaisser les films pour diapositives (20 %) et boudent les films noir et blanc (10 %). La diversité - qualité et prix - des appareils proposés explique en grande partie l'engouement constaté. Les appareils « haut de

CONSUMMATION

SODAXANTE ET ONZE MILLIONS DE PELLICULE PHOTO EN 1982. - Moins passionnés que leurs voisins allemands ou britanniques, les Français sont de plus en plus attirés par le photo : ils ont acheté plus de deux millions d'appareils en 1982 et ont consommé près de soixante et onze millions de pellicules.

Les Français acquièrent, par ordre de préférence, les appareils de type « 24 x 36 » (40 % des ventes), les appareils à chargement instantané de type « pocket » ou « disc » (38 %), enfin les appareils à développement instantané (20 %). Comme pellicule, ils utilisent plutôt des films couleur pour photos papier (70 %), ont tendance à délaisser les films pour diapositives (20 %) et boudent les films noir et blanc (10 %). La diversité - qualité et prix - des appareils proposés explique en grande partie l'engouement constaté. Les appareils « haut de

ECHECS

Le championnat du monde junior et le championnat de France. Combats acharnés à Belfort

Depuis le 12 août Belfort vit au rythme des pendules... d'échiquiers. Jour et nuit, des centaines de joueurs et de spectateurs se retrouvent à la patinoire où se jouent les parties. Dans les deux épreuves principales, le championnat du monde junior et le championnat de France, la lutte est acharnée.

Après neuf rondes, c'est le Soviétique Valery Salov qui mène dans le « mondial » junior avec 7,5 points, ne devant que d'un demi-point le Bulgare Kiril Georgiev, qui a une partie ajournée. Suit un peloton de joueurs entre 6,5 points et 6, dont le Français Olivier Renet, remarquable cinquième.

Au championnat de France, le jeune Pascal Herb (Mulhouse) continue de mener la danse avec 7 points sur 9 possibles, suivi à un point par les maîtres internationaux et anciens champions de France, Nicolas Giffard et Aldo Halk et par le junior de Grasse, Pascal Miralles. Les deux championnats se termineront le dimanche 28 août.

Dans le - triste - feuilleton des demi-finales annulées du tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs un petit rebondissement vient d'avoir lieu : le grand maître soviétique Vassili Smyslov a adressé au président de la FIDE (Fédération internationale d'échecs), M. Florencio Campomanes (Philippines), un télégramme dans lequel il « déplore » sa disqualification du tournoi des pré-

tendants au titre de champion du monde et se déclare « prêt » à affronter le Hongrois Zoltan Ribli.

Smyslov a été disqualifié le 9 août pour ne pas s'être présenté à Abou-Dhabi (Emirats arabes unis), où il devait disputer, contre Ribli, l'une des demi-finales du championnat du monde. Il avait, rappelle-t-on, refusé de jouer à Abou-Dhabi « dans des conditions climatiques extrêmes ».

Dans son télégramme à M. Campomanes, qui publie samedi le quotidien *Sovietiski Sport*, le joueur soviétique estime que sa disqualification est « infondée », car, dit-il, il n'a jamais été question pour lui de « renoncer à disputer le match ». Smyslov signale que la ville d'Abou-Dhabi a renoncé le 31 juillet à organiser cette rencontre (prévue pour le 5 août) et fait valoir qu'en conséquence aucun des deux joueurs n'était tenu de s'y présenter après cette date. Le grand maître soviétique estime à présent que son match contre Ribli « doit avoir lieu ».

De son côté, M. Campomanes, après avoir reçu l'assurance que la Fédération hongroise d'échecs souhaitait que le match Ribli/Smyslov soit joué, éventuellement à Budapest, a indiqué que « si Ribli désirait réellement jouer, il reconsidérerait sa décision ». Un pas dans la bonne direction. Reste à faire jouer la première demi-finale Kasparov/Kortchnov. Une sacrée « partie » en perspective.

TRANSPORTS

GUERRE DES CHARTERS AUX ANTILLES

Nouvelles Frontières veut poursuivre l'administration devant les tribunaux

La guerre des charters connaît depuis la fin de la semaine dernière un nouvel épisode avec le conflit qui oppose le bouillonnant P.D.G. du voyageur Nouvelles Frontières, M. Jacques Maillot, à l'administration de l'aviation civile française (le Monde du 21-22 août).

Ce n'est pas d'aujourd'hui que M. Maillot tente d'entamer le monopole, dévolu à Air France, de la desserte des départements d'outre-mer au départ de la métropole. L'hiver dernier, déjà, il avait mené une semblable croisade pour obtenir des droits de trafic sur la Réunion, sans autre succès qu'une qualification publique de « marchand d'illusion » par le ministre des transports. Au printemps dernier, profitant du renforcement du contrôle des changes, M. Maillot revint à la charge en proposant de renforcer la part de trafic des charters privés vers les DOM-TOM, où l'on pouvait attendre une affluence touristique supplémentaire.

En fait, Nouvelles Frontières s'opposait vers les Antilles que des droits de trafic identiques à ceux de l'an passé - trois vols hebdomadaires (alors qu'il en demandait cinq) - et une autorisation pour « huit rotations supplémentaires ». L'explication se faisait avec les DC-8 de la compagnie Minerve. Ces huit vols étaient la contrepartie du retard de la réponse de l'administration.

Malentendu autour de la formule imaginée par la direction générale de l'aviation civile ou volonté de

« provocation » du voyageur ? M. Maillot effectua au mois de juillet vingt vols vers les Antilles, épuisant donc d'un coup son contingent de vols supplémentaires. Le 27 juillet, M. Maillot apprenait qu'aucune autorisation de vols supplémentaires ne lui serait plus accordée et qu'il devrait, pour le reste de la saison, en revenir au rythme de trois liaisons hebdomadaires.

Se posait alors le problème du rapatriement en métropole des touristes partis sur les vols supplémentaires de juillet et pas encore rentrés des Antilles. Air France s'est offerte pour les transporter sur ses « Vols vacances » - elle assure actuellement trente-sept vols hebdomadaires vers les Antilles en Boeing-747 - et elle a prévu d'ajouter trois Jumbos supplémentaires uniquement pour assurer le retour des clients de Nouvelles Frontières.

M. Maillot est furieux. Il devra acquiescer, pour les quelques centaines de touristes partis en juillet, la différence entre son tarif et celui d'Air France Vacances (700 à 800 F par place). Il se déclare prêt à porter son offensive devant le tribunal administratif et même, s'il le faut, devant la Cour internationale de justice de La Haye pour violation du traité de Rome. Pour M. Maillot, l'Etat intervient trop dans le jeu normal de la libre entreprise. Amère constatation pour un militant socialiste convaincu.

J.S.

INFORMATIQUE

La raison

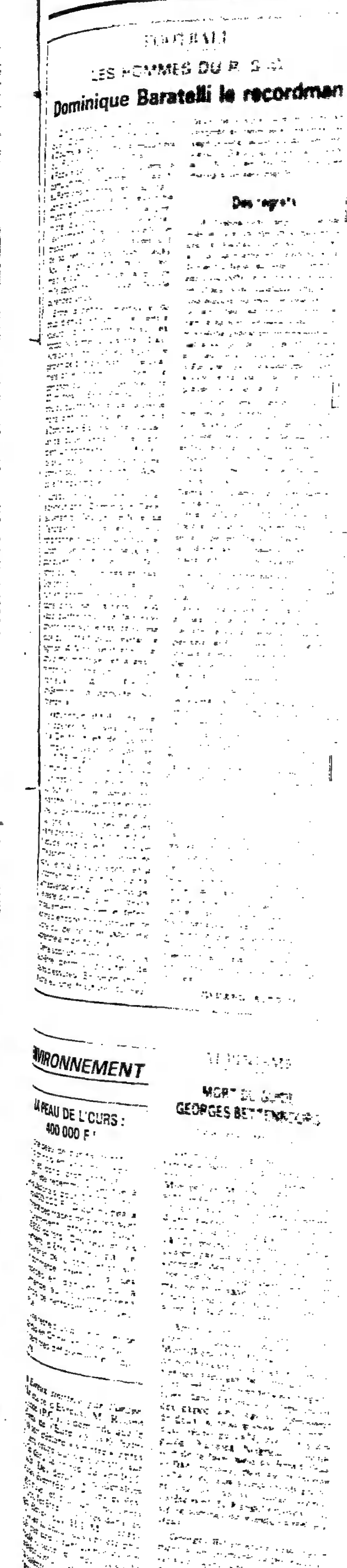
« Métier d'avenir, intégré aux réalités actuelles où la position du demandeur d'emploi est souvent confortable. Remunération élevée, des offres d'emploi très nombreuses, mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur la nature des besoins des entreprises ? »

Voir page 19

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'édition une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « le Monde Dimanche ».

93 pages. 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 08.



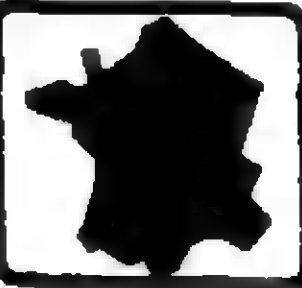
REPRODUCTION INTERDITE

	La page	La page T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

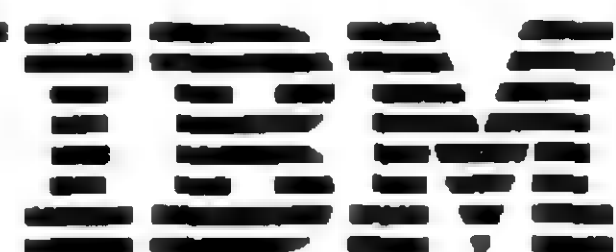
ANNONCES CLASSEES

	La page	La page T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	16,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Propose pour son
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ A LA GAUDE PRÈS DE NICE

DES POSTES D'INGÉNIEURS DE DÉVELOPPEMENT

de produits de télécommunication
(modems, contrôleurs de communications).
Ces postes conviennent à de jeunes

ingénieurs débutants diplômés de Grandes
Écoles, Electroniciens ou Informaticiens.

UN POSTE D'INGÉNIEUR

convenant à un candidat expérimenté
dans les domaines suivants:
Téléinformatique - réseaux d'ordinateurs -
réseaux - commutation de paquets -
architecture de contrôleurs de
communication pour participer à la
définition, l'architecture et
le développement de nouveaux Produits/

Systèmes de télécommunication.
Ce poste nécessite une bonne
connaissance de la langue anglaise, et une
mobilité géographique pour des missions
hors de France.
Envoyer votre candidature détaillée
à PH. ROUGIER - Service du Personnel,
IBM France 06610 La Gaudie.

MAGE



Installée à proximité de l'ATLANTIQUE (60 km),
la Coopérative des Adhérents de la MAIF est devenue
l'un des GRANDS de la Vente par Correspondance
(1200 personnes, 2500 MF de C.A.)

Disposant d'un parc de 12HP 3000
communiquant entre eux,
auxquels sont connectés plus de 400 terminaux,
notre INFORMATIQUE recherche :

JEUNES COLLABORATEURS (TRICES)

Venant d'obtenir un diplôme informatique
(DUT - BTS - MAÎTRISE - MIAGE - etc...),
vous désirez vous intégrer à une équipe jeune,
dynamique et expérimentée,
mettant en œuvre des techniques de pointe.

N'hésitez pas - Présentez votre candidature
(C.V. Photo - Prétentions) à

CAMIF - Département Personnel
79039 NIORT CEDEX

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur Général presse internationale

L'actionnaire principal de cette maison de presse et d'édition en plein développement
sur un marché porteur cherche le dirigeant auquel confier sa société. D'ailleurs il lui
offrira de participer dans de bonnes conditions au capital car ce n'est pas un simple
salarié qu'il souhaite mais bien un véritable patron.
Ce patron, quelle que soit sa nationalité, devra impérativement avoir un véritable esprit
international et pratiquer évidemment l'anglais comme le français. Marketing et ventes
ne pouvant être pensées qu'à l'échelle internationale.
C'est un professionnel de la presse. Passé maître dans l'art de la négociation, il exercera
ses talents à tous les niveaux tant à l'intérieur de la structure d'une soixantaine de
personnes constituant la société dont il sera responsable qu'au sein du groupe. Et surtout
dans ses relations avec l'extérieur : clients, prescripteurs, fournisseurs, presse... Homme
de publicité aussi, il aura à lancer très rapidement de nouvelles publications.
Les candidatures seront traitées très confidentiellement par les consultants du cabinet
de recrutement CLEAS. Ceux-ci ne communiqueront pas les dossiers à leur client sans
l'autorisation des postulants. Ecrire rapidement sous réf. 8343.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS

Société Nationale
de Prestations de Services
recrute son

Directeur Commercial Paris

Ce poste convient à un diplômé supérieur
HEC, ESSEC, SUP DE CO, possédant des
références commerciales importantes sur Paris,
Ile de France.
Il anime 2 Directeurs Régionaux avec une part
très importante d'actions commerciales
directes de sa part.

Rémunération annuelle assurée 980.000 F
(fixe + intéressement aux résultats + frais).
Possibilité d'évolution rapide en fonction de
l'efficacité commerciale.

Envoyer CV + lettre manuscrite impérative
+ photo sous référence 6098 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

Groupe de Sociétés de Services
recrute

Directeur Régional PARIS (14 Agences)

Priorité sera donnée à un diplômé supérieur.

Sa mission :

par son action commerciale directe
très importante

Il améliore les résultats des agences
Il établit un programme d'action commerciale
Il entraîne les responsables sur le terrain, recrute,
forme les collaborateurs permanents, dirige,
anime, contrôle le réseau et supervise la gestion
des agences.

Rémunération liée aux résultats. Salaire annuel
220.000 F selon expérience + frais.

Adresser CV, photo et lettre manuscrite
sous réf. 6097 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Formateurs-enseignants ayant
expérience dans l'industrie,
pour organisme privé, intervenant
dans les domaines : économie,
gestion, commercial, droit du
travail, cordes de qualité,
adresses, CIB-OT, etc.
Envoyer C.V. à M. 8.578
le Monde Pub.
Service Annonces classées,
E. r. des Italiens, 75009 Paris.

L'I.N.R.A.

3 INGENIEURS

- Ing. Agri. pour expérimentation
en station à Mont-
en-Chaux (50) après sé-
jour préalable à Angers.
- Ing. Agri. ou D.E.A. Biol.
Vég. pour expérimentation
préliminaire à Angers (49).
- Ing. Tech. Agri. ou Biot.
pour recherche et expé-
rimentation agronomique,
arboriculture à San Giuliano
(20).

Connaissances en anglais et en
statistiques appréciées.
Adresser candidature avant le
10-9-83 à L.I.N.R.A., Service
Personnel, 224, rue de
Germain, 75007 Paris, tél.
560-32-00, ou L.I.N.R.A., Agri-
culture, B.P. 101, 02004 LAON
CEDEX, tél. (23) 75-03-70.

LE CENTRE DE RECHERCHES
MARITIMES (S.E.A.R.E.) recherche
SITUE A SOPHIA ANTIPOLIS
(ALPES-MARTIMES) recherche
pour son département de
Toxicologie-Péthologie
(60 personnes)

RESPONSABLE ADJOINT DE L'UNITÉ DE TOXICOLOGIE

Il aura la responsabilité
d'études de Toxicologie. Il de-
vra également participer à la
planification et au suivi des
études, à la mise au point des
nouvelles méthodes, à l'organi-
sation du travail, à la rédaction
des protocoles et rapports
d'études et à la formation des
techniciens.
Ce poste peut convenir à une
personne ayant un niveau
d'études supérieures (phar-
macien, vétérinaire ou diplômé
universitaire, complété par une
formation de 3^e cycle en
Toxicologie et une expérience
minimum de 5 ans.
Adresser C.V. et photo à
S.E.A.R.E., M. 7139, B.P. 23,
06561 VALBONNE CEDEX.
Réponse et sélection assurées.

PROFESSEUR

Ecole de France pour
étrangers, recherche
Exp. : Gestion - Animation,
Connaissances prob. sociales
et juridiques.
Envoyer lettre motivée + photo
à A.P.E.C. N° 12.521/06
B.P. 69015 JULES.

C.I.T. de jeunes filles, 74 lits,
recrute un

DIRECTEUR ADJOINT

Poste à pourvoir rapidement.
Adresser C.V. à M. le président
du Foyer des Bouviers,
31, r. Jean-Jacques-Rousseau,
92700 Colombes.

Chef de produits

Agro-alimentaire

Société en expansion, nettement leader sur le marché national et européen.
Rattaché à la Direction Générale, notre Chef de Produits sera responsable du
plan Marketing national et Export : il contribuera activement, en liaison avec
nos différents services, au lancement de produits nouveaux et prendra l'initia-
tive de toutes études nous permettant de mieux maîtriser nos produits et nos
marchés. Cette fonction - qui implique un diplôme d'études supérieures -
s'adresse à un homme de Marketing expérimenté, ayant d'excellentes
contacts : il serait souhaitable qu'il ait l'expérience de l'Agro-alimentaire,
produits frais tout particulièrement. La pratique de l'anglais est très
appréciée, ainsi qu'une expérience de la vente, même courte.
Lieu de travail : Région Loire. Adresser lettre man. C.V. et photo sésif 71643M
à R. VERDET, 5616-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.



LE CRÉDIT AGRICOLE
DE L'OISE

RECRUTE

pour son service organisation

JEUNES DIPLOMÉS

(ingénieur, maîtrise scientifique
ou économique I.A.E., I.E.P.)

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite au
SERVICE DU PERSONNEL
C.A.C.A.M.O.
B.P. 311, 60026 BEAUVAIS CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PÉTROCHIMIQUE
DE LA RÉGION ROUENNAISE
recherche pour son siège social

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

30 ans environ, D.E.C.S. ou Diplôme E.S.C., anglais lu et
parlé aigé.
Le candidat devra assurer la responsabilité de la marche
quotidienne d'un service comptable déjà largement
informatisé (saïe des données, reporting mensuel pour
bilan et compte d'exploitation).

Bonnes perspectives d'évolution.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° T 041.722 M,
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

emploi international

1er département 9 Outre-Mer

- 1 INGENIEUR PHOTOGRAMMETRE
- 1 ING. EN TRAITEMENT INFORMATIQUE
- 1 INGENIEUR GEOMETRE SPECIALISTE
GENIE CIVIL

Poste de coopération en Algérie.
Voyage, hébergement famille, assuré.

Ecrire sous n° T 041.718 M Régio-Press
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Groupe marseillais

EN PLEINE EXPANSION
AYANT DES FILIALES A L'ÉTRANGER
recherche

UN CHEF COMPTABLE

D.E.C.S. ayant exercé 10 ans dans fonction comptable :
- Connaissant comptabilité dévies
et consolidation comptes ;
- Connaissances anglais souhaitées.

Ecrire avec C.V. sous n° 041.706 M
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e).

ADILL-DORDOGNE
Association départementale
d'information sur le logement
recrute

DIRECTEUR

niveau licence en droit
avec spécialisation
en droit de la construction.
Ad. C.V. au n° 30-9 à DIREC-
TION DÉPARTEMENTALE DE
L'ÉQUIPEMENT, Service
Construction et Habitat, 684
administrative Bugeaud,
24016 PÉRIGUEUX 09-88-00.
Payer 28 litres, 92 Sèvres
recrute

DIRECTEUR (TRICE)

C.C. 1981, 480, République
Ecrire ŒUVRE LIBÉRATRICE
22, rue Boucary, 75018 Paris.

les annonces classées



sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi.

de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01

Association NORD recherche

DIRECTEUR-TRICE

FOYER D'HÉBERGEMENT
ADULTES

Exp. : Gestion - Animation,
Connaissances prob. sociales
et juridiques.
Envoyer lettre motivée + photo
à A.P.E.C. N° 12.521/06
B.P. 69015 JULES.

C.I.T. de jeunes filles, 74 lits,
recrute un

DIRECTEUR ADJOINT

Poste à pourvoir rapidement.
Adresser C.V. à M. le président
du Foyer des Bouviers,
31, r. Jean-Jacques-Rousseau,
92700 Colombes.

AI

OFFRES D'EMPLOIS

afrique

Traffic man intercontine

JEUNE AFRICAINE, Groupe de France n° 1, 1981, 1982, 1983
une internationale, recherche la responsable de son
transport des marchandises ainsi que la responsable de son
Nigeria avec le plus grand soin et l'efficacité. Pour ce faire, il faut
Pour ce faire, il faut une preuve d'un véritable esprit
supervisant toutes les réservations et les opérations
de l'expérience préalable de transport et de gestion
utile.
Les consultants du cabinet CLEAS s'adressent à vous pour
leur écrire sous référence 8344

CLEAS

6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS

emploi régional

OBSERVER... DECOUVRIR... COMPRENDRE...

Venez exercer votre talent...

HEC

X, MINES, CENT

Renix ELECTRONIQUE

UN INGENIEUR ETUDES

UN INGENIEUR ETUDES

NB : CES POSTES SONT FORMES ET

EN PRECISANT SUR LA

RENIX ELECTRONIQUE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	1982	1983
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	81,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	51,67
AGENDA	52,00	51,67
PROP. COMM. CAPITAL	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	1982	1983
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	38,85
AUTOMOBILES	33,60	38,85
AGENDA	33,60	38,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

JEUNE
afrique

Traffic manager intercontinental

JEUNE AFRIQUE, Groupe de Presse et d'Édition implanté à Paris mais très ouvert sur l'international, recherche le responsable de toutes les opérations relatives au transport des marchandises ainsi qu'à la billetterie. Il gèrera avec le plus grand soin un budget de l'ordre de 12 millions de francs. Pour ce faire, il fera preuve d'un réel talent de négociateur avec les compagnies, supervisant toutes les réservations, suivant les contrats et traitant les litiges. Une expérience préalable du transport à l'exportation lui sera particulièrement utile. Les consultants du cabinet CLEAS étudieront avec discrétion les candidatures. Leur écrire sous référence 8344.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS

JEUNE
afrique

Dans la presse, administrer les ventes

Etre le numéro deux de la direction des ventes, voici ce que JEUNE AFRIQUE, groupe de presse en pleine évolution, propose à un homme dynamique ayant aussi et surtout de grandes qualités de gestionnaire. Il devra bien connaître les problèmes de fret pour pouvoir suivre le déroulement des opérations d'expédition. Il organisera les missions des inspecteurs, suivra la comptabilité du service et assurera la liaison avec les services généraux du groupe. Ce poste, difficile mais stimulant, est à pourvoir à Paris dans cette entreprise très ouverte sur l'international, réalisant actuellement avec profit un C.A. de 100 millions de francs. Les consultants du cabinet CLEAS étudieront avec discrétion les candidatures. Leur écrire sous réf. 8340.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS

emplois régionaux

emplois régionaux

OBSERVER... DECOUVRIR... COMPRENDRE...

Seuls nous intéressent les hommes qui, indépendamment de leurs diplômes et de leurs compétences reconnues, ne se satisfont jamais d'une seule solution mais considèrent que tout peut être remis en question. Grâce à eux, nous sommes l'un des premiers groupes français (CA : 28 milliards de francs) menant notre expansion sans à-coups, de main sûre. Venez exercer votre métier autrement, aux côtés de gens passionnés.

REALISER.

HEC, ESSEC, ESCP

Nos besoins actuels :

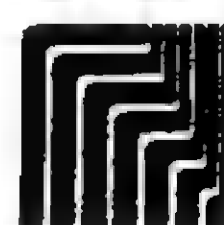
Hormis cette exigence de formation, nous sommes ouverts aux candidats débutants ou nantis d'une expérience déstabilisante de leur carrière à Paris ou dans une grande métropole régionale. Selon leurs goûts et leur science, ils pourront opter pour un rôle très semblable à celui de Secrétaire Général ou s'orienter vers des fonctions leur permettant de prendre - à terme - une direction financière ou comptable.

X, MINES, CENTRALE, PONTS.

A eux nous proposons, pour affirmer leurs jeunes compétences, de prendre la tête d'équipes sur le terrain puis, d'accéder progressivement à des responsabilités élargies dans l'une de nos 15 unités régionales fonctionnant de façon autonome, dans le cadre d'une gestion décentralisée.

Si vous pensez que TOUT PEUT ETRE REMIS EN QUESTION, prenez rapidement contact avec notre agence : DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS. (Merci de préciser la référence 4517).

Dessein



Renix
ELECTRONIQUE

FILIALE DU GROUPE RENAULT ET DE BENDIX U.S.A.
Société en EXPANSION RAPIDE spécialisée en Electronique Automobile
installée depuis 1979 à TOULOUSE recrute :

UN INGENIEUR ETUDES

Ingenieur diplômé d'une Grande Ecole à dominante électronique, vous êtes débutant ou avez une première expérience (2 ans environ). Vous participerez pleinement à l'élaboration d'un projet (base nouveaux microprocesseurs de haut de gamme). Après quelques mois de formation au sein du service études, vous pourrez acquies une grande autonomie. Certains déplacements à Paris et à l'étranger sont à prévoir.

UN INGENIEUR ETUDES

Ingenieur diplômé d'une Grande Ecole à dominante électronique (SUP ELEC, SUP AERO, ENSEEHT, ...), vous avez 3 à 5 ans d'expérience, de bonnes connaissances en microprocesseurs, transmission données, commutation moyenne puissance, le sens du système. Poste autonome, à terme chargé d'affaires.

Les candidats que nous recherchons sauront s'intégrer à une équipe jeune et dynamique dans le cadre agréable de la région Toulousaine. Leur anglais sera apprécié, ils seront libérés des O.M.

NB : CES POSTES SONT POSSIBLES POUR CERTAINS HANDICAPES.

Adresser C.V., photo récente et prétentions
EN PRECISANT BIEN LA REFERENCE 830818
RENIX ELECTRONIQUE - BP 11-49, 31036 TOULOUSE Cédex
Il sera répondu à toutes les candidatures.



Vous êtes **PHYSICO-CHIMISTE** confirmé

Vous voulez participer au développement d'une technologie de pointe, en plein essor.

Rejoignez l'équipe Carte à Mémoire CP8 du Groupe BULL.

Au sein d'une Division de Haute Technicité, vous travaillerez dans l'Ouest Parisien (78340 Les Clayes sous Bois - YVELINES) à l'étude et à la mise en place de nouvelles méthodes d'assemblage des composants intégrés (Connaissances en physique des semi-conducteurs, mécanique, chimie indispensables).

Si cette offre vous intéresse, adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 306 M à :

Cli Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

Chef de produits

Agro-alimentaire

Recherche un responsable technique et commercial pour le marché national et étranger. Il devra être capable de gérer une équipe de produits et de participer à la mise au point de nouveaux produits. Cette fonction est à pourvoir à Paris dans une entreprise dynamique et innovante. Les candidats doivent être diplômés d'une Grande Ecole et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans le secteur agro-alimentaire. Ils doivent également avoir une bonne connaissance des techniques de pointe. Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature (CV, photo, prétentions) à :

STIGOS



JEUNES DIPLOMES

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

1983

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

MICRO-ARCHI

PME de conception avancée de micro-ordinateurs de grande diffusion travaillant dans un contexte international avec des sous-traitants européens, américains et japonais,

recherche :

1 INGÉNIEUR EN ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE

Sous la responsabilité directe du responsable hardware, il participera à l'industrialisation d'ordinateurs de poche grand public et des périphériques associés. Il mettra en œuvre des techniques avancées (circuits à la demande, fabrication en continu...)

Adressez CV et lettre manuscrite à MICRO-ARCHI, 79 rue du Temple 75003 - Paris

1 INGÉNIEUR SOFTWARE

Sous la responsabilité directe du responsable logiciel, il participera au développement du logiciel de base et des langages des systèmes. Il mettra en œuvre des principes logiciels avancés (logiciel graphique multifoncteur, superviseur multitâches, architecture objet...)

Nos ingénieurs commerciaux sont ambitieux : si vous l'êtes cette offre vous concerne.

Jeunes diplômé(e)s d'écoles d'ingénieurs et de commerce, vous êtes à la recherche de votre première situation

Bien choisir votre métier, votre branche d'activité est une affaire désormais déterminante pour votre réussite professionnelle, votre réussite tout court. L'Informatique est promise à un développement continu. Si vous êtes ambitieux, devenez ingénieur commercial IBM.

Le métier d'ingénieur commercial

L'ingénieur commercial représente la Compagnie auprès des Grandes Administrations et Entreprises. Il a la responsabilité commerciale d'une zone géographique ou d'une branche d'activité économique. Il établit des contacts au niveau le plus élevé et propose nos produits et services susceptibles d'améliorer la gestion d'une entreprise. Sa mission est vaste : suivi de la clientèle, recherche de nouveaux clients, vente de produits et services, suivi des paiements.

Pour vous préparer à l'exercice de ce métier, nous vous assurons une formation normalement rémunérée pendant un an, suivant un programme alterné dans nos Centres d'Education de la Région Parisienne, et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne ou d'une Direction Régionale.

Nous sommes prêts à vous confier rapidement d'importantes responsabilités, si

au-delà de votre diplôme, vous présentez les qualités requises pour le poste.

Ce que nous attendons de nos futurs ingénieurs commerciaux

Votre motivation pour une activité de vente doit être forte. Nous recherchons des femmes et des hommes présentant les qualités suivantes :

- Aptitude à communiquer à haut niveau.
- Ambition, énergie au-dessus de la moyenne.
- Sens de la méthode, esprit de synthèse.
- Sens de la négociation et aptitude à convaincre.
- Imagination dans la recherche de nouveaux clients et dans la préparation d'un projet informatique.

Nous vous demandons de répondre aux conditions suivantes :

- Avoir de bonnes connaissances de l'Anglais.
- Accepter le principe de la mobilité géographique : nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.
- Être déchargé des obligations du Service national.

Processus de recrutement

Que vous soyez débutant, ou que vous ayez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, adressez votre lettre de candidature à notre Département Recrutement - Orientation - Conseils - 2, rue de Marengo, 75001 Paris en mentionnant la référence ICM-23/8. Après examen de leur dossier, les candidats répondant aux conditions de base, seront reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.

IBM le bon départ.

Diriger et développer une photothèque

Où la développer au point d'en faire d'ici quelques mois une véritable agence photo avec laboratoire de tirage. La diriger aussi, c'est-à-dire animer son personnel, 4 à 5 collaborateurs dont deux photographes et assurer sa gestion car elle doit être un centre de profit autonome au sein du groupe auquel elle appartient. Vous réussirez dans cette double mission si vous aimez la photo certes mais aussi si vous avez de solides qualités d'organisation et de gestion. Intéressé au bénéfice, votre rémunération annuelle se situera dans une fourchette de 120 000 à 150 000 francs. Le poste est basé à Paris. Ecrire sous réf. 8351 à notre conseil, le Cabinet CLEAS.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS

Jeunes diplômés
enseignement
supérieur commercial
et gestion
(ESC, DESS Finance,
I.A.E., DECS)

Des opportunités dans le secteur bancaire... à des postes de Direction d'Agence

... pour des candidats ayant le goût des affaires et de la finance.

Ecrire avec CV et photo s/réf. 11144 à

PIERRE LICHOU S.A.

BP 220

75063 PARIS Cédex 02

qui transmettra Réponse rapide assurée.

Organisme d'Assurance Vie en expansion continue recherche pour PARIS

CHEF DE SERVICE HF

Spécialiste des assurances collectives pour l'animation, l'organisation et le contrôle d'une unité administrative de 30 personnes. Le titulaire du poste, 30 ans minimum, devra disposer d'une formation supérieure (ESC, Droit, Sciences Eco, Dauphine...), d'une solide pratique de l'assurance de groupe (gestion et production), d'une expérience réussie de l'encadrement de personnels administratifs en milieu informatisé.

Merci d'adresser candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et salaire actuel à CONTESSA PUBLICITE, sous référence 75889, 20, Av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Discretion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RADIODIFFUSION

recherche

pour son Département Technique Maintenance

ingénieur confirmé

Diplômé Grandes Ecoles, 35 ans
BF - HF - Télécommunications - Vidéo - Informatique
et toutes techniques évolutives

- Pour prendre direction du Service (14 personnes)
Etude - Conception - Sélection Matériel - Construction - Entretien.

Une expérience dans la profession semble indispensable.
Une disponibilité rapide est nécessaire.

Lieu de travail : PARIS.

Avant entretien personnalisé, envoi manuscrit du curriculum vitae, photo, prétentions :
EDIRADIO - Service du Personnel - 22, rue Bayard, 75008 PARIS.

Ingénieur débutant Grandes écoles

Important groupe industriel français, II sièges en France et aux U.S.A., C.A. : 2 milliards de francs, nous offrons à un INGÉNIEUR DÉBUTANT une très intéressante opportunité de développement de carrière.

Vous souhaitez assumer des responsabilités concrètes en usine.

Vous pouvez acquérir rapidement les connaissances nécessaires pour animer du personnel et assurer des responsabilités de production et/ou d'entretien.

Votre personnalité affinée, votre dynamisme et une mobilité tant sur le plan géographique que sur celui des fonctions constituent des atouts fondamentaux pour réussir au sein de notre société.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo en indiquant sur l'enveloppe la référence 2625/LM à

MEDIA SA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

CENDRY

Chaussures 140 succursales

COUPLE RESPONSABLE

recherche

généraliste

sur C.A. + avantages

logement. Formation

assurée. Carrière

motivante pour couple

dynamique. Adr. C.V. avec

et prétentions à lettre

manuscrite de chacun

des deux époux

à Cabinet Leroux

38, rue Brunel, 75017 Paris.

Revenu hebdomadaire spécialisé

sur marché marchandise, recherche

pour situation permanente

Paris, J. H., min. 28 ans, dé-

gagé obligations militaires, pas

pour poste de journaliste. Très

bonne instruction, outillé, pas-

sionné par questions transport

maritime. Parfaite connaissance

de l'anglais ecclésiastique. Situation re-

trouvée pour candidats sé-

rieux et travailleurs.

Env. lettre manuscrite avec

C.V. et réf. à SPIMEC, 180, bd

Hausmann, 75008 Paris

L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS

recherche pour son secteur Formation de Perfectionnement

UN ANIMATEUR (H. ou F.)

Pour Enseignement comptabilité, statistiques, informati- que. Diplôme exigé : Maîtrise sciences économiques ou équivalent.

- Horaire hebdomadaire : 39 heures.
- Avantages sociaux.
- Salaire annuel brut de début : 98.900 F.
- Déroulement de carrière jusqu'à : 153.000 F.

Envoyer C.V. détaillé sous double enveloppe.

la seconde portant la mention

CANDIDATURE À :

U.R.S.S.A.F. DE PARIS

DIVISION DU PERSONNEL

3, RUE FRANKLIN, 93518 MONTREUIL CEDEX.

GENUS INFORMATIQUE

recherche

INGÉNIEURS

logiciel, temps réel.

Diplômés et expérimentés sur

POP, MITRA, 68000, Z80...

TAMM. Tél. 01-60-35-90.

URGENT

S.A. - H.M.M. 94

recherche

VENDEUR

DE LOGEMENTS

Expér. indispensable vente

logement social

près P.A.P. et P.C.

Tél. 01-706-88-00, p. 408.

OFFRES D'EMPLOIS

Votre formation et notre savoir une réussite commune.

PROGRAMMEURS ET ANALYSTES PROCO

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

Le Monde

régions

PARIS-VACANCES

Ile-de-France

Vingt-deux maisons de province tentent de séduire les Parisiens

Pour le rêve et l'exotisme les habitants de l'Ile-de-France sont les plus gâtés des Français. Même s'ils ne prennent pas de vacances, ils peuvent, sans bourse délier, visiter nos îles tropicales en faisant la tournée des « maisons » de province. On en dénombre vingt-deux dans la capitale (1), plus agglomérantes les unes que les autres.

Paris est la seule ville du monde à offrir une telle palette. Hôtesses de charme, affiches « comme si vous y étiez », décors typiques, toute la symbolique du tourisme est mobilisée. Y compris celle de la grande bouffe, puisque certaines maisons miment des plats régionaux. On peut s'empêcher de chourrouter alsacienne aux Champs-Élysées, s'offrir des langoustes de la Réunion à la Madeleine et découvrir l'ailig tozzien sur le Boulevard. Nul besoin non plus de descendre dans le Midi pour y faire provision de foie gras, d'armagnac ou de nougat. Tout cela se trouve en plein centre de Paris, pas plus cher que chez le producteur et d'une qualité garantie.

Les Parisiens ne boudent pas leur plaisir. Le Nord-Pas-de-Calais reçoit quinze mille visiteurs par an, la Réunion en annonce le double, l'Auvergne affirme attirer quarante mille curieux. Le record semble détenir par la doyanne des maisons, celle de la Savoie, dont soixante-quinze mille personnes fréquentent les portes. Cette année, restriction des changes et soleil aidant, on a battu tous les records. La Flandre, la Normandie, l'Alsace, le Poitou, les Charentes, le Limousin, ont fait recette comme jamais. Les Parisiens préfèrent aller aux champs plutôt que sur la Côte d'Azur.

La tournée des provinces ne nécessite que trois tickets de métro. Leurs « maisons » - cela va de la boutique de 50 mètres carrés à l'immeuble entier - sont groupées pour la plupart dans le quartier des agences de voyages. Opéra, Madeleine, Palais-Royal. Deux sont installées sur les Champs-Élysées et deux autres - celles de l'Ouest - à Montparnasse. Seule la Lozère (qui ne fait rien comme les autres) se niche dans le quartier Latin. Onze régions, quarante-deux départements métropolitains, quatre départements d'outre-mer et un territoire d'outre-mer ont ainsi leur « ambassade ». C'est en

trois ans, Marc Dumoulin, tourne le restaurant de son mille cent vingt par jour, trente-cinq bureaux et plusieurs salons d'exposition sont loués à des firmes privées, le bureau de tourisme assure toute l'année voyages de groupe et réservations individuelles.

Plusieurs fois par an, et à la demande, la maison organise, en banlieue, des soirées alsaciennes avec choucroute, orchestre et groupe folklorique garantis. Chiffre d'affaires global : 4 millions de francs dont les bénéfices sont immédiatement réinvestis. La région d'Alsace - qui représente aussi les Vosges depuis peu - assure la promotion de sa région, rend service aux Alsaciens de passage dans la capitale et ne coûte pas un centime aux départements.

Le dynamisme des maisons de province tient essentiellement à l'esprit d'initiative des hommes et des femmes qui les animent. Il ne leur suffit pas d'être de bons gestionnaires, il faut aussi qu'ils (ou elles) aient le sens des relations publiques, le bon contact avec les journalistes, de la diplomatie et de l'imagination. L'une des opérations les plus originales de ces dernières années a été montée, en 1981, par Michèle Reversade, la directrice de la Maison du Dauphiné. Sans qu'il leur en coûte rien, elle a réussi à envoyer trois cents habitants de la région parisienne pendant une semaine dans les stations de ski de l'Isère. Faire de la promotion tout en se rendant utile, c'est un pari qui a été gagné (2).

Bureau de recrutement

Le développement du tourisme n'est d'ailleurs plus le seul objet des ambassades provinciales. La Maison du Nord-Pas-de-Calais, par exemple, créée à l'initiative du conseil régional et exclusivement financé par lui, se donne de multiples objectifs. Elle veut être à la fois la maison des nordistes (ceux qui habitent Paris, comme ceux qui n'y sont que de passage) et le reflet du dynamisme régional, économique aussi bien que culturel. Elle n'a finalement rien à vendre sinon une image de marque.

La dernière née des maisons, celle de la Sarthe, créée à l'initiative de la chambre de commerce, affiche un

objectif assez nouveau : être le bureau de recrutement des industriels, artisans, commerçants et prestataires de services souhaitant s'installer au pays des rillettes.

Simple boutique, succursale de syndicat d'initiative, antenne économique, foyer d'amicales, service de relations publiques ou mini-ambassade, les maisons de province n'ont pas trouvé leur vérité. Pas plus d'ailleurs que leur assise territoriale. Certaines représentent un ou plusieurs départements, d'autres des régions entières. Vers quelle formule la décentralisation les fera-t-elle évoluer ? Pour l'heure la diversité paraît être la loi du genre.

La capitale restera-t-elle leur seul point de mire ? Certainement pas. La Lozère vient d'ouvrir un guichet à Lyon, les Pyrénées s'installent à Lille pour drainer la clientèle du Nord, de la Belgique et des Pays-Bas. Le Nord-Pas-de-Calais longe vers les États-Unis et le Canada. La Maison de Tahiti veut prospecter l'Europe entière à partir de Paris.

Le gouvernement lui-même ne paraît pas savoir exactement ce qu'il veut. Au nom de la décentralisation on pousse régions et départements à prendre en main leurs propres affaires, notamment touristiques. Mais le secrétariat d'État au tourisme monte à grands frais une agence nationale d'information touristique (ANIT) qui de Paris - avec des antennes régionales - prétend répondre à toutes les demandes concernant les vacances en France. Vingt-cinq personnes dotées d'un budget de 6 millions de francs vont s'y employer. L'objectif final est de disposer dans chaque région d'un bureau relié à un ordinateur parisien. Comment cet organisme hypercentralisé va-t-il s'articuler avec les maisons de province ?

Les Parisiens observent ce remue-ménage avec un intérêt goguenard. De toute manière, ils sont assurés d'être, une fois de plus, les mieux servis.

MARC AMBROISE-RENDU.

- (1) Liste des maisons de province. Office de tourisme de Paris : 127, Champs-Élysées, 75008 - Paris, tél. : 723-61-72.
- (2) Le Pari dauphinois, par Nicole Dieckhoff et Dominique Veliche. PUF, 1983.

Deux fois plus de touristes américains que l'an dernier

Par Boeing entiers et billets verts en poche, ils débarquent à Paris. En cet été 1983, les touristes américains ont envahi les rues de la capitale, investi les hôtels de luxe et pris d'assaut la tour Eiffel, le Louvre et le Centre Georges-Pompidou. On estime que leur nombre est en augmentation de 100 % et même de 150 % par rapport à l'an dernier. Dollar oblige. La monnaie américaine est aujourd'hui deux fois moins chère, face au franc, qu'il y a trois ans.

Sourires chez certains professionnels du tourisme, qui estiment que les dépenses des visiteurs d'outre-Atlantique compenseront les économies forcées que réalisent les Français, faute de pouvoir d'achat. Selon l'office de tourisme, le nombre d'Américains descendus ou attendus en juillet, en août et en septembre dans les hôtels parisiens, devrait atteindre 400 000 contre 200 000 en 1982. A ce chiffre, il faudrait ajouter, selon l'office de tourisme, une bonne centaine de milliers de personnes logeant chez des amis ou sous la tente.

Les Américains en tête

Pour la France entière, le cap du million et demi d'Américains - record absolu - devrait être franchi à la fin de l'été. A Paris, leur nombre précède celui des Scandinaves, des Allemands et des Britanniques. Suivent les Italiens, les Néerlandais, et enfin, les Latino-Américains.

Pour les hôtels quatre étoiles, c'est le pic. Le taux de remplissage atteint 77 % alors que ces établissements (dont certains proposent des chambres doubles à 1 345 francs la nuit) accueillent généralement plus d'hommes d'affaires que de vacanciers. Les hôtels deux étoiles sont moins saturés ; manifestement, ils n'ont pas séduit la clientèle d'outre-Atlantique. Déception aussi chez les marchands de souvenirs : bon marché. « Ils composent beaucoup, ils regardent tout et puis ils n'achètent rien », constate l'un d'eux.

Fouette cochon

La son de cloche est tout différent chez les agences organisant dans Paris des excursions en autocar panoramique. Là on se frotte les mains. Fouette cochon : « Tour de Paris » en trois heures pour 114 francs (l'équivalent de 14 dollars). « Paris interdit » avec spectacle réservé aux plus de 18 ans pour 345 francs (43 dollars), toutes les formules ont fait le plein. Les Champs-Élysées et le Lido avec les traditionnelles Blue Bell Girls marchent encore. En revanche, Pigalle, le Moulin Rouge et le french cancan sont abandonnés aux Japonais. Mais le Vieux Paris a ses nombreux adeptes.

Chemises par-dessus le pantalon, appareils photos en bandoulière, les touristes américains ont été aperçus place des Vosges et dans les ruelles du Marais, avant d'aller se faire photographier place du Tertre.

Que pensent-ils de Paris ? « C'est merveilleux », affirme l'un d'entre eux, mais en cette période de l'année la capitale n'a pas son vrai visage avec ses boutiques fermées et ses hausses pas toujours ouvertes. Il a trouvé porte close au musée du Jeu de paume le 15 août. D'autres, rencontrés au pied de Notre-Dame et se dirigeant vers la place de l'Hôtel-de-Ville, s'étonnent : « Nous étions déjà venus il y a une dizaine d'années. Paris est aujourd'hui plus gai et plus propre. Mais pourquoi avez-vous construit ces tours à Montparnasse et au-delà de l'Arc de triomphe ? ».

JEAN PERRIN.

L'ÉTÉ DU TROISIÈME AGE

Vacances... à l'hôpital

Quand la famille est partie à la plage ou à la montagne, qu'on a plus le pied très agile pour trotter jusqu'à chez le boulanger, que la conciergerie est retournée en Espagne, les mois d'été ne sont pas très drôles. Pour les plus de soixante-cinq ans, incapables de rester seuls, l'Assistance publique de Paris organise des vacances... à l'hôpital.

Depuis quatre ans, sept établissements hospitaliers de l'Assistance publique, dont Claude-Bernard, Tarnier, Albert-Chenevier et Bichat reçoivent des personnes du troisième âge en « séjours temporaires » durant les vacances estivales. A la fin de l'été, celles-ci sont en principe assurées de retrouver leur domicile, à condition que leur famille désire les reprendre. Pourvu qu'on en fasse la demande à l'avance (ne pas hésiter à s'y prendre dès la printemps), on est assuré d'y trouver une place.

Dans la région parisienne, quatre-vingts lits sont actuellement occupés par des personnes incriminées, âgées ou tout simplement malades. L'hospitalisation pour deux, trois ou quatre semaines. Le prix de journée, assez élevé (411 francs, dont 279,70 francs à la charge de l'intéressé ou de sa famille) peut être réduit par l'intervention de l'aide sociale, en fonction des ressources.

« Il ne s'agit pas d'abandonner les vieillards », se défend M^r Moulard, responsable à l'Assistance publique des « longs et moyens séjours », il faut absolument déculpabiliser les familles. Les enfants prennent en charge leurs parents toute l'année. Ils doivent les changer, leur donner à manger, leur donner des médicaments, bref tout un « nursing » extrêmement contraignant. Les infirmières des services hospitaliers nous le disent souvent, certaines familles gardent à domicile des personnes qui mériteraient une hospitalisation. Mais il est vrai aussi que la vie à l'hôpital n'est pas la solution idéale.

Retour en septembre

Mme B..., quatre-vingt-deux ans, une des dix pensionnaires de l'hôpital Albert-Chenevier, à Créteil, partage incontestablement ce sentiment. Mais que faire, lorsqu'on est atteint d'un maudit ulcère variqueux aux jambes qu'il faut nettoyer, désinfecter et panser, jour après jour, sans grand espoir de guérison ? Depuis deux années consécutives, cette Auvergnate au visage rebondi et creusé de profondes rides douces

s'est résignée à attendre à l'hôpital le retour de ses enfants.

Pas question de rester dans son petit deux-pièces du dix-huitième arrondissement... « Il y a tellement de cambriolages ! ». L'année dernière, « j'étais dans le sud de Paris, à Saint-Denis, on était tellement maltraités, ils vous pressaient même pour aller au cabinet. Ici, au moins, c'est propre, elles le personnel sont gentilles, elles passent même les serviettes sous les lits ». En septembre, elle retournera chez elle, assurée de retrouver son aide-ménagère, son infirmière à domicile... et ses enfants, actuellement dans le Midi. Prévoyante, elle a su se prémunir contre la solitude : « Vous pensez, j'ai payé à ma fille un appartement sur le même palier ».

Vêtue de son grand tablier en velours, elle vient de lier connaissance avec sa voisine de chambre, une dame originaire de l'Aveyron, aux cheveux ébouriffés : « C'est une voisine, elle habite dans la onzième arrondissement, commenta Mme B..., avant, j'étais à côté d'une dame qui faisait sa « Cécile Sorel », il fallait avoir toujours le servit. Elle restait en pyjama toute la journée dans son lit ». Mme M..., à moins de chance, sans enfants et récemment veuve, elle n'a pour protectrice que sa concubine ; sa vieillesse et sa maladie l'ont rendue amère. L'après-midi venue, ces deux femmes attendent, assise sur leur lit, le passage de leurs aides-soignantes, « ces gens-là de couleur... ».

Envie de bouger ?

Dans les couloirs de cet hôpital moderne, qui dispose de chambres individuelles ou à deux lits, bien équipées avec cabinet de toilette, téléphone et télévision, dignes d'un bon hôtel, on croise des vieux totalement perdus, dépendants, qui n'arrivent même pas à retrouver leur chambre. Loin de leur environnement habituel, les malades âgés sont désorientés, ils deviennent sourds et se désolent de tout. Une odeur d'urine n'arrive pas à se dissiper, à cause, sans doute, d'un système de ventilation moderne mais mal adapté.

Dehors les bâtiments alignés comme des maisons de Monopoly tentent de dissimuler l'ennui derrière les parterres fleuris et quelques arbrustes. « Il est très difficile d'intégrer les personnes âgées à nos activités, et pourtant ce n'est pas faute d'essayer », soupire M^r Fin-dori, une femme généreuse qui assure les fonctions d'économiste. En dehors de l'atelier d'ergothérapie, où

les malades peuvent apprendre à peindre sur la soie, à tresser des perles en rotin ou à faire des poteries, la bibliothèque et le cinéma restent souvent fermés faute de « clients ».

Que faire pour passer ses vacances, quand on a l'impression d'« encombrier » ? « Après tout », dit M^r B..., « on n'a pas tellement envie de bouger, quand on est vieux... ».

C. S.

Solitude étudiante

crânes dégarnis : le choc a été dur pour cette jeune « étudiante » de soixante-quatre ans qui a très vite jugé « déprimante » l'ambiance de l'Université d'été de Paris (1). Pensionnaire depuis peu d'une maison de retraite, après avoir mené une existence professionnelle très active, elle n'a pas supporté de se retrouver dans le ghetto mou du « cycle de conférences, notamment ouvert aux personnes du troisième âge », comme le précise sans malice le dépliant de la Ville de Paris, organisatrice de l'opération.

Auparavant, confie-t-elle, « l'idée de vieillir ne me faisait pas peur. Mais aujourd'hui, j'ai vraiment compris ce qu'elle signifie ». Cette femme, presque scandalisée que l'on ne cherche pas davantage à « mélanger les générations », s'est doucement éclipse avant que Mme Rodis-Lewis, professeure à l'Université de Paris-IV, ait achevé son austère causerie sur « la maîtrise de la nature et la sagesse chez Descartes ».

Elle n'est pourtant pas représentative du public assidu et souvent nombreux qui fréquente quotidiennement, du début juillet à la mi-septembre, les antiques gradins du grand « ampli » de l'Ecole de médecine. Le sujet de ce matin d'août n'est pas des plus accessibles : quatre-vingts personnes - des septuagénaires pour la plupart - ont pourtant osé assister à une minutieuse dissection de la philosophie cartésienne émaillée de longues citations, et supportent apparemment bien la compagnie de leurs contemporains.

Certes, les derniers bancs montrent des symptômes de somnolence. Un vieux monsieur distingué ignore l'oratrice et croque sans vergogne le portrait de quelques auditeurs ; un groupe de dames, mises en plus bleues, hésitent avant de quitter sur la pointe des pieds cette atmosphère décidément trop fastidieuse et ces bancs de bois terriblement durs.

On vient aussi pour passer le temps. Mais l'auditoire semble généralement attentif : seul le frotement des stylos répond à la voix imperturbable qui s'échappe des haut-parleurs disposés au-dessus de la chaire.

« Un public en or, et très hétérogène. Nous avons aussi bien des femmes de ménage que des anciens professeurs agrégés du secondaire », confirme M. François de Fontette, professeur de droit et doyen honoraire de l'université d'Orléans. « Avec eux, pas de chahut à craindre ! ». Les conférences - plus d'une centaine ont été - sont financées par la mairie de Paris et assurées par des enseignants volontaires des universités de la capitale.

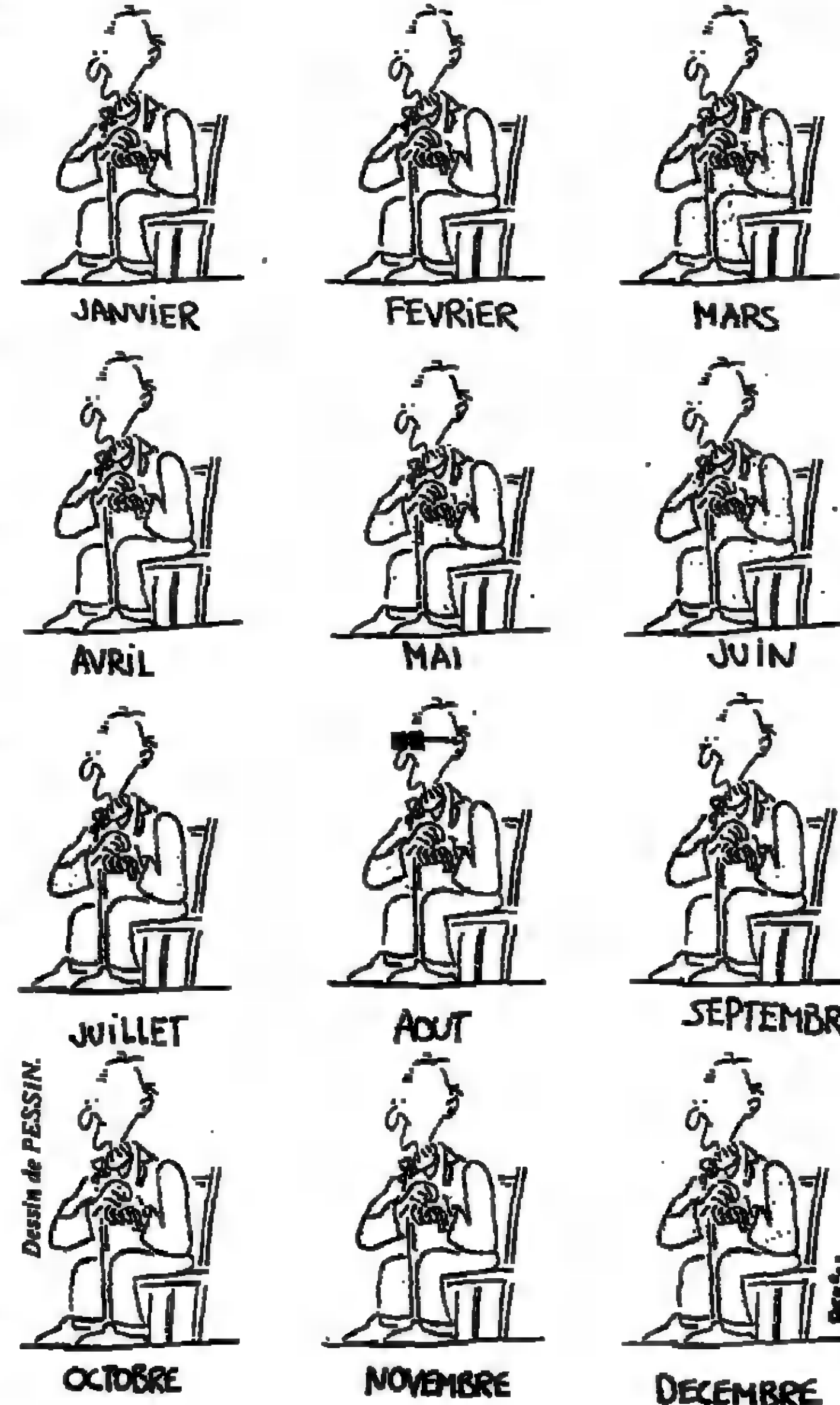
Les propositions de « cours » dépassent les besoins, et les organisateurs s'efforcent de sélectionner les sujets les plus intéressants pour les retraités : la médecine, l'histoire et les voyages. Un professeur de médecine parlera « du développement et du vieillissement », un juriste n'hésitera pas à traiter « des donations et des testaments », tandis qu'un autre évoquera « une sociologie de l'antisémitisme ».

Cet homme de soixante-dix-huit ans, qui s'avoue « autodidacte et végétarien », a « appris à lire à l'armée ». Casquette inclinée et parler faubourien, il ne manque jamais une conférence. Pas plus que cette ancienne bibliothécaire de la Sorbonne, passionnée de philosophie. Mais ils ne se rencontrent pas, ne se parlent pas. Souvent, l'exposé se prolonge par une discussion soutenue entre l'amphithéâtre et le professeur. Consultation médicale, ou juridique quelquefois, mais aussi débat d'idées sur un point d'histoire ou controverse politique. Aucune relation ne s'établit, pourtant, entre les auditeurs qui s'éparpillent, si tôt le cours terminé, dans la salle des pas perdus vite déserte.

Puis, dans les rues estivales du quartier Latin, où les « vrais » étudiants de tous les pays se sont donné rendez-vous, le troisième âge retrouve sa solitude.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Université d'été de Paris. Les cours ont lieu du lundi au vendredi à 10 heures (université René-Descartes) et à 15 heures (université Pierre-et-Marie-Curie). Programme dans toutes les mairies d'arrondissement. Renseignements : 274-25-52, postes 31 ou 35.



Le Monde

ETRANGER

Aux Etats-Unis

Les industriels s'organisent pour contrer la percée japonaise dans l'électronique

MATIÈRES PREMIÈRES

Le mercure espagnol d'Almadén

Le Monde

économie

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Les industriels s'organisent pour contrer la percée japonaise dans l'électronique

Sans un fort soutien, l'industrie américaine des super-ordinateurs sera dépassée par les Japonais à long terme. Ce jugement formulé par M. Jack Worlton du laboratoire national de Los Alamos à l'occasion d'une conférence scientifique sur ces machines, en rejoint d'autres. Les Américains s'inquiètent vivement des percées de l'industrie japonaise sur ce qui était jusqu'ici leurs chasses gardées : les nouvelles technologies des circuits intégrés ou de l'informaticque. Il faut réagir, pour M. Worlton, comme l'Amérique a réagi au défi des Soviétiques lorsqu'ils lancèrent le premier Spoutnik.

Les scientifiques proposent une augmentation des commandes publiques et une révision des lois antitrust qui devrait permettre aux entreprises de mettre en commun leurs recherches. Deux propositions souvent émises lorsqu'on parle de politique industrielle aux États-Unis (le Monde du 10 août 1983) et qui commencent à se traduire dans les faits.

Ainsi deux nouvelles sociétés ont vu le jour ces derniers mois : à l'initiative des entreprises américaines du secteur : Micro-Electronics and Computer Cooperative (M.E.C.C.) et Semi Conductor Research Corp (S.R.C.). Selon Business Week, S.R.C. finance pour 8 millions de

dollars des recherches universitaires, sur les circuits intégrés. Certains de ses membres voudraient par exemple s'attaquer directement aux mémoires de 4 millions de « bits » (1) pour prendre les Japonais de vitesse en les produisant dès 1987. M.C.C., en revanche, dispose de ses propres chercheurs, une cinquantaine pour l'instant à Austin, au Texas. Son patron, M. Iman est un ancien de l'Agence nationale de sécurité et ancien directeur adjoint de la C.I.A. Aux États-Unis, toute mobilisation passe par le complexe militaro-industriel.

Les objectifs du M.C.C. sont l'étude des ordinateurs de la cinquième génération (avec un budget de 15 millions de dollars par an sur dix ans), la conception assistée par ordinateur (11 millions de dollars par an sur huit ans), les logiciels (8 millions de dollars par an sur huit ans) et le montage automatisé des « puces ». Le département de la justice observe ces projets avec une certaine méfiance, et plusieurs observateurs s'attendent à un procès que tous les industriels américains suivront de près.

(1) Actuellement les mémoires les plus complexes comportent 64 000 « bits » (unité de mesure informatique).

Au Japon

La semaine en cinq jours progresse timidement

De notre correspondant

Tokyo. — Après des années de tergiversations, et malgré des combats d'arrière-garde, les banquiers japonais ont pris, en août, la décision « historique » de mettre la clé sous la porte le deuxième samedi de chaque mois. Après la fonction publique et certaines grandes entreprises du secteur privé, les banques sacrifieront désormais une fois sur quatre à la semaine en cinq jours. Pas plus pour le moment.

Il aura fallu bien du temps pour aboutir à ce quart de mesure que bien des petits patrons déçoivent. C'est en 1972 que la Fédération nipponne des associations de banquiers mit à l'étude un projet de semaine anglaise. Elle le fit non pas par philosophie sociale, ni même sous la pression (inexistante) des syndicats, mais par souci d'harmonisation des normes et horaires entre le secteur dominant de l'économie japonaise et les partenaires occidentaux de Tokyo.

Il y a longtemps que les Occidentaux dénoncent vertement la concurrence déloyale des horaires japonais et la brièveté des congés. En 1979, malgré les justifications de type culturel, mise, en avant ici, ils avaient vivement conseillé aux Japonais d'harmoniser leurs horaires, si non leur éthique du travail, avec ceux en vigueur dans les pays de l'O.C.D.E. Là encore, l'ardeur et la spécificité nipponnes étaient considé-

Au Luxembourg

L'Etat va prendre 20 % du capital de l'Arbed

L'Etat luxembourgeois va porter de 2 à 20 % sa participation dans le capital du groupe sidérurgique Arbed. Cette augmentation devrait s'effectuer au travers d'une augmentation de capital. La société Arbed va procéder à une émission d'obligations convertibles pour 5,25 milliards de francs luxembourgeois (790 millions de francs français) convertibles en actions de l'Etat. Ces obligations seront émises sous forme de francs luxembourgeois (1,9 milliard de francs français). Ces opérations seront soumises à une assemblée extraordinaire des actionnaires le 16 septembre prochain.

Le plan de restructuration de l'Arbed se met en place. Décidé à la fin du mois de mars, après un rapport de M. Jean Gandois, ex-P.-D.G. de Rhône-Poulenc, le plan prévoit des investissements de l'ordre de 15 milliards de francs (2,25 milliards de francs français) étalés sur cinq ans et parallèlement une baisse sensible des effectifs du groupe. Selon M. Gandois le rythme des départs annuel devrait être porté à 1 300 personnes — alors qu'il n'est que de 1 000 — pour que les effectifs atteignent 10 500 personnes environ en 1987 (17 000 aujourd'hui). A cette même date la production de la société Arbed devrait être ramenée à 3,1 millions de tonnes d'acier laminé soit la moitié de ce qu'elle était en 1974. Le groupe Arbed qui détient, outre la société Sidmar en Belgique, 24,1 % de Arbed-Saarstahl en R.F.A., et quelques autres participations de moindre importance, a produit au total 9,9 millions de tonnes d'acier brut l'an passé contre 14,5 millions en 1974.

Si l'aspect social est délicat — l'Arbed est le premier employeur du Grand-Duché —, l'aspect financier ne l'est pas moins. L'endettement du groupe atteint 55 milliards de francs luxembourgeois, (le Monde du 17 mai 1983), et les charges financières dépassent 5 milliards par an. Pour redresser ce bilan, boucher les pertes, financer les investissements et les départs de personnel, le gouvernement espère vendre des actifs (Sidmar au gouvernement belge) et emprunter sur les marchés financiers. Il a dû aussi augmenter les impôts de 10 % et certains taux de T.V.A. La nationalisation partielle de l'Arbed concerne donc, et de près, l'ensemble des citoyens.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le Danemark accuse Paris de pratiquer un protectionnisme camouflé

De notre correspondante

Copenhague. — Les autorités danoises accusent le nouveau gouvernement de la C.E.E. de pratiquer un protectionnisme camouflé. Depuis le 1^{er} juillet, elles exigent que tous les réfrigérateurs et congélateurs importés dans l'Hexagone soient soumis à un contrôle préalable, et répondent à une série de normes très précises. Cette mesure a été mise en application avec quatre jours seulement de préavis, ce qui a causé des difficultés sérieuses à une demi-douzaine de firmes danoises qui avaient commencé à s'implanter sur le marché français. La société Caravelle de Skive (Jutland), appartenant à la plus touchée, a licencié aussitôt cinquante-cinq ouvriers, car, a expliqué un membre de sa direction, avec la bureaucratie française, nous attendrions sans doute six mois notre feu vert. Conséquence, nous risquons entre-temps de perdre la commande de 14 millions de couronnes que nous avions en vue.

Pour les milieux d'affaires danois, cette initiative française est l'expression d'un « protectionnisme » camouflé, contraire à l'esprit du traité de Rome. C'est pourquoi le gouvernement de Copenhague a saisi immédiatement la Commission de Bruxelles, en lui demandant d'user d'une procédure d'urgence pour obtenir des Français qu'ils fassent machine arrière ou acceptent au moins que soit établie une période de transition avant la mise en route de ces nouvelles réglementations.

Au cours de l'automne 1982, le traitement réservé aux magnétoscopes à Poitiers avait suscité une levée de bouilliers analogue au Danemark au banc d'infamie.

CAMILLE OLSEN.

MATIÈRES PREMIÈRES

DEUX MILLE ANS DE PRODUCTION, UN TIERS DE LA CONSOMMATION MONDIALE

Le mercure espagnol d'Almaden au beau fixe

De notre correspondant

Almaden (Ciudad-Real). — La petite cuve de deux mètres sur deux, parfaitement étale, ressemble à un miroir. Seule une légère ondulation à la surface indique la présence d'un liquide. Sur de son effet, notre guide prend un poids de 10 kilos et le jette dans la cuve. « Il y a dans cette mare pour 40 millions de pesetas de mercure » (2 millions de francs), précise-t-il.

De mercure, on en voit effectivement partout aux alentours : au fond de la mine, à 7 mètres sous terre, on ramasse, en pataugeant dans une boue couleur argent, la pierre rouge de cinabre, à laquelle s'accrochent de petites boules argentées. A une quinzaine de kilomètres, dans une autre mine à ciel ouvert, d'énormes bulldozers entassent la terre et en retirent des amas de roche rougeâtre.

A 300 kilomètres au sud de Madrid, aux confins des provinces de Cordoue, Ciudad-Real et Badajoz, dans une région de grands champs de céréales parsemés de chènes verts, fortement touchée par la sécheresse, se trouvent les plus importantes mines de mercure du monde, celles d'Almaden, qui produisent, bon an mal an, près d'un tiers de la consommation de la planète. Ce sont aussi, précisons avec fierté les habitants de l'endroit, les mines de métal en exploitation les plus anciennes du monde : deux mille ans de production ininterrompue.

Des écrits de Plinius l'Ancien l'attestent en effet : les Romains connaissaient les mines d'Almaden, et extraient du cinabre le vermillon qui paraît les joues des belles dames de l'époque. Après avoir conquis la région au huitième siècle, les Arabes, qui donnèrent à la ville son nom d'Al-mahden, utilisèrent le mercure à des fins décoratives, et les fontaines des palais de la région se mirent à dégorger un liquide argenté.

Après la Reconquista, les mines furent confiées aux chevaliers de l'ordre de Calatrava, une congrégation ecclésiastique, avant de revenir à la couronne d'Espagne. Charles Quint crut bon d'éponger ses dettes à l'égard des banquiers allemands de la famille Fugger en leur cédant l'exploitation des mines d'Almaden, qu'ils conservèrent pendant cent vingt ans. Leur retour définitif à l'Etat espagnol eut finalement lieu au début du dix-septième siècle. Elles dépendent aujourd'hui du patrimoine national.

A ciel ouvert

Si le filon est donc ancien, il paraît toutefois loin d'être épuisé. Bien au contraire : la région d'Almaden pourrait receler un véritable pactole. Outre la mine ancienne, souterraine, toujours en exploitation, une autre à ciel ouvert, celle d'Estrecho, est entrée en phase de production en 1980. Une troisième, Las-Cuevas, également souterraine, est actuellement préparée pour entrer en fonctionnement en 1984. A une vingtaine de kilomètres, à Naval-

medio, c'est une exploitation de plomb, d'argent et de zinc qui entrera bientôt en activité. La Compagnie des mines d'Almaden, qui a reçu aux alentours une concession de 11 000 kilomètres carrés, prospecte à tour de bras et a bon espoir de faire de nouvelles découvertes.

Extraire le mercure est relativement aisé, et le procédé n'a guère changé depuis l'époque ancienne : le minerai est chauffé à degrés (quatre petits hauts-fourneaux ont été construits près de la vieille mine), et le mercure se volatilise avant d'être recueilli par condensation. On obtient ainsi une boue de couleur argentée, dont le vif-argent est isolé par un lavage à l'acide nitrique. Ses usages sont multiples et vont des instruments de mesure à l'électrolyse du chlorure, en passant par la peinture pour navires, les piles des machines à calculer, les fongicides et le mercurochrome.

« Nous produisons actuellement 50 000 flacons par an (unité de mesure du mercure, équivalent à 34,5 kg), affirme M. Arturo Espá, directeur du centre minier. Nous pourrions tout aussi bien en produire six fois plus, mais nous ne ferions alors que déprimer les prix sans rencontrer de débouchés suffisants, puisque la consommation mondiale ne dépasse pas les 150 000 flacons. C'est le seul secteur dans lequel l'Espagne bénéficie d'une position à ce point dominante. Mais les ressources apportées par le mercure ne sont pas suffisantes pour justifier une politique coûteuse de recherches et d'études de nouveaux débouchés ».

Près du bureau de M. Espá, un graphique montre l'évolution de la production d'Almaden depuis le seizième siècle. Elle épouse fidèlement les fluctuations de l'histoire économique mondiale. La courbe est ascendante à partir de la conquête de l'Amérique du Sud par les conquistadores : les galions espagnols qui mettaient le cap sur le Nouveau Monde emportaient dans leurs soutes le mercure qui servirait à amalgamer les métaux précieux exploités sur les hauteurs des Andes. La perte des colonies marque une chute brutale de la consommation, une tendance vite inversée avec le début de la révolution industrielle en Europe. La production enregistre une forte poussée au moment de la crise de 1929, lorsque le mercure profite lui aussi de la spéculation sur les métaux, puis durant les deux guerres mondiales (le maximum est atteint en 1941 : 85 000 flacons), avant de se stabiliser grosso modo au niveau actuel.

Les cours du mercure sont instables. Après être montés à

600 dollars le flacon, ils étaient brutalement descendus à 80 dollars, il y a une dizaine d'années, après la catastrophe de la baie de Minamata, au Japon, où une entreprise avait provoqué un tragique empoisonnement dans la région en jetant à l'eau ses résidus de mercure. Tout en ne niant pas le caractère toxique du produit, les responsables de la mine d'Almaden affirment qu'un maximum de précautions sont maintenant prises : les ouvriers ne travaillent que deux jours par semaine dans les zones soumises aux émanations, et les contrôles sont permanents.

L'hydrargyrisme, la célèbre maladie du mercure, qui faisait autrefois des ravages, ne serait plus qu'un mauvais souvenir. Quant aux entreprises utilisatrices, elles sont tenues à des normes plus sévères, destinées principalement à éviter la pollution par les eaux. « Le mercure, c'est comme la dynamite, il ne présente pas de danger, pourvu que l'on s'en serve correctement », affirment les responsables du centre minier, en simplifiant sans doute quelque peu le problème.

C'est à la nocivité du métal que la Compagnie des mines d'Almaden doit paradoxalement d'être devenue le premier propriétaire terrien de la région. Après la Reconquista, ce sont des prisonniers qui furent chargés d'extraire le mercure. Faute de mesures de précaution, ils ne tardèrent pas à tomber malades et durent sans cesse être remplacés. Les progrès de la science avaient alors permis de découvrir que le mercure absorbé par l'organisme s'élimine très bien par la sueur. Les mineurs d'Almaden reçurent chacun un lopin de terre où, dans la touffeur d'une des régions les plus chaudes d'Espagne (il y fait régulièrement plus de 40 degrés en été), ils purent à la fois diversifier les sources de bénéfices de la compagnie et transpirer leur trop-plein de vif-argent.

Aujourd'hui, les responsables des mines d'Almaden sont à la tête de quelque 10 000 hectares, sur lesquels ils sont en train d'installer le plus grand troupeau de moutons du pays : vingt-quatre mille têtes, qui permettront de fournir en viande toute la région. La compagnie, dont le bilan enregistre un confortable excédent, joue la carte de l'expansion, construit des barrages et des usines de béton, cherche à diversifier au maximum ses activités. Dans un pays où bon nombre d'entreprises publiques se trouvent en difficile posture, la bonne santé d'Almaden apparaît d'ailleurs plutôt réconfortante.

THIERRY MALINIAK.

A l'heure où les banquiers expérimentent timidement et de façon très limitée la semaine anglaise, la grande majorité des P.M.E., qui constituent l'essentiel du tissu économique et où le taux de syndicalisation est très faible, travaillent six jours par semaine, cinquante-cinq semaines par an et souvent plus de huit heures par jour, compte non tenu de deux à trois heures de transports quotidiens.

Il n'est pas exceptionnel que, dans certains cas, compte tenu de circonstances variées mais toujours impératives, des entreprises travaillent sept jours sur sept pendant des mois et parfois des années. Les congés sont fonction de la productivité, des profits et de la compétitivité.

Les difficultés économiques et financières qui ont touché les P.M.E. ces dernières années creusent chaque jour un peu plus l'écart entre les P.M.E. et les grandes firmes.

Pour la survie de nombreuses petites entreprises affrontées à une concurrence implacable, c'est tout juste si sept jours suffisent...

R.-P. PARINGAUX.

En Côte d'Ivoire

LA PRODUCTION DE CACAO BAISSE RAIT CETTE ANNÉE DE PLUS DE 100 000 TONNES

Abidjan (A.F.P.). — La production de cacao de la Côte d'Ivoire chutera cette année d'environ 115 000 tonnes (1), vient d'annoncer le ministre ivoirien de l'Agriculture, M. Denis Bra Kasso. Cette chute, qui correspondra à une perte de revenus estimée à 34,5 milliards de francs C.F.A. (1 franc C.F.A. = 0,02 F.F.), est attribuée aux effets cumulés de la sécheresse et des froids de l'automne qui ont ravagé le pays de novembre 1982 à février 1983. Les régions les plus affectées sont celles de la boucle du cacao (centre et est du pays), qui ne produiront, selon le ministre, que le tiers de la production nationale, qu'elles en fournissent l'essentiel.

Le ministre de l'Agriculture a en outre déclaré que le taux de fréquence de la sécheresse demeurera très élevé dans ces régions et qu'il s'est donc pas envisagé une production forte à long terme. Toutefois, M. Bra Kasso s'est félicité de la qualité des fèves, qualité qui répond à l'objectif fixé par le gouvernement. Les résultats obtenus par les fèves ivoiriennes sont notamment jugés satisfaisants.

Le premier client de la Côte d'Ivoire demeure les États-Unis, suivis par les Pays-Bas, la France et la R.F.A. Selon le ministre, « les prix ont subi, avec un certain retard, une évolution à la hausse depuis quelques mois, mais cette hausse se trouve largement annulée par plusieurs facteurs, dont le coût en dollars (transport, assurances et autres services) et le loyer de l'argent ».

Pour contrer ces difficultés, M. Bra Kasso estime que la Côte d'Ivoire doit s'engager sur la voie de la transformation sur place de sa production, afin d'en accroître la valeur ajoutée. Toutefois, avant tout, il pense que les efforts du gouvernement ivoirien doivent tendre vers l'amélioration de l'accord sur le cacao datant de 1980 et que la Côte d'Ivoire a refusé de signer, le jugeant « trop injuste ».

(1) La production a représenté 430 000 tonnes en 1982 (410 000 tonnes en 1981).

(Publicité)

RÉPUBLIQUE RWANDAISE
Ministère des travaux publics

Électrogaz

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
Alimentation en eau de cinq centres secondaires et construction d'un centre de formation et de perfectionnement

Les travaux font l'objet de trois lots distincts :

Lot 1 : fourniture des tuyaux, raccords et robinetterie sur parc à Kigali.

Lot 2 : travaux dans cinq centres secondaires :

- pose des tuyaux, raccords et robinetterie vifs ci-dessus ;
- construction des ouvrages de captage, traitement de pompage et de stockage ;
- fourniture et pose des équipements hydrauliques, électriques et mécaniques de ces ouvrages.

Lot 3 : construction d'un centre de formation et de perfectionnement à Kigali.

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales ressortissant de tous les pays membres de la Banque mondiale et de la Suisse.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés à partir du 29 août 1983 :

Soit à : Électrogaz - Département eau
B.P. 537, Kigali (Rwanda)
Tél. : 591 ELG - RW - Tél. : 5562 ou 5801

Soit à : B.C.E.O.M. - Département DRU
15, square Max-Hymans
75015 Paris - Tél. : 320-14-10
Tél. : 250618 F - Tél. : 320-14-10

La date limite de remise des offres est fixée au 29 novembre 1983, avant 9 heures, au Secrétariat permanent du conseil des adjudications, au Ministère des Finances, B.P. 158, Kigali.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Dr. J. W. S. D.

الجزيرة

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE
« ENAFOR »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
RESTREINT N° IN 83 23

L'ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE « ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres international restreint pour la fourniture de :

GROUPE DE FORCE EMD MODÈLE SR 12 EW
TYPE 12-645 E1, POUR SONDE

Cet appel d'offres s'adresse aux seuls constructeurs et distributeurs officiels agréés à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à « ENAFOR » - DÉPARTEMENT ACHATS - 1, place Bir-Hakeim - El-Biar (Alger), à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en six (6) exemplaires sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine, et porter seulement la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N° IN 83 23 CONFIDENTIEL. A NE PAS OUVRIR - A l'attention de M. le Chef du Département Achats » devront parvenir au plus tard le 1/10/1983, délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée. Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 1339/DIV.

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

PIÈCES DE RECHANGE POUR TOUR « DEMOOR »
TYPE 922 AAH, N° 10576

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte Rouge - Hussein-Dey - ALGER - ALGÉRIE. Département approvisionnements et transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au Secrétariat du D.A.T., à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1339 DIV. Confidential. - A ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 8/10/1983, à 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
WILAYA DE SKIKDA
SOCIÉTÉ DES TRAVAUX ROUTIERS - SKIKDA
SOT. SKI

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL
N° 001/83 - AONI

Un appel d'offres national et international est lancé en vue de l'acquisition du matériel travaux publics ci-après :

- 05 (vingt) Dumpers Carrière (hors gabarit).
- Capacité minimale 23 m³.
- Puissance minimale 328 CV.
- 01 (un) Retro-chargeur.
- Capacité minimale godet avant 785 litres.
- Capacité minimale godet arrière 76/290 litres.
- Puissance minimale 61 CV.
- 01 (un) Chargeur sur pneus.
- Capacité minimale 2,50 m³.
- Puissance minimale 170 CV.
- 01 (une) Station de graissage et lavage.
- Equipement complet.
- 01 (une) Machine hydraulique à décoller, démonter et monter les pneus poids lourds et engins de travaux publics de 15 à 26 pouces.
- Equipement topographique.
- Deux (02) tachéomètres à diagramme.
- Deux (02) mines tachéométriques à pied coulissant.
- Quatre (04) niveaux automatiques avec équipement complet.
- Matériel laboratoire travaux publics.
- Equipement pour le noir (enrobé).
- Equipement pour le blanc (terrassement).

Les offres accompagnées des pièces fiscales et réglementaires doivent être adressées sous double enveloppe cachetée à Monsieur le président du Comité des marchés SOT. SKI - Zone Industrielle - B.P. 98, Skikda-Algérie, la première portant la mention : appel d'offres national et international, n° 001/83/AONI : « A ne pas ouvrir ».

La date limite de dépôt des soumissions est fixée à trente jours à compter de la date de la parution du présent avis.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs dossiers un certificat délivré par la Chambre de commerce et de l'industrie de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant et producteur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours.

AFFAIRES

LA GUERRE DES RABAIS SUR LES CARBURANTS

Nouveaux actes de vandalisme contre des centres Leclerc

La « guerre des rabais » sur les carburants a donné lieu, ces derniers jours, à de nouveaux incidents. Des actes de vandalisme ont été commis à Carcassonne (Aude) et à Narbonne où des pompes de centres Leclerc ou d'hypermarchés ont été mises hors de service. A Vire (Ille-et-Vilaine) des incrimations ont sectionné les tuyaux d'alimentation des pompes du centre Leclerc. En revanche, à Pamiers, dans l'Ariège, la tension est retombée.

De notre correspondant.

Toulouse. — Simple trêve dominicale ou fin des hostilités ? Les pompistes de Pamiers et des environs qui occupaient depuis mercredi dernier le centre Leclerc de Saint-Jean-du-Faiga, ont levé le camp, samedi 20 août, en début d'après-midi, un peu à la surprise de tout le monde. Le gérant de cette grande surface venait en effet de ramener les prix au niveau autorisé : 4,89 F pour le super, 4,56 F pour l'essence, soit la remise légale de 10 et 9 centimes. Après avoir pratiqué pendant plusieurs semaines des rabais de 20 centimes par litre, le centre Leclerc semblait ainsi vouloir mettre un terme à une pratique commerciale dénoncée de longue date par les détaillants en carburant du département.

Ouverte il y a quelques mois, cette grande surface était vite devenue pour les deux autres centres commerciaux de la ville un exemple à suivre. Tentées, concurrence oblige, de pratiquer à leur tour des rabais de 20 centimes par litre, elles avaient pourtant rapidement fait marche arrière face à la détermination des détaillants arigeois. Selon le SARMAP (le Syndicat des artisans de la réparation et du service automobile et motocycle d'Ariège-Pyrénées), près de quatre cent vingt personnes dans ce département vivent de la vente du carburant. Tourgeois selon la même source, la marge des détaillants serait en moyenne de 13 centimes par litre, déduction faite des taxes, ce qui, bien entendu, met dans l'impossibilité de consentir des rabais importants. « Le problème de l'emploi est posé, explique M. René Kapfer, président du syndicat. J'ai trois salariés. Si notre chiffre d'affaires continue à baisser, je ne pourrai plus les garder tous ».

Dans leur ensemble, les détaillants ne tiennent pas à envenimer la situation, mais ils soulignent au passage les torts que leur causent les « casseurs de prix ». Deux stations-service ont fermé ces derniers temps et certaines ont même enregistré une baisse de 30 % de leur chiffre d'affaires, raconte-t-on le long de la R.N. 20 qui traverse Pamiers et sur laquelle pas moins d'une dizaine de revendeurs tentent de se partager une clientèle infidèle.

Les détaillants de l'Ariège soutenus par leurs collègues et voisins de l'Aude, réclament en fait la taxation des carburants et un prix égal sur tout le territoire national. Ils savent cependant bien que leurs problèmes ne trouveront pas de solution durable à l'échelon local.

De son côté, M. Philipponneau, le gérant du centre Leclerc, déjà deux

fois verbalisé par les services de la concurrence et des prix et sous le coup d'une procédure judiciaire, n'a pas désarmé. S'il refuse de commenter la décision de remonter ses prix à la pompe, il assure qu'il consent toujours les mêmes rabais aux automobilistes. Son astuce : le ticket de caisse, anonyme bout de papier, remis aux clients.

Alerté, le Syndicat des pompistes entend bien ne pas tolérer ce qu'il estime être un nouveau détournement de la réglementation. Au début de cette semaine, il doit faire vérifier par huisserie l'utilisation des bons de caisse et constater du même coup l'illégalité des pratiques commerciales du centre Leclerc de Pamiers. Pour l'instant, les consommateurs comptent les points.

GERARD VALLÉS.

● La Fédération nationale des coopératives de consommateurs est-t-elle, dans un communiqué, « que le problème de l'organisation du marché pétrolier en France dépasse de beaucoup celui du prix du carburant dans les stations-service ». Elle « refuse de s'axer à une opération publicitaire qui, sous le couvert abusif de l'intérêt des consommateurs, dissimule la vraie question, qui est celle de la capacité des pouvoirs publics à faire respecter la législation qu'ils ont promulguée ».

MONNAIES

RECU GENERAL DU DOLLAR

Déjà en repli en début de matinée le mardi 22 août à Tokyo où il s'était traité à 242,75 yens, contre 242,90 yens le vendredi précédent, le dollar a poursuivi par la suite son mouvement de repli sur l'ensemble des places européennes.

A Paris, la devise américaine est retombée à 7,93000 F environ, contre 7,97350 F en séance officielle à la veille du week-end, le cours du franc étant pratiquement inchangé, à 3,0075 F. A Francfort, le « billet vert » a également baissé pour s'établir aux alentours de 2,6500 deutschemarks (contre 2,6550), et le même mouvement était constaté à Zurich avec un dollar à 2,1440 francs suisses environ (contre 2,1500).

Cette régression du dollar s'explique essentiellement par l'annonce, vendredi 19 août, d'une diminution de 500 millions de dollars de la composante M-1 de la masse monétaire américaine au vu des statistiques relatives à la semaine bancaire au 10 août dernier. Cette contraction de M-1, qui intervient après une augmentation continue de 400 millions de dollars la semaine précédente, incite les professionnels à penser que la Réserve fédérale ne décidera pas de resserrer de sa politique du crédit lors de la réunion du 23 août, du comité fédéral de l'« open market », chargé de surveiller la circulation monétaire aux Etats-Unis.

● La première tranche, de 120 millions de dollars, du crédit « stand-by » de 240 millions de dollars accordé à l'Uruguay par le Fonds monétaire international (F.M.I.), dans le cadre de l'accord signé en juillet dernier, a été versée le 17 août. Selon des sources de la Banque centrale d'Uruguay, le tirage de la seconde tranche, de 51 millions de dollars environ, pourra être effectué en novembre. L'accord prévoit le refinancement de 627 millions de dollars de dettes à court et à moyen terme, sur six ans, avec un délai de grâce de deux ans. — (A.F.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
S.E.U.	7,9300	7,9400	+ 155	+ 210
S.m.	6,4450	6,4490	+ 155	+ 220
Yen (100)	3,2640	3,2650	+ 151	+ 193
D.M.	3,0045	3,0061	+ 187	+ 210
Fl.	1,6872	1,6885	+ 170	+ 210
F.S. (100)	14,9929	14,9919	+ 452	+ 620
F.S.	3,7007	3,7022	+ 298	+ 483
L. (100)	5,8345	5,8374	+ 247	+ 189
F. franc	12,1166	12,1217	+ 289	+ 389

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 7/16	9 13/16	9 5/8	10	9 13/16	10 3/16	10 1/4	10 5/8
S.E.U.	9 7/16	9 13/16	9 5/8	10	9 13/16	10 3/16	10 1/4	10 5/8
Fl.	5 3/4	6 1/4	5 11/16	6 1/16	5 13/16	6 3/16	6 1/8	6 1/2
F.S. (100)	8 1/2	9 1/2	8 1/4	8 3/4	8 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
F.S.	16	16 1/2	16 3/4	17 1/4	17 1/4	17 3/4	18 1/2	19 7/8
L. (100)	9 1/4	9 3/4	9 5/16	9 11/16	9 1/2	9 7/8	10	10 3/8
F. franc	12 3/4	12 5/16	12 3/4	13 1/8	13 5/8	14	15 7/8	16 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FISCALITÉ

L'imposition des hauts revenus

(Suite de la première page.)

Elle pourrait même passer à 15 %. Elle paierait, tous ceux dont les impôts de 1984 dépasseront 30 000 F.

Les tranches du barème de l'impôt sur le revenu seront toutes relevées du même montant pour corriger l'inflation. Mais cette correction pourrait être incomplète : 6 % au lieu de 8,5 % ou 9 %. En d'autres termes, le barème de l'impôt tient compte de l'inflation de l'année de paiement de l'impôt et non plus de l'année d'encaissement des revenus. En revanche, il ne semble pas qu'une tranche à 70 % soit créée dans le barème, M. Mitterrand y étant opposé.

Ce que les experts appellent plaisamment « recettes de poche » serait augmenté assez fortement : tabac, alcool, vignette automobile. Le taux de la T.V.A. serait alourdi sur les téléviseurs, les appareils photographiques, la Hi-Fi. Presque toutes ces mesures toucheraient en fait la plupart des contribuables. Dans la mesure où il a besoin de rentrées fiscales importantes, l'Etat ne peut pas exonérer beaucoup de monde de l'effort nécessaire. De quelque façon qu'on retourne le problème, cette vérité d'évidence toujours réapparaît. Encore certains « trésors cachés » s'épuisent-ils : tel semble être le cas pour les banques qui pourraient échapper à un nouveau prélèvement exceptionnel.

Pour diminuer un peu l'amertume des mesures qui seront annoncées dans quelques semaines, et donner au parti communiste, à la C.G.T.

aux « purs » du P.S. des gages de bonne volonté, on va modifier les droits de succession et l'impôt sur les grosses fortunes. Sûrement pour les premiers, très probablement pour le second.

Malgré les réticences et les inquiétudes de M. Delors à ce sujet, les droits de succession seront alourdis pour les héritages très élevés : le taux qui est actuellement de 20 % au maximum en ligne directe pourrait passer à 50 % pour la fraction des héritages extrêmement élevés comme il en avait été question il y a un an. Une autre formule à laquelle on semble plus attaché rue de Rivoli pourrait être de créer une progressivité plus grande au-delà de 20 % avec un taux maximum de 40 %. Mais ce nouveau taux serait applicable à des successions moins considérables.

L'impôt sur les grosses fortunes pourrait voir — à titre exceptionnel pour la seule année 1984 — son taux maximum passer de 1,5 % à 2 % au-delà d'un certain capital. En revanche, et ce serait une bonne nouvelle pour les chefs d'entreprise, l'imposition de l'outil de travail au titre de ce même impôt sur les grosses fortunes serait définitivement abandonnée. Si ces projets étaient retenus, faudrait-il y voir une nouvelle évolution qui conduirait à l'extinction progressive de l'impôt annuel sur les fortunes et à son remplacement par une nouvelle législation des droits de succession ?

ALAIN VERNHOLES.

FAITS ET CHIFFRES

Etranger

● L'industrie américaine a tourné à 75,8 % de ses capacités en juillet contre 74,6 % (chiffre révisé) en juin. Il s'agit du taux le plus élevé d'utilisation des capacités de production industrielle depuis septembre 1981 (77 %). En novembre 1982, au creux de la récession, ce taux était tombé à 69,6 %. Pour sa part, la production industrielle a progressé de 1,8 % en juillet. — (A.F.P.)

● Vers la fin de la grève chez A.T.T. ? — Commencé le 7 août dernier, le conflit qui opposait la direction d'A.T.T. (American Telephone and Telegraph) à ses 675 000 employés serait sur le point de s'achever.

Les trois syndicats qui avaient lancé le mot d'ordre de grève ont accepté, le 21 août, le projet d'accord présenté par la compagnie A.T.T. Il reste à savoir maintenant ce que décideront les employés grévistes.

Selon le projet, A.T.T. augmenterait les effectifs et améliorerait la sécurité de l'emploi. — (A.F.P.)

● Italie : les pertes du groupe public IRI dépasseront 15 milliards de francs en 1983. — M. Prodi, président de l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI) estime que 70 % de ces pertes sont imputables à la sidérurgie. Les pertes cumulées de ce secteur, sur trois ans, dépassent 35 milliards de francs. « Des fermetures de sites sont indispensables », a ajouté M. Prodi.

● SUÈDE : Le propriétaire d'Ikea va donner ses actions. — M. Ingvar Kamprad, propriétaire d'Ikea, la principale entreprise suédoise du meuble, a annoncé, en fin de semaine, qu'il fera don de la totalité de ses actions à une institution calviniste néerlandaise. Agé de cinquante ans, M. Kamprad entend ainsi assurer l'existence de sa firme après sa mort et la faire échapper aux conséquences éventuelles de l'introduction des fonds salariaux en Suède. Ce système de fonds permettrait aux syndicats, si le projet du gouvernement est adopté, d'acquiescer 49 % des parts des principales firmes suédoises.

Ikea, dont le chiffre d'affaires est d'environ 5 milliards de couronnes suédoises (soit autant de francs), est implantée dans une dizaine de pays.

Social

● Le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples), dans un communiqué, « met en garde l'opinion française contre l'intense campagne d'intoxication attribuant aux immigrants la responsabilité de tous les problèmes actuels ».

● Le développement du chômage, poursuit le M.R.A.P., est indépendant de la présence des travailleurs immigrés et le départ de ceux-ci, loin de leur supprimer, ne peut qu'aller de pair avec la destruction de secteurs entiers de l'économie, au préjudice de toute la population.

● Fin de l'occupation de l'usine Maglum. — Après trois années d'occupation, les 140 anciens salariés de l'usine Maglum de Ronchamp (Haute-Saône) ont remis les clés de l'entreprise, le 18 août, à l'inspecteur du travail. Un accord était intervenu avec les pouvoirs publics, le 28 juillet dernier, aux termes duquel quarante personnes suivraient un stage rémunéré de douze semaines dans une partie des locaux prêts par le syndicat. Pendant ce temps, le groupe Hapich étudie une solution industrielle de reprise partielle des activités de Maglum, en liquidation judiciaire.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AGENCE HAVAS

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de l'Agence Havas s'est réunie le 18 août 1983 au siège de la société sous la présidence de M. André Rousselet, président-directeur général.

Elle a décidé de proposer aux actionnaires de la société le fractionnement en certificats de droits de vote et certificats d'investissement d'une action pour six actions détenues.

Elle a autorisé également le conseil d'administration à augmenter le capital social.

Le président a indiqué que l'Agence Havas, en inaugurant la formule des certificats d'investissement, parcourait la première étape d'un processus qui en comportera deux autres.

En effet, le fractionnement, qui n'interviendra en pratique que l'Etat, permettra à celui-ci de disposer d'une masse de certificats d'investissement qu'il pourra céder sur le marché sans pour autant se séparer des droits de vote correspondants.

Une partie du produit de cette cession sera utilisée par l'Etat à souscrire pour sa part à l'augmentation de capital qui constitue la troisième et dernière étape de l'opération.

M. Jaffré, représentant l'actionnaire majoritaire, a confirmé que l'Etat participera à la future augmentation de capital en maintenant intégralement sa participation dans l'Agence Havas à hauteur de 50,26 %.

Le président André Rousselet a précisé de son côté que le montant de cette augmentation de capital se situera autour de 180 millions de francs.

MARCHÉS FINANCIERS

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

LA VIE DES...
LA VIE DES...
LA VIE DES...

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE SILENCE DES INTELLECTUELS DE GAUCHE : correspondances.

ÉTRANGER

3. L'ASSASSINAT AUX PHILIPPINES DU PRINCIPAL OPPOSANT AU RÉGIME

3. PROCHE-ORIENT

4. AFRIQUE
- LA GUERRE AU TCHAD.
- AMÉRIQUES
- PÉROU : le ministre de l'intérieur affirme que Sendero Luminoso est resté sur la défensive.

5. EUROPE

- POLOGNE : mobilisation des forces de l'ordre à Gdansk à la veille des grèves pétrolées.

POLITIQUE

6. M. Popereau parle sur la victoire de la gauche en 1982.
- BIBLIOGRAPHIE : la politisation de la haute administration française.

SOCIÉTÉ

7. La colère froide des squatters parisiens.
- JUSTICE.
- MÉDECINE
14. ÉCHOS.

CULTURE

8. SOIRÉES : Manhattan Beach
- CINÉMA : *Tornerre de feu*, de John Badham.
- MUSIQUE : une « Messe » de Jan Dismas-Zelenka au Festival d'été de Paris.
10. COMMUNICATION : les budgets 1984 de l'audiovisuel et de la presse.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

11 à 13. MATIÈRES PREMIÈRES : des mines aux vitrines de diamants.

SPORTS

15. FOOTBALL : les hommes du P.S.-G.
- ATHLÉTISME : domination des Allemands de l'Est en Coupe d'Europe.

RÉGIONS

20. ÎLE-DE-FRANCE : Paris vacances : l'été du troisième âge.

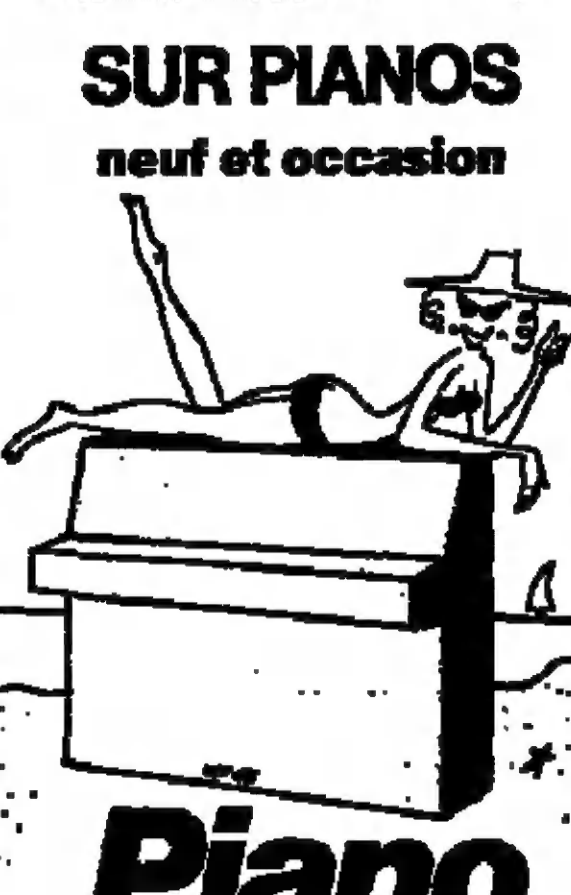
ÉCONOMIE

21. ÉTRANGER : deux mille ans de production, un tiers de la consommation mondiale, le marbre espagnol d'Almadén, au beau fixe.

RADIO-TÉLÉVISION (10)
INFORMATIONS
« SERVICES » (14) :
- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (16 à 19) :
Carret (15) : Programmes des spectacles (9) ; Marchés financiers (23).

Le numéro du « Monde » daté 21-22 août 1983 a été tiré à 443 025 exemplaires

EN AOÛT PRIX D'ÉTÉ
CONDITIONS SPÉCIALES DE CRÉDIT
SUR PIANOS
neuf et occasion



Piano Center
A 5 minutes de La Défense
71 rue de l'Aligre,
92250 La Courneuve
781-93-11

A B C D E F G

PERQUISITION AU SIÈGE DU PARTI DES FORCES NOUVELLES

L'ancien responsable de l'Aube inculpé et écroué

Trois membres du bureau politique du Parti des forces nouvelles (extrême droite), MM. Roger Girard, secrétaire général, Roland Hélie et Jacques Marchal, ont été interpellés, puis relâchés, vendredi 18 août, par les policiers de la sixième section de la direction centrale de la police judiciaire agissant sur commission rogatoire de M^{me} Catherine Just, juge d'instruction au tribunal de Troyes. Ces auditions ont été effectuées à propos de l'enquête concernant deux jeunes garçons, MM. Philippe Crayé et Vincent Gillier, arrêtés la semaine dernière, et auteurs présumés de six fusillades dont une contre le siège de la fédération départementale du parti communiste à Troyes (Aube) dans la nuit du 25 au 26 octobre 1982 (le Monde du 20 août). Les deux jeunes gens ont déclaré avoir agi à l'instigation de l'ancien responsable départemental du P.F.N. pour l'Aube, M. Laurent Rohmann, dix-neuf ans, qui a été inculpé et écroué samedi 20 août, de « complicité, dégradation volontaire d'un objet mobilier et d'un bien immobilier appartenant à autrui, préparée, par une bande organisée ».

MM. Philippe Crayé et Vincent Gillier sont considérés comme des sympathisants du P.F.N. Le juge

d'instruction, M^{me} Just, a également entendu l'actuel responsable pour l'Aube du P.F.N., M. Pascal Chalon, et a lancé une commission rogatoire dans le but de rechercher d'autres personnes sympathisantes, ou membres du P.F.N., susceptibles d'avoir incité M^{me} Crayé et Gillier à commettre plusieurs agressions, notamment contre des Maghrébins. Des perquisitions ont donc été opérées au domicile des trois membres du bureau politique du P.F.N. ainsi qu'au siège provisoire de cette organisation politique, 45, rue de l'Éclair à Paris (10^e). Un fichier de plusieurs centaines de noms a été découvert au domicile de M. Roland Hélie.

Dans un communiqué, publié samedi 20 août, le bureau politique du P.F.N. proteste contre ces interpellations et ces perquisitions, dénonçant le « gouvernement décidément prêt à tout pour supprimer les libertés politiques et tenter de criminaliser les organisations d'opposition ». Au palais de justice de Troyes, on précise que la commission rogatoire délivrée par M^{me} Just n'est pas dirigée contre les responsables du P.F.N., mais a pour but de rechercher des personnes directement mêlées aux infractions commises par MM. Crayé et Gillier.

En Jamaïque

UN JEUNE POÈTE OPPOSANT AU RÉGIME A ÉTÉ ASSASSINÉ

L'ambassade de Jamaïque à Bruxelles a confirmé ce lundi 22 août l'assassinat à Kingston, le 17 août, de Michael Smith, poète jamaïcain, qui devait se rendre en Grande-Bretagne le mois prochain pour un récital. Selon l'ambassade, Michael Smith, qui est âgé de 32 ans, a été attaqué dans la rue par trois hommes et a été mortellement atteint d'une pierre lancée par l'un d'eux.

L'ambassade se refuse à confirmer l'information selon laquelle Michael Smith aurait été tué devant le siège du parti travailliste jamaïcain, la formation au pouvoir, dirigée par le premier ministre M. Edward Seaga. Selon le *Matin*, le poète aurait tenu la veille de son assassinat des propos très durs à l'égard du régime lors d'une réunion à laquelle assistait M^{me} Mavis Gilmore, ministre de l'éducation.

Alors qu'il passait le lendemain devant le siège du parti travailliste jamaïcain, il aurait été agressé par des gardes du corps de cette dernière, qui l'auraient reconnu. Il aurait été passé à tabac et achevé à coups de pierres.

Michael Smith pratiquait la « dub poetry », une poésie au rythme très marqué, qui se récite sur fond sonore musical et s'apparente au reggae. Il était très populaire dans les ghettos de Kingston et dans les milieux de l'émigration jamaïcaine à Londres.

Dans le cadre de l'enquête sur l'évasion de Licio Gelli

UN ANTIQUAIRE MONÉGASQUE EST DÉFÉRÉ DEVANT LE PARQUET DE NICE

(De notre correspondant.)

Nice. — M. Alain Deverini, trente et un ans, antiquaire à Monaco, a été entendu comme témoin, samedi 20 août, dans l'affaire de l'évasion de Licio Gelli, l'ancien grand maître de la loge italienne P.2, et devait être présenté ce lundi à M. François Boisseau, juge d'instruction à Nice. M. Deverini s'est rendu de son propre gré, samedi, à la convocation de la police de l'air et des frontières.

Le nom de M. Deverini, décorateur de la famille Gelli, avec laquelle il entretenait des relations amicales, a été utilisé pour louer l'hélicoptère qui a transporté Gelli et deux autres personnes d'Annecy à Monaco, le 10 août dernier, après que l'ancien dirigeant de la loge maçonnique se fut évadé de sa prison genevoise.

M. Deverini avait déjà été entendu comme témoin en mars 1983, lors du procès du meurtrier d'un antiquaire monégasque, Louis Nogues. M. Deverini et son ami Raphaël Gelli, fils de Licio Gelli, et désormais considéré comme l'organisateur de l'évasion de son père, avaient alors témoigné en faveur de ce dernier, mis en cause par l'accusé.

M. V.

Au Liban

De nouveaux bombardements sur les quartiers chrétiens de Beyrouth ont fait une vingtaine de morts

De notre correspondant

Beyrouth. — Le Grand-Beyrouth, plus exactement son secteur chrétien, le quartier de celui-ci, a de nouveau été bombardé, ce lundi 22 août au matin.

Après une accalmie qui durait depuis le bombardement de l'aéroport le 10 août, la zone chrétienne (trois obus seulement sont tombés dans la banlieue sud de Beyrouth) a été bombardée par des troupes israéliennes en montagne après leur départ imminent, seront-ils sabotés ou, au contraire, accélérés par les événements de ce lundi matin ? C'est difficile à prévoir. Un des ministres qui participent aux entretiens avec l'opposition a déclaré : « Ce n'est pas une mission impossible... ». Ce n'est pas pour le moment, on en est à discuter avec l'opposition — MM. Frangie et Karame représentant M. Jomblatt — de la possibilité de se rencontrer pour négocier.

Entre-temps, l'émisserie américaine, M. McFarlane, continue ininterrompue sa mission. Avant de regagner Beyrouth, dimanche 21 août, il a catégoriquement affirmé au Caire : « Une partition du Liban est hors de question ».

LUCIEN GEORGES.

M. POIVRE D'ARVOR NE PRÉSENTERA PLUS LE JOURNAL D'ANTENNE 2

C'est décidé, P.P.D.A. ne présentera plus, jusqu'à nouvel ordre, le journal d'Antenne 2. Les ambitions soudaines de Patrick Poivre d'Arvor — un statut égal à celui de Christine Ockrent, rédactrice en chef des journaux de la soirée (le Monde du 10 août) — se sont heurtées à la fermeté de la direction de la chaîne et notamment celle de son directeur de l'information, Pierre Lescure : pourquoi remettre en cause un organigramme et un mode de fonctionnement satisfaisant, à la seule requête d'un journaliste, fût-il le star talentueux qu'est devenu P.P.D.A. ? Celui-ci « avait depuis le début du mois que je ne céderais pas sur ses exigences », nous a déclaré Pierre Lescure.

Patrick Poivre d'Arvor est actuellement en Colombie pour participer à une mission humanitaire. On ne sait pas encore quel sera son sort sur la chaîne, ou s'il choisira de la quitter, comme il l'avait clairement laissé entendre si on n'accédait pas à ses désirs.

Son remplaçant n'est pas encore désigné. Bénéficiaire d'une image sereine, la direction de la chaîne a décidé de se donner le temps de choisir, parmi plusieurs journalistes, celui dans lequel elle pourrait « investir » pour façonner une nouvelle veste du petit écran.

Les implantations israéliennes en Cisjordanie sont un creuset pour le terrorisme juif

déclare l'ancien chef du service de sécurité

De notre correspondant

Jérusalem. — Ce n'est pas la première fois que l'on dénonce en Israël l'apparition d'un terrorisme anti-arabe dans les territoires occupés et que l'on pointe un doigt accusateur en direction des colonies créées par le gouvernement sioniste. Mais, c'est celui qui s'en charge est un ancien directeur du Shinbet, le service général de sécurité et de contre-espionnage, cela retient particulièrement l'attention et provoque même des remous.

Dans un article publié le 19 août par le quotidien *Davar* (de tendance travailliste), M. Avraham Abituv, qui a dirigé le Shinbet de 1976 à 1980, décrit les implantations fondées ces dernières années en Cisjordanie comme « un creuset psychologique pour le développement d'un terrorisme juif ». M. Abituv a notamment fait référence aux attentats dont ont été victimes les maires de Naplouse et de Ramallah en juin 1980 et à la fusillade déclenchée le 26 juillet dernier à l'intérieur du Centre universitaire islamique d'Hébron, où trois étudiants palestiniens ont été tués.

FRANCIS CORNU.

LE PRÉSIDENT MOUBARAK ATTENDU À PARIS A WASHINGTON ET À LONDRES FIN SEPTEMBRE ET DÉBUT OCTOBRE

Le président égyptien, M. Mubarak, s'entretiendra avec le président Mitterrand à Paris fin septembre et se rendra également à New-York (où il prendra la parole devant l'Assemblée des Nations unies), à Washington, puis à Londres.

Selon l'hebdomadaire du Caire, *Misra*, de ce lundi 22 août, M. Mubarak sera reçu par le président de la République le 27 septembre, mais cette date n'est pas confirmée à l'Élysée, bien que le principe de la rencontre soit acquis. Le président égyptien sera reçu par le président Reagan le 3 octobre.

(Publié)

TOUT SE VEND

L'ancien, c'est évident mais aussi l'électroménager, la vaisselle, les livres, panos, sommiers, matelas, les livings comme les salons récents, s'ils sont propres et à prix raisonnables, au plus grand DEPOT VENTE DE PARIS 81, rue de Lagny (20^e) tél. 372.13.91, le spécialiste des successions.

TENNIS ACTION
734 36 36

STAGES LONGUE DURÉE
10 ou 20 semaines - 4 ou 8 mois
Adultes - Enfants - Tous niveaux
8 CENTRES A PARIS
Pierrefontaine, Evry, Chelles
P. de l'Orléans, Paris 13ème
Femmes-jeunes-Bois
Neuilly

NOUVELLES BRÈVES

■ Au moins dix-huit personnes ont été tuées et seize blessées dans l'effondrement d'un immeuble de quatre étages sur deux petites maisons voisines samedi 20 juillet au Caire. Quatre personnes au moins ont été tuées et huit autres portées disparues dans l'effondrement d'un immeuble de six étages survenu le même jour à Alexandrie. (A.P.)

■ Sept personnes ont été tuées et soixante-dix blessées à la suite d'une collision de train dimanche 21 août au sud de Dublin. La collision s'est produite après qu'un train de passagers se fut arrêté sur la voie à 50 kilomètres de Dublin, dans le comté de Kildare, avec des problèmes techniques. Un autre train de passagers, venant de Galway, est arrivé derrière sans le voir et l'a heurté violemment. — (A.F.P.)

LAFAYETTE
18, rue du Mail, 75002 PARIS
Téléphone : 236-50-02
de la 4^e aux Terrasses A.B.C.D.
Une équipe compétente et disponible : réajustez au Bac 1983 RÉELLEMENT supérieur à la moyenne nationale.

MATH-CONTACT
PRÉ-RENTÉE 1983
• tous matières
• de 31 août au 7 septembre
• 6 élèves maximum par groupe
16, rue du Mail - 75002 Paris
Tél. : 236-31-63

N'Djamena demandera à la France de l'aider à reprendre Faya-Largeau

Crise au Cameroun

L'opposition met en

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur...